

**JEAN-LOUIS LAVALLARD.**  
(Lire la suite page 6)

(Lire la suite page 6.)



# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### L'intervention de M. François Mitterrand fait rebondir la querelle sur l'exclusion des « extrémistes » de la fonction publique

De notre correspondant

Bonn. — La création par le parti social-démocrate d'un « Comité pour la défense des droits civiques et professionnels en République fédérale » (le Monde du 28 mai) suscite de vives réactions dans les milieux politiques de Bonn. M. Genscher, ministre des affaires étrangères et président du parti libéral, a estimé, vendredi 28 mai, que les critiques portées contre l'exclusion des « extrémistes » de la fonction publique étaient « injustifiées » et qu'il fallait se concentrer sur les « extrémistes » de la fonction publique.

Pour M. Mielert, ministre fédéral de l'intérieur, ceux qui adressent des critiques à la R.F.A. ne font aucun effort de compréhension pour la politique de ce pays. Les autorités agissent selon le droit, a-t-il dit, et aucune de leurs décisions peut être cassée par un tribunal. Il fait ainsi allusion au jugement du tribunal administratif de Kassel, qui a demandé au ministre des affaires culturelles de Hesse de revoir sa décision dans l'affaire Silvia Gingold (le Monde du 29 mai).

Le porte-parole du parti social-démocrate s'est, lui aussi, déclaré « particulièrement attentif » par l'initiative de M. Mitterrand. « Le S.P.D. a-t-il dit, est toujours engagé pour la liberté démocratique ». Les sociaux-démocrates allemands se proposent de soulever la question le 10 juin prochain, lors de la réunion à Amsterdam de la Ligue des partis socialistes européens. Démentant officiellement certaines informations selon lesquelles M. Brandt aurait eu l'accord avec l'initiative de M. Mitterrand, les dirigeants du S.P.D. regrettent que le parti socialiste français n'ait pas pris contact avec eux avant d'entreprendre sa démarche.

La démocratie chrétienne n'a pas réagi moins violemment. M. Biedenkopf considère la création de ce comité comme une « intervention extraordinaire sérieuse ». Il est remarquable, a-t-il dit, qu'elle vienne d'un parti allié du S.P.D. Le P.S. a formulé à l'occasion de la R.F.A. le soupçon de « système dirigé en premier lieu contre la C.D.U.-C.S.U. », a-t-il ajouté. Le parti de M. Strauss s'en prend à la « suffisance impudique » de M. Mitterrand qui « fait partie d'une action dirigée à l'échelle internationale dans le but de permettre l'infiltration communiste en R.F.A. ».

#### Le jugement de Karlsruhe

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement fédéral a affirmé que l'exclusion des « extrémistes » de la fonction publique se fondait sur le droit. « La loi fondamentale, le statut des fonctionnaires et le jugement du tribunal constitutionnel de Karlsruhe de 1975 garantissent que les citoyens de la R.F.A. puissent vivre dans l'état constitutionnel le plus libre qu'il y ait jamais eu sur le sol allemand ». Le « décret contre les extrémistes », pris le 22 janvier 1972 par les chefs de gouvernement de l'état fédéral et des Länder, a été « supprimé dans le fond » par la décision des juges suprêmes.

Il n'y a pas d'interdiction professionnelle fédérale en R.F.A. a affirmé le porte-parole du gouvernement. En effet, un candidat refusé dans la fonction publique peut travailler dans le secteur privé. Mais, outre le fait que d'avoir été refusé dans la

fonction publique pour des raisons politiques ne constitue pas une recommandation particulièrement bonne, le nombre des personnes qui peuvent exercer un emploi n'est pas très élevé. Une formation d'instituteur est assez restreinte.

En droit, le « décret contre les extrémistes » n'existe plus. C'était le décret de 1952 qui interdisait aux ministres-présidents des Länder, qui visaient à unifier les méthodes employées dans les différents Länder pour écarter les « extrémistes » de la fonction publique. Ce but n'a pas été atteint. Au fil des années, le décret a donné lieu à des abus de plus en plus manifestes et fréquents. Les sociaux-démocrates ont commencé à s'inquiéter quand des membres du S.P.D. ont été touchés dans des Länder gouvernés par la démocratie chrétienne, mais aussi dans ceux qui sont dirigés par des coalitions libérales-socialistes.

Les efforts du gouvernement de Bonn pour écarter une loi s'appliquant à l'ensemble de la République fédérale et énonçant des critères pour l'exclusion des « extrémistes » de la fonction publique, en accord avec le jugement du tribunal de Karlsruhe du 23 mai 1975, ont échoué au Bundesrat contre l'opposition de la démocratie chrétienne. Celle-ci estime qu'il suffit d'appartenir à un parti « hostile à la Constitution » (même s'il n'est pas interdit) pour être pas admis dans la fonction publique.

Les Länder gouvernés par la démocratie chrétienne — six sur dix — s'en tiennent toujours au décret de 1972. Au contraire, au début de cette année, les Länder dirigés par des coalitions libérales-socialistes, puis le gouvernement fédéral le 13 mai dernier, ont adopté un catalogue en huit points, selon lequel « la fidélité à la Constitution » est le seul critère à examiner. Ce catalogue accorde aux candidats des garanties précises qui n'existent pas dans la décision de 1972 (le Monde du 21 mai).

Il est encore trop tôt pour savoir si ces mesures mettront fin aux enquêtes des renseignements généraux et aux interrogatoires sur les opinions politiques de plus de cinq mille candidats à la fonction publique ont subi au cours des dernières années. Le principe, en tout cas, demeure : le candidat doit être « fidèle à la Constitution ».

#### DANIEL VERNET.

■ Dans un communiqué, le parti communiste français s'étonne de la décision de M. François Mitterrand de constituer un comité. « L'initiative de M. Mitterrand », dit le communiqué, « est une tentative de manipulation de la R.F.A. de 1975 garantissant que les citoyens de la R.F.A. puissent vivre dans l'état constitutionnel le plus libre qu'il y ait jamais eu sur le sol allemand ». Le « décret contre les extrémistes », pris le 22 janvier 1972 par les chefs de gouvernement de l'état fédéral et des Länder, a été « supprimé dans le fond » par la décision des juges suprêmes.

Il n'y a pas d'interdiction professionnelle fédérale en R.F.A. a affirmé le porte-parole du gouvernement. En effet, un candidat refusé dans la fonction publique peut travailler dans le secteur privé. Mais, outre le fait que d'avoir été refusé dans la

### Le 7 septembre 1962, les alliés s'attendaient à un coup de main soviétique contre Berlin

révèle M. Willy Brandt dans un livre de souvenirs

De notre correspondant

Bonn. — Quand un homme qui, pendant près de vingt ans, s'est trouvé au premier plan de l'actualité, comme bourgmestre de Berlin-Ouest, ministre des affaires étrangères, puis chancelier de la République fédérale d'Allemagne, se souvient : quand il ouvre ses notes et ses dossiers, on peut s'attendre à des traits percutants, des anecdotes corroborées, des portraits impertinents. Rien de tel avec M. Willy Brandt.

Dans un livre à paraître, *Remontez et Jugez* (1), dont le magazine *Der Spiegel* vient de commencer la publication en bonnes feuilles, l'ancien chancelier ne fait certes pas un exercice de style, mais il paraît plus sûr de lui que jamais. Il attend d'eux. Sur tel ou tel aspect d'une personnalité, il suggère tout au plus quelques réserves, souvent il corrige une anticipation personnelle par une approbation politique. Il retrace quinze années de sa vie, du passage de la guerre froide à la détente, de la « restauration de l'ère Adenauer » à la politique réformatrice de la coalition libérale-socialiste.

Tout commence par la guerre froide, la construction du mur de Berlin en 1961 et ce qu'il appelle « la crise secrète de Berlin » (le Monde du 29 mai). M. Brandt s'attendait à un coup de main soviétique contre Berlin-Ouest. Le 7 septembre 1962, les trois commandants alliés à Berlin convoquent M. Brandt, bourgmestre de Berlin-Ouest, et les trois commandants alliés en chef. Les troupes soviétiques sont en train de se masser autour de l'ancienne capitale allemande. M. Brandt se rend à l'ambassade de Berlin-Ouest, mais ne peut entrer. Les troupes soviétiques occupent les trois secteurs occidentaux au cours d'une opération qui se termine sans incident.

L'objectif de Khrouchchev serait d'obliger les Occidentaux à reconnaître Berlin-Ouest comme « entité autonome ». M. Brandt retire de son entretien avec les commandants alliés en chef la certitude que les alliés, malgré leur infériorité militaire, sont décidés à lutter. Pour les Américains, il ne fait aucun doute qu'il existe un lien entre la pression soviétique sur Berlin et l'installation de fusées à Cuba. Moscou veut attirer l'attention de Washington sur le fait que pendant que les troupes soviétiques frapperont là où elles sont les plus fortes, c'est-à-dire à Berlin. Fin octobre, l'ultimatum de Khrouchchev est clair : fin à la crise, tant à Berlin que dans les Caraïbes.

Cette « crise secrète », après la construction du mur, amène le bourgmestre de Berlin à envisager la possibilité d'une nouvelle politique des relations avec l'Est qu'il mettra en pratique après son élection à la chancellerie.

Pour cette « politique à l'Est », il trouvera le soutien et même les encouragements du général de Gaulle, comme ceux de Georges Pompidou. De Gaulle l'étonne par le style de sa conversation : « D'une manière très insolite pour moi — et un petit peu déshabitué — il m'interrogea à la fois d'un général en chef qui connaît le style de la conversation d'un commandant de secteur : qu'est-ce que le bourgmestre a à me dire sur l'état des choses à Berlin, et comment le général de Gaulle, le fédéral. Et quelle est la situation en Prusse ? J'eus besoin de quelques secondes, raconte M. Brandt, pour répondre. Par la suite, il m'expliqua la R.D.A. Je fis une remarque qui fut seulement pour

effet qu'à une autre occasion de Gaulle parla de la Prusse et de la Saxe ».

Avec les Etats-Unis, les relations sont ambiguës. M. Brandt ne cache pas qu'il n'a pas toujours approuvé la politique de Washington, mais il avoue, aussi, qu'en tant que chancelier de la R.F.A. il n'était pas à même de la critiquer. La protestation contre le chargement par les Américains des ports allemands, de matériel de guerre destiné à Israël en 1973 est une exception.

Pendant la guerre du Vietnam, le prix Nobel de la paix s'est vu : « Le Vietnam pour moi n'était pas un problème. Peut-être n'en savais pas assez. Peut-être ne voulais pas en savoir plus, car cela m'aurait mis en conflit avec la politique américaine dont, en tant que bourgmestre de Berlin, mais aussi avant, j'étais dans une large mesure dépendant ».

Dans la galerie de portraits défilant Adenauer, « pas toujours raffiné dans le choix de ses moyens », Nixon, « qui n'était pas seulement une marionnette de son principal secrétaire d'Etat », Gromyko, « plus agrippé » que sa réputation, « amical, détendu, d'une réserve presque anglo-américaine », Brejnev, avec qui les rapports sont d'abord très formels, puis confiants. Lors de son second voyage en U.R.S.S., un véritable examen de passage attend M. Brandt dès l'atterrissage : une réception pendant laquelle on discute des heures durant avec force alcool.

Sur les quelques six cent quatre-vingts pages du livre, la politique intérieure n'occupe que peu de place. Confirmer ainsi le préjugé qui veut que M. Brandt se soit trop intéressé à la politique étrangère. Mais, écrit-il, « les choses importantes doivent être prises au sérieux ». — D. V.

(1) Hoffmann und Campe Verlag, Hambourg.

## Portugal

### Cinq personnalités ont posé leur candidature à la présidence de la République

Lisbonne (A.F.P., Reuters).

Cinq personnalités et non quatre, comme on le pensait vendredi, ont finalement posé leur candidature à la présidence de la République (1). Le cinquième est M. Pompidou da Cruz, arrivé à M. Cour suprême avec les sept mille cinq cents signatures nécessaires. Agé de soixante-sept ans, ayant vécu quarante ans en Angola, il est à la tête du Centre social indépendant (C.S.I.), un groupe de pression représentant les « retournés » des anciennes colonies d'Afrique. Le grand favori de l'élection du 27 juin reste le général Eanes, chef d'état-major des forces armées. Son seul véritable adversaire est l'amiral Pinheiro de Azevedo, premier ministre du gouvernement provisoire. Le premier meeting organisé, vendredi 28 mai, à Lisbonne, par le parti socialiste pour promouvoir la candidature du général Ramalho Eanes n'a connu qu'un demi-succès. Les arènes de Campo Pequeno, qui accueillent tout l'état-major du P.S. sous une large bannière, « Eanes à la présidence, P.S. au gouvernement », n'étaient qu'à demi pleines. La foule manquait de chaleur. M. Mario Soares a longuement justifié la décision de son parti d'appuyer le chef d'état-major de l'armée de terre, en soulignant que c'était « le candidat de la démocratie » qui symbolisait le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975.

Le secrétaire général du parti socialiste s'est ensuite employé à justifier le fait que son parti ne passera d'alliance ni avec la gauche ni la droite. « Le peuple et la classe ouvrière ne toléreraient pas une alliance avec le parti communiste ». Une telle alliance ne pourrait que conduire à une déstabilisation de la chancellerie », affirme M. Soares, qui a critiqué l'escalade revendicative des grèves comme celle de l'hôtellerie qui peuvent faire le jeu de la réaction.

Le leader socialiste, qui s'adresse plus à sa gauche qu'à sa droite, a fait appel à la collaboration de la classe ouvrière et de la classe moyenne pour qu'ils ne provoquent pas une vague d'agitation sociale qui « monterait aux forces armées que la démocratie politique n'est pas possible au Portugal ». M. Soares a notamment demandé au parti communiste portugais de suivre l'exemple du P.C.L. du P.C.E. et même du P.C.F. ».

Un autocollant représentant le visage sévère du général Eanes ornait le revers des vestes des auditeurs, mais il apparaît aux observateurs, d'après l'insuffisance de ce meeting, qu'il faudra encore beaucoup d'efforts de la part des socialistes pour rendre sa figure populaire. Près d'une vingtaine de meetings sont prévus dans toutes les grandes villes du pays.

De son côté, M. Otavio Fato, candidat du parti communiste à la présidence de la République, a présenté à la presse les grandes lignes politiques du programme qu'il défendra pendant sa campagne électorale.

« La défense de la démocratie portugaise, a-t-il dit, passe par la défense et la consolidation des nationalisations et du contrôle ouvrier, par le développement et la consolidation de la réforme agraire, par le développement des transformations des structures économiques et sociales faites au cours des deux dernières années ».

Le candidat du P.C. a admis que « dans d'importantes secteurs de l'économie, une large marge de manœuvre doit être assurée à l'initiative privée ». Cependant, a-t-il ajouté, une fois liquidé le capitalisme monopolistique, l'évolution générale de l'économie, ainsi que l'évolution politique, doit être dirigée vers le socialisme, en accord avec ce qui est inscrit dans la Constitution ».

Le candidat communiste a critiqué les formations politiques qui appellent la candidature du major Otavio Fato de Carvalho. « Ces groupes », a-t-il dit, « ont pour but principal de leurs attaques, non pas les monopoles et la réaction, mais le parti communiste, de la classe ouvrière ».

(1) Ce sont le général Eanes, l'amiral Pinheiro de Azevedo, le candidat Otavio de Carvalho, M. Otavio Fato, candidat du P.C.P., M. Pompidou da Cruz, M. Mario Soares, candidat du P.S., et M. Soares, candidat du P.S. ».

## Espagne

### LES FORMATIONS DE L'OPPOSITION DÉMOCRATIQUE AMORCENT DES REGROUPEMENTS

De notre correspondant

Madrid. — Les différents groupes de l'opposition démocratique amorcent des regroupements, afin de former des fronts cohérents pour les élections générales de 1977.

Les sociaux-démocrates ont annoncé la création d'un parti social-démocrate unifié (le Monde du 29 mai). Seul le parti social-démocrate, dont le secrétaire général est M. Antonio Garcia Lopez, un banquier lié à des groupes économiques nord-américains et le reçu récemment par le roi Juan Carlos, reste en dehors.

Le nouveau parti social-démocrate unifié compte adhérer à la Coordination démocratique, M.M. Francisco Fernandez Ordóñez, ancien président de l'Institut national de l'Industrie, et Pio Cabanillas, député en octobre 1974 de son poste de ministre de l'Information, en lui le parti social-démocrate unifié et le parti social-démocrate unifié et déclaré : « Nous espérons attirer la partie de la bourgeoisie qui est à gauche sans être marxiste ».

On annonce d'autre part la création du parti populaire démocratique, qui rassemblera les libéraux et les sociaux-démocrates. Il est formé par des membres du groupe Tacito, intellectuels catholiques, dont plusieurs occupent des postes importants dans l'administration, des amis de M. Pio Cabanillas et des dissidents de la Gauche démocratique chrétienne. Le parti populaire démocratique présente au pays une « alternative réformatrice » considérant que le programme de réformes du gouvernement est trop timide.

Lors du prochain congrès, en octobre, du Parti socialiste ouvrier espagnol, dirigé par M. Felipe Gonzalez, la réconciliation des différents groupes devrait se poursuivre. D'autre part, la Fédération des partis socialistes, formée par six partis régionaux, et la Confédération socialiste, qui comprend huit autres partis régionaux, ont annoncé leur prochaine fusion. Les observateurs estiment que les socialistes espagnols finiront par se réunir en un seul parti indissoluble à la consolidation d'une démocratie stable en Espagne.

J.-A. N.

■ M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), a reconnu le 28 mai à Palma avoir eu des entretiens personnels avec M. Manuel Fraga Iribarne, vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur.

■ Evarist Massip, membre du parti socialiste unifié de Catalogne, est mort le 27 mai à Noisy-le-Grand. Il était âgé de soixante-huit ans. Antifasciste militant, Evarist Massip avait été le compagnon de combat de Joan Comorera, premier secrétaire général du P.S.O.E., mort dans les prisons du régime franquiste. Ses obsèques ont lieu le mardi 1er juin à Noisy-le-Grand.

■ Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, des anciens combattants républicains se réunissent à Barcelone. Plus de trois cent pilotes de l'aviation de l'air républicain, venant du monde entier ou vivant toujours en Espagne, ont participé le samedi 29 mai à cette manifestation. — (A.F.P.)

## Tunisie

■ LE TRAVAIL A REPRIS jeudi 27 mai dans tous les services des postes tunisiennes. Certains catégories de personnel avaient déclenché lundi une grève, la seconde en quinze jours, pour faire aboutir des revendications salariales. — (U.P.F.)

## Yougoslavie

■ UN AVOCAT, M. Srdja Popovitch, qui avait été condamné à un an de prison pour « propagation malveillante de fausses informations et trouble de l'ordre public » après avoir assuré la défense d'un certain dissident, a obtenu le sursis en appel mais s'est vu interdire de pratiquer pendant un an. — (A.P.)

## Zaire

■ UN ENFANT AGE DE TROIS ANS, petit-fils du maire de Tshikapa (Mogilev), M. Raymond Lambert, a été enlevé, le 8 mai, à Kolwezi, dans le sud du Zaïre, devant son école maternelle. La rançon demandée par les ravisseurs — 30 000 francs — a été réunie par la société bruxelloise où travaille le père de l'enfant, et payée, mais l'enfant n'a toujours pas été restitué. — (A.P.)

## Cambodge

■ UNE CINQUANTAINE DE RESSORTISSANTS cambodgiens ont déposé ces jours derniers des demandes de rapatriement, indique la mission du Kampuchea démocratique à Paris. Ces nouvelles demandes s'ajoutent à la liste de cent vingt-six ressortissants khmères, qui ont annoncé le 23 mai leur décision de retourner à Phnom-Penh. Une soixantaine d'entre eux ont déjà quitté Paris. Le restant du groupe doit partir le 8 juin. Le départ de la cinquantaine de candidats supplémentaires au rapatriement est prévu pour les 23 et 24 juin.

## Congo

■ TOUS LES BIENS, MEUBLES ET IMMEUBLES, des étrangers qui ont quitté le Congo depuis cinq ans seront transférés à l'Etat, a décidé, le 27 mai, le gouvernement congolais. Ces transferts donnent lieu à indemnisation, précise l'Agence congolaise d'information. — (Reuters.)

## Etats-Unis

■ TROIS REPRESENTANTS de la société Reynolds Industries ont donné leur démission après

## Finlande

■ M. UREO KESKONEN, président de la République finlandaise, se rendra en visite officielle aux Etats-Unis les 3 et 4 août à l'invitation du président Ford, annonce la Maison Blanche. — (Reuters.)

## Inde

■ LE PARLEMENT A ADOPTÉ le 27 mai un amendement à la Constitution indienne qui interdit aux tribunaux de réviser la législation sur la censure de presse permettant au gouvernement d'interdire la publication de tout écrit jugé répréhensible. Le ministre de

## A TRAVERS LE MONDE

■ L'information a présenté un code rédigé par la conférence paneuropéenne des journaux qui précise les règles de travail des journalistes. — (U.P.F.)

## Irlande du Nord

■ DEUX HOMMES ONT ETE TUÉS et vingt-quatre personnes ont été blessées vendredi soir, 28 mai, par l'explosion d'une bombe dans la rue de Belfast où des étudiants de la Queen's University, toute proche, fêtaient le début des vacances. — (Reuters.)

## Italie

■ UN MEMBRE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE ITALIENNE a été blessé dans une bagarre survenue lors d'une réunion électorale organisée à Soane par un député du mouvement d'extrême droite M.S.I. Selon la police, le jeune homme, Luigi di Rosa, âgé de vingt et un ans, est mort après avoir reçu une balle dans l'aine. C'est la première fois qu'il y a eu un mort au cours d'une campagne électorale. — (A.P.)

## Maroc

■ UNE JEUNE FRANÇAISE DE DIX-NEUF ANS, Mlle Marie-Anne Lonjola, originaire de Lille, a disparu à Marrakech et sa famille la fait rechercher. Elle avait donné pour la dernière fois de ses nouvelles le 15 avril alors qu'elle se trouvait à Meknes. — (U.P.F.)

## Mexique

■ LES RAVISSEURS de Mlle Nadine Chaval, fille de l'ambassadeur de Belgique à Mexico, auraient accepté, samedi 29 mai, de prolonger leur ultimatum, la moitié seulement de la rançon de 800 000 dollars ayant été remise jusqu'à présent. Les ravisisseurs seraient membres de la Ligue communiste du 23 septembre, un groupe d'extrême gauche. — (A.F.P., Reuters, U.P.F.)

## République d'Irlande

■ LE SECRÉTAIRE D'ETAT de l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, est arrivé vendredi 28 mai dans la capitale irlandaise pour une visite officielle de deux jours. Il s'est entretenu

سكندرية







# DIPLOMATIE

## LA RÉFORME DU QUAI D'ORSAY

(Suite de la première page.)

La partie qui concerne les postes à l'étranger a fait, en revanche, l'objet d'une certaine information interne et les conclusions du groupe de travail présidé par M. Curien semblent peu contestées. On peut présumer que le ministre les a largement fait siennes, du moins pour ce qui n'entraîne pas de dépenses supplémentaires. Répondant aux parlementaires qui dénonçaient l'insuffisance des crédits de son ministère, M. Sauvagnargues affirme : « Certaines (...) remarques m'ont paru très justifiées, même si les objectifs d'augmentation de mon budget n'ont pas été atteints dans vingt-deux pays dont un seul non européen, les États-Unis. Elle entretient aujourd'hui des relations avec cent soixante États et organisations internationales. Plus d'un million de Français sont enregistrés dans ses consulats contre sept cent cinquante mille il y a dix ans. La nature des relations internationales est de plus en plus complexe. J'ai dû limiter les relations politiques d'État à État, elles couvrent aujourd'hui les domaines les plus divers. Les méthodes diplomatiques se renouvellent et font de plus en plus appel aux contacts directs entre membres des gouvernements et aux missions scientifiques, tandis que les négociations multilatérales se multiplient. Bref, le corps diplomatique français doit s'adapter au changement.

Relevant quelques anomalies — par exemple : il y a autant d'agents des affaires étrangères dans les trois pays d'Afrique du Nord (100) que dans l'ensemble du continent américain (108), — le groupe de travail propose de poser quelques lignes directrices : il ne devrait jamais y avoir moins de trois agents diplomatiques par ambassade ; la France devrait entretenir une ambassade avec un chef de poste résident sur place dans chaque État membre de l'ONU, au lieu d'accréditer, comme aujourd'hui, certains ambassadeurs dans plusieurs capitales ; la fonction du ministre-conseiller, appelée dans les grandes ambassades à assurer l'interim pendant les absences de l'ambassadeur, devrait être valorisée ; les ambassades les plus importantes devraient avoir plusieurs postes de ministres-conseillers spécialisés, comme c'est le cas dans les corps diplomatiques de quelques grands pays.

Les consulats ne devraient pas être seulement chargés de la protection des personnes et des biens, mais être mis en mesure de relayer l'action de l'ambassade. Chaque consulat devrait donc avoir au moins deux agents de haut niveau, le chef de poste se consacrant à l'observation politique, à la promotion commerciale et aux relations publiques. Dans cet esprit, mieux vaudrait des consulats moins nombreux et fortement structurés que des petits consulats dispersés.

Le groupe de travail propose de renforcer l'implantation diplomatique et consulaire dans les pays exportateurs de pétrole, d'uranium et de matières premières, ainsi que dans les pays de la Communauté européenne, de re-

ployer les crédits culturels (dont la moitié sont aujourd'hui absorbés par le Maghreb) au profit du Proche-Orient et d'accroître la coopération avec cette dernière région, l'Asie non communiste, l'Amérique latine, le Québec, Haïti et l'Afrique anglophone.

### La carte diplomatique idéale

Concrètement, des mutations de postes sont proposées, qui n'entraîneraient aucune dépense nouvelle. Onze postes de la catégorie A (1) seraient supprimés pour renforcer les ambassades à Djeddah (et permettre d'ouvrir une « antenne » à Ryad où réside le roi d'Arabie Saoudite), Bagdad, Téhéran, Koweït, Caracas, Lagos, Quito, Pretoria, Luxembourg, Séoul et Lisbonne, et cinq postes de la catégorie B pour renforcer les ambassades ou consulats à Koweït, Oman, Libreville, Abidjan et Toronto.

Un grand désordre règne dans la répartition du personnel d'exécution (95 agents d'exécution à Rabat et 81 à Alger contre 53 à Washington, 51 à Londres, 28 à Moscou, 15 à New-Delhi) et aucune proportion n'est observée dans les postes consulaires entre l'importance du personnel et le nombre des Français immatriculés dans la description. 76 mutations de postes d'exécution sont donc proposées, ainsi qu'un reclassement des consulats.

Il reste que ces ajustements sans incidence budgétaire ne parent qu'un travail à l'arrière. Le groupe de travail a aussi tracé, en fonction des principes énoncés ci-dessus, une carte diplomatique et consulaire idéale qui suppose la création de 178 emplois supplémentaires (123 du cadre A et 55 du cadre B). A cet accroissement de 17 % des cadres de ces catégories à l'étranger devrait, selon les normes en vigueur, correspondre 86 nouveaux emplois à l'administration centrale. En tout, 263 postes des catégories A et B devraient donc être créés, auxquels s'ajouteraient le personnel d'exécution correspondant. A ce propos, le groupe de travail indique 47 ambassades en disposant d'aucun service de sécurité et suggère que soient recrutés une centaine de gardes contractuels.

Le fonctionnement des postes soulève des problèmes beaucoup plus épineux. L'ambassade était jadis une fonction personnelle. C'est aujourd'hui un ensemble de services de plus en plus spécialisés (à côté du conseiller scientifique, on trouve, dans certains postes, un spécialiste de l'atome). Après la dernière guerre, seules quelques ambassades françaises employaient plus de trente personnes. Près de quarante en emploient aujourd'hui plus du double. La mission de l'ambassadeur n'a cependant jamais été précisément définie.

### Le représentant de chacun des ministres

Le groupe de travail recommande qu'un décret définisse les pouvoirs de l'ambassadeur et l'organisation des services de l'État à l'étranger. Les missions traditionnelles de l'ambassadeur seraient confirmées. Il serait précisé qu'il représente l'État, qu'il a une autorité pour engager son gouvernement et celui auprès duquel il est accrédité des points de vue de l'un et l'autre et qu'il est le « négociateur de droit commun » dans le pays de sa résidence. Il devrait être souligné qu'il a vocation à développer non seulement les relations politiques, mais aussi économiques, culturelles, scientifiques, etc., et qu'il a une autorité pleine et entière sur tous les services de l'État à l'étranger et le personnel qui en assure le fonctionnement. L'ambassadeur serait « le dépositaire de l'autorité de l'État » et « le représentant direct de chacun des ministres » (formules empruntées au décret de 1964 définissant l'autorité des préfets).

De telles précisions sont-elles nécessaires ? La pratique, aujourd'hui comme demain, tient beaucoup aux personnes. Il n'est pas douteux que nombre d'ambassadeurs n'ont pas besoin de textes pour assurer leur autorité sur les services les plus spécialisés de leur ambassade. D'autres, au

contraire, ne savent jamais, avec les meilleurs textes, se faire entendre de leurs collaborateurs moins frondeurs. Il reste que nul n'aurait rien à perdre, et en particulier pas l'État, à ce que soit défini par écrit l'ordonnement des services français à l'étranger, aujourd'hui régit par des usages — des bons et des mauvais — plus que par des règles.

Actuellement, le conseiller attaché de défense est certes le « subordonné » et le « collaborateur direct du chef de mission » auquel il doit plaire obéissance et de la discipline. Il est tenu de l'informer de ses activités et de lui communiquer les rapports « établis dans le cadre de sa mission ». Mais il est aussi le représentant des forces armées. Le chef d'état-major lui « fixe sa mission » et lui adresse ses directives. Il est en relation directe avec le ministre de la Défense. Bien que le rapport n'en dise rien, chacun sait que la frontière entre l'information militaire autorisée et le « renseignement » destiné au SDECE, occasion de mille ennuis pour les diplomates, est floue. En tout cas, la vaine subtilité n'est incluse qu'une fois scellée dans la valise diplomatique.

Les agents des services techniques relèvent du chef de poste « au titre de leur mission à l'étranger » et travaillent sous son contrôle. Mais ils sont les « délégués » du ministre de l'Économie et des Finances et correspondent directement avec lui en adressant une copie au chef de poste. Les conseillers et attachés financiers sont les subordonnés directs du ministre des Finances et, s'ils sont accrédités dans plusieurs postes, comme c'est souvent le cas, de lui seul. Ils font partie de la mission de leur résidence, mais ne communiquent leurs rapports à son chef que par courtoisie. Les autres conseillers et attachés spécialisés ne sont régis par aucun texte. « L'empirisme le plus total prévaut », estime le groupe de travail. Enfin, les agents de la coopération ont un régime spécial puisqu'ils dépendent du ministre de la Coopération qui « couvre » les relations avec un territoire délimité (les États francophones d'Afrique et de l'Océan Indien), en liaison avec le ministre des Affaires étrangères.

Dans le système proposé, l'ambassadeur aurait seul le pouvoir de représentation et de négociation (aujourd'hui souvent accaparé par les conseillers et attachés spécialisés), mais il le déléguerait, selon des règles à établir, à ses subordonnés compétents. Les structures des postes devraient être modifiées, y compris sur le plan matériel. Ainsi les locaux, presque toujours dispersés, parfois dans des villes différentes, devraient être le plus possible regroupés. Les crédits pour l'action à l'étranger des diverses administrations devraient être transférés aux affaires étrangères. A terme, la logique voudrait que le corps des conseillers et attachés commerciaux soit intégré aux affaires étrangères, comme c'est le cas dans toutes les grandes puissances commerciales occidentales. Le pouvoir de notation de l'ambassadeur, aujourd'hui régit par des textes divers, obéirait à un règlement unique. Le chef de mission aurait connaissance de toutes les correspondances importantes qui arrivent dans les ambassades ou en partent et qui se feraient « sous le couvert de l'ambassadeur » sans dérogation pour les dossiers traités hautement techniques. Bref, il s'agit de donner du muscle aux ambassadeurs.

Le groupe de travail observe que cette réorganisation des services à l'étranger ne coûterait pas un sou et pourrait être mise en œuvre à titre expérimental dans quelques postes avant d'être généralisée.

MAURICE DELARUE.

(1) Les agents sont classés dans la fonction publique en catégories désignées par des lettres, la plus élevée étant la catégorie A.

Prochain article :

POLITIQUE D'ABORD

VILLE DE BRIVE-LA-GAILLARD (19)  
CONCOURS D'IDÉES doté de 140.000 F de PRIX  
(40.000 F au lauréat et 20.000 F aux 3 projets mentionnés)  
En vue de l'établissement des projets d'aménagement des  
PLACES DU 14-JUILLET et ARISTIDE-BRIAND  
Limite d'inscription le 15 JUIN 1976  
S'adr. Directeur des Services Techniques Municipaux, Rue Pierre-et-  
Marie-Curie, Hôtel de Ville, 19310 BRIVE, tél. 74-50, poste 41.

### M. FRANÇOIS DE LA GORCE EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE FRANCE EN ARGENTINE

Nous apprenons la nomination de M. François de la Gorce comme ambassadeur de France à Buenos-Aires (Argentine), en remplacement de M. Jean-Claude Winkler.

(Né le 2 mars 1920, M. François de la Gorce a été admis au concours pour l'emploi d'attaché de presse en 1946. A l'administration centrale jusqu'en 1952, il est nommé alors deuxième, puis premier secrétaire à Rome, puis à la disposition de l'OTAN de 1957 à 1962, puis de retour à l'administration centrale, il est nommé premier conseiller à la délégation permanente de la France au conseil de l'Atlantique nord en 1962, représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations unies en 1970 et enfin ministre-conseiller à Washington en 1972.)

## Les problèmes nucléaires dans les relations internationales

### Aux Etats-Unis

## Le recyclage du plutonium est interdit par une cour d'appel fédérale

New-York (A.F.P.). — La cour d'appel fédérale de New-York a interdit l'usage commercial du plutonium jusqu'à l'achèvement de l'étude sur les effets de cette substance sur l'environnement.

Cette décision annule une autre décision de la commission de réglementation nucléaire, qui avait octroyé provisoirement, en attendant les résultats de l'étude, des licences d'exploitation aux usines de recyclage de matières nucléaires. Ces usines auraient transformé en combustible pour les centrales à eau légère le plutonium journalier par les usines de retraitement.

Le conseil pour la qualité de l'environnement, le conseil pour la défense des ressources naturelles et de nombreux groupes de défense de l'environnement ont exprimé leur inquiétude devant la possibilité que des transports de matières nucléaires en grandes quantités puissent inspirer d'éventuels auteurs de vols ou de sabotages.

Les combustibles irradiés dans les réacteurs nucléaires contiennent du plutonium. Ce dernier peut en être extrait dans les usines de retraitement. Il peut ensuite être recyclé dans les réacteurs nucléaires actuels et y remplacer l'uranium enrichi.

Cette dernière technique n'en est encore qu'au stade expérimental. L'Agence américaine chargée de la réglementation nucléaire, la N.R.C. (National Regulatory Commission), avait autorisé provisoirement la construction d'usines pour fabriquer des éléments combustibles utilisant le plutonium. Une décision définitive sur le recyclage doit être prise au début de 1977, après une étude soignée des avantages et des inconvénients de cette technique.

La cour d'appel fédérale de New-York vient d'annuler cette autorisation. Les usines de recyclage du plutonium ne pourront fonctionner qu'une fois que l'étude sera terminée.

### LA FIN DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE IRANIEEN

## Paris et Téhéran ont la même optique dans les relations internationales

déclare M. Hoveyda

Hôte à déjeuner, vendredi 28 mai, de la presse diplomatique, M. Hoveyda, qui achevait son séjour officiel en France, a réaffirmé, à propos du projet iranien d'achat d'équipements nucléaires, que son pays n'avait d'autre but que d'augmenter son potentiel énergétique.

« Nous ne désirons pas construire

une bombe atomique, a-t-il dit. Nous avons signé l'accord contre la dissémination des armes nucléaires, et nous sommes membre de l'Agence de Vienne. »

Interrogé sur les questions pétrolières, le premier ministre iranien a affirmé : « Nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'il y ait des relations directes de gouvernement à gouvernement. Mais je n'ai pas encore de propositions précises à ce sujet du côté français. »

M. Hoveyda a affirmé que les relations avec la France demeurent « privilégiées ». « Au point de vue international, a-t-il dit, nous sommes d'accord sur à peu près tous les points. Au cours de ma visite à Paris, il n'y a eu que des temps forts et pas de temps moins forts ou de temps faibles. Nous n'avons éprouvé aucune déception. Nous avons la même optique dans les relations internationales. Quant aux relations bilatérales, on pourrait les développer encore. La visite de M. Giscard d'Estaing en Iran en octobre prochain confirmera ces relations privilégiées avec la France. Nous signons alors des accords très importants. Il y a des chances pour que la partie des relations franco-iraniennes soit un gros panier, et même un panier énorme. Tant plus les esprits s'agissent ou malveillants. »

A propos du Proche-Orient, M. Hoveyda a tourné en dérision les informations sur un prétendu axe Pétrole-Israël-Soudan-Téhéran : « Ce ne serait pas un axe, a-t-il dit, mais un zigzag. Nous n'avons aucun accord avec Israël sur des livraisons atomiques. Nous avons accepté simplement un peu d'uranium en Afrique du Sud, comme nous l'avons fait dans beaucoup d'autres pays. Avec Israël nous n'avons pas de relations diplomatiques. Nous pensons qu'il ne doit pas évaluer les territoires occupés et qu'il n'y a pas de chance de paix tant que le problème palestinien ne sera pas résolu. Peut-être faudrait-il retourner à Genève avec la participation de l'O.L.P. »

Le Conseil de sécurité a renouvelé, vendredi 28 mai, pour une nouvelle période de six mois, le mandat de la force des Nations unies sur le Golan en demandant en même temps la poursuite des efforts pour la recherche d'un règlement politique du conflit du Proche-Orient. Seules la Chine et la Libye ont voté en faveur de la prolongation. Les autres membres du Conseil, à l'exception de l'URSS, M. Hafez El Assad, a fait valoir qu'il ne pouvait admettre que la force de l'ONU devienne une institution permanente à moins qu'il ne soit conscient qu'il n'y a plus de temps pour résoudre la cause de la paix. » (A.F.P.)

### WASHINGTON CONFIRME SON INTENTION DE VENDRE DEUX RÉACTEURS A LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

(Suite de la première page.)

Cette politique était jugée libérale, notamment à l'égard de pays qui réclament de vouloir se doter d'une capacité nucléaire militaire dans un avenir plus ou moins lointain. Le projet de vente au Pakistan d'une usine française de retraitement des combustibles irradiés était resté jugé sévèrement à Washington. Les États-Unis sont aussi très critiques à l'égard du contrat signé, en juin 1975, entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil, et qui reste d'ailleurs le plus gros du genre : huit grosses centrales, une usine d'enrichissement de l'uranium et une usine de retraitement des combustibles irradiés dans ces quinze ans. Ces deux projets ont pourtant été approuvés par l'Agence internationale de Vienne (le Monde du 28 février).

Le projet de vente à l'Afrique du Sud est plus modeste et, en principe, moins dangereux, puisqu'il ne porte que sur deux centrales : c'est surtout par la voie du retraitement des combustibles irradiés dans ces réacteurs, ou encore par l'enrichissement de l'uranium, que l'on peut accéder à la bombe. En outre, Pretoria s'est lancée dans la construction d'une usine de séparation isotopique, afin de produire, par ses propres moyens, le combustible nécessaire à ses centrales ainsi qu'à l'exportation. L'Afrique du Sud peut donc, en « poussant » un peu ses installations d'enrichissement, se lancer toute seule dans des fabrications militaires. Cet argument a cependant moins de valeur sur le plan politique, dans la mesure où le geste de Washington est un encouragement à l'industrie nucléaire avancée dont se dote l'Afrique du Sud. Or ce pays n'a pas signé le traité de non-prolifération, arguant que les sauvegardes imposées par celui-ci gêneraient sa liberté et nuiraient à la production du secret de ses techniques.

A la conférence de Londres, à la fin de l'an dernier, les États-Unis avaient insisté pour un contrôle très strict de la part des pays exportateurs, selon des exigences voisines de celles que l'Agence de Vienne impose aux signataires du traité de non-prolifération. De fait, c'est en inspectant l'ensemble des installations nucléaires d'un pays, et non pas seulement celles qui sont achetées à l'extérieur, que l'on s'assurera que ce pays ne fabrique pas d'armes atomiques. Il ne semble pas que l'on ait fait preuve de la même sévérité à l'égard de l'Afrique du Sud.

MICHEL TATU.

### MM. BREJNEV ET FORD ONT SIGNÉ LE TRAITÉ SUR LES EXPLOSIONS PACIFIQUES

(Suite de la première page.)

M. Leonid Brejnev a tenu à affirmer qu'on ne peut pas oublier qu'une série d'importants problèmes attendent leur solution, dont la conclusion d'un nouvel accord à long terme sur la limitation des armements stratégiques. Je tiens à souligner une nouvelle fois que l'Union soviétique, pour sa part, fait comme dans le passé tout ce qui dépend d'elle pour y aboutir. Sans doute une façon comme une autre de rappeler que les États-Unis ne font pas tout ce qui dépend d'eux.

La cérémonie du Kremlin, à laquelle assistaient tous les membres du bureau politique résidant à Moscou — à l'exception du nouveau ministre de la Défense, M. Ouzmenov, officiellement malade et qui a été retransmis à la télévision. Le compte rendu figure d'autre part ce samedi matin à la première page de tous les journaux ainsi que le texte du traité. Il n'en va pas de même du protocole également signé vendredi et qui fixe les modalités pratiques de l'inspection des champs de tir d'un pays par les experts de l'autre pays. Ce texte, il est vrai, est très complexe et ne compte pas moins de quarante-cinq pages.

Comme celui de juillet 1974, qui porte sur les essais nucléaires souterrains à des fins militaires, le traité signé vendredi limite à 150 kilotonnes la puissance des mêmes essais à des fins pacifiques. L'autorisation cependant les signataires à faire exploser un « chapelet » de charges dont la puissance totale ne pourra pas être supérieure à 1 500 kilotonnes, et dont aucune des charges composant le « chapelet » ne doit être supérieure à 150 kilotonnes. L'inspection sur le terrain est automatique en cas d'explosion supérieure à 150 kilotonnes pour vérifier qu'aucune charge ne dépasse le seuil autorisé. En cas d'explosion d'une puissance comprise entre 100 et 150 kilotonnes, des consultations sont prévues entre les parties pour décider d'une inspection du champ de tir. — J. A.

# PRO

## LA GUERRE CIVILE

### Les bombardements plus de quatre

Les bombardements plus de quatre... (Texte partiellement visible)

# AS

## LETTRE A PÉKIN

### Un accommodement avec l'Inde au sujet du Cachemire ?

Un accommodement avec l'Inde au sujet du Cachemire ? (Texte partiellement visible)

# Une

## La crise

La crise... (Texte partiellement visible)

# RHODESIE

## DE AFRICAINS BLESSÉS A MORT

### INTENTION D'ADRES

DE AFRICAINS BLESSÉS A MORT INTENTION D'ADRES (Texte partiellement visible)

# LE LIVRE : une décision de gravité

LE LIVRE : une décision de gravité (Texte partiellement visible)

سكوت الموال



صكنا من الاصل

# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

### M. DEBRÉ SUGGÈRE L'ENVOI D'UNE « FLOTTE SANITAIRE »

M. Michel Debré a suggéré, vendredi 28 mai, dans une déclaration reçue par l'agence France Presse, que la France prenne l'initiative d'envoyer des navires « civils et pacifiques » au large des côtes libanaises, afin de fournir une « aide humanitaire, médicale et sociale » au peuple libanais.

« L'ancien premier ministre », précise-t-il, « pourrait accueillir des blessés, des enfants, sans distinction de confession religieuse, et d'appartenances politiques ». Pour M. Debré, il s'agit d'une « forme d'intervention que l'on ne pourrait qualifier d'opération militaire », et d'un effort à la fois national et international en faveur de la fin des combats, du désarmement des factions et de la paix.

Après avoir souligné que « la diplomatie ni les tentatives de rapprochement intérieur n'ont réussi », à mettre un terme à la tragédie libanaise, M. Debré ajoute : « La proposition du président de la République n'a pas été comprise, sans doute parce que les conditions préalables qui sont indispensables n'ont pas été suffisamment expliquées ».

« Alors, s'interroge M. Debré, n'y a-t-il rien à faire ? » « Il me semble », déclare-t-il, « que nous pourrions marquer notre intérêt pour le Liban, en nous joignant à une action humanitaire, médicale et sociale », car, ajoute-t-il, « on ne peut rester indifférent à une telle situation ». « On ne peut rester indifférent à la disparition d'un Etat méditerranéen qui avait réussi à maintenir des relations harmonieuses entre les deux communautés, la chrétienne et la musulmane ».

### Les bombardements ont fait à Beyrouth plus de quatre-vingts morts en une journée

Tandis que M. Elias Sarkis, le président élu, multiplie les démarches en vue de réunir toutes les parties du conflit autour d'une « table ronde », les combats se poursuivent sans relâche à Beyrouth, où quatre-vingt-sept personnes ont été tuées et soixante-quinze autres blessées, vendredi 28 mai, à la suite d'échanges de coups de feu entre les deux camps. Vingt-huit cadavres ont été découverts, d'autre part, dans la capitale libanaise.

Une centaine d'obus sont tombés sur la ville au cours de la journée, dont une dizaine sur le camp palestinien de Sabra, à la sortie sud de la capitale, alors que l'enclos musulman de Nabaa, dans la banlieue nord-est, était sous le feu de deux autres journaux. Une quarantaine d'obus sont également tombés sur l'aéroport de Beyrouth, situé en secteur progressiste, endommageant le radar principal, de la tour de contrôle et trois étages du bâtiment principal. Selon l'agence U.P.L. le bombardement de l'aéroport est l'œuvre des phalangistes, qui affirment que celui-ci est utilisé pour l'acheminement d'armes destinées à la gauche libanaise.

M. Adel Osselaire, ministre libanais des travaux publics et des transports, a souligné cependant qu'il n'existait pas de transit d'armements par l'aéroport, et a affirmé que ce dernier demeure ouvert au trafic aérien, car « il est inadmissible que le Liban soit isolé du monde ».

Les obsèques de Mme Linda Jounblat, sœur du leader de la gauche, se sont déroulées dans le calme à Moukhtara, un village de montagne au sud-est de Beyrouth. M. Béchar Gemayel, fils du chef des Phalangies, a annoncé vendredi soir que les phalangistes avaient arrêté trois des meurtriers présumés de Mme Jounblat.

### M. Arafat à Tripoli

M. Yasser Arafat, leader de l'O.L.P., séjourne actuellement au Libye où il s'est entretenu vendredi avec M. Abdel Salam Jalloud, premier ministre, qui avait précédemment une mission de médiation à Beyrouth et à Damas. Selon la presse libanaise, M. Arafat a été obligé de se rendre à Tripoli via Le Caire, les gardes libanais lui ayant refusé l'entrée du territoire syrien. Les journaux syriens ont par la suite présenté leurs excuses à M. Arafat pour cet incident, et l'ont invité à revenir à Damas. (A.F.P., U.P.L., Reuters.)

# ASIE

### M. BHUTTO A PÉKIN

## Vers un accommodement avec l'Inde au sujet du Cachemire ?

De notre correspondant

Pékin. — Répondant le 28 mai à l'allocution de bienvenue du gouvernement chinois, le premier ministre pakistanais, M. Bhutto, a évoqué les négociations pakistano-indiennes, précisant que son pays n'était pas disposé « à accepter des compromis sur les principes, particulièrement sur celui de l'autodétermination du peuple de Jammu et du Cachemire ». C'est du moins ce qu'il a entendu (M. Bhutto s'exprimait en anglais) les correspondants étrangers qui assistaient au banquet (le Monde du 28 mai). La version publiée plus tard par Chine nouvelle est cependant différente. La voici : « Conscients de notre responsabilité historique vis-à-vis des peuples de Jammu et du Cachemire, nous continuerons nos efforts pour parvenir à un règlement pacifique de notre différend avec l'Inde en ce qui concerne l'avenir de ces peuples. Mais nous n'accepterons pas de compromis sur les principes. Je souhaite saisir cette occasion pour remercier une nouvelle fois le gouvernement et le peuple chinois pour leur soutien de principe et constant (Unwavered and Principled) au droit à l'autodétermination des peuples de Jammu et du Cachemire ».

Sur le fond, la nuance peut paraître subtile. Elle existe néanmoins en ce que, dans la seconde version, le droit à l'autodétermination des peuples de Jammu et du Cachemire n'est pas explicitement cité comme un « principe » sur lequel le Pakistan se refuse à compromettre. Or, c'est cette seconde version qu'on retient, de source indienne, à Pékin en se félicitant que M. Bhutto ait ainsi enroulé la porte à des accommodements.

possibles sur un sujet qui empoisonne, depuis des années, les relations indo-pakistanaïses.

ALAIN JACOB.

# RHODÉSIE

### SIX AFRICAINS CONDAMNÉS À MORT POUR DÉTENTION D'ARMES

Six Africains ont été condamnés à mort le vendredi 28 mai, pour détention d'armes, à Inyangwa, ville située à l'est de Salisbury, près de la frontière du Mozambique. Les accusés avaient plaidé non-coupable affirmant qu'ils étaient armés parce qu'ils avaient déjà été enlevés par des maquisards.

D'autre part, le gouvernement rhodésien a reconnu, le 28 mai, qu'un engagement avait eu lieu entre forces de sécurité et maquisards, à moins de 50 kilomètres de Salisbury. Jamais jusqu'alors les nationalistes noirs ne s'étaient approchés aussi près de la capitale.

# POLITIQUE

## A R.T.L.

### M. MITTERRAND : la gauche au pouvoir ralliera des millions de suffrages supplémentaires.

M. François Mitterrand a déclaré vendredi 28 mai au micro de R.T.L. : « La France coupée en deux, c'est une réalité. Lors de l'élection présidentielle, les voix des deux candidats se sont presque également partagées, et il y a eu un très peu de transferts de suffrages. Ce qui m'a donné, c'est que M. Giscard d'Estaing, élu président de la République, n'a pas pu débiter cette situation, alors qu'il dispose de l'autorité de la fonction, du prestige que confère la présidence de la République, sans dégrader ses qualités, qui sont grandes (...). Si ne l'a pas pu, c'est parce que sa politique était mauvaise. Je pense vraiment que, une fois la gauche au pouvoir, et le parti socialiste remplissant dans l'activité gouvernementale un rôle éminent, très rapidement des centaines de milliers de voix des millions de Français qui, la veille, avaient voté contre nous, soutiendront notre politique parce qu'elle leur paraîtra juste ».

### Dans le Val-de-Marne

## UNE ÉLECTION CANTONALE ANNULÉE

Le tribunal administratif de Paris a annulé l'élection de M. Claude Roméo, conseiller général communiste de Chennévières-sur-Marne (Val-de-Marne) sur la requête de M. Lefèvre d'Ormesson. — M. Roméo avait été élu au second tour des élections cantonales de mars dernier par 5 581 voix contre 5 570 à M. Lefèvre d'Ormesson, ancien député. C.N.I.P.

Dans une déclaration, publiée vendredi 28 mai, M. Roméo, qui a décidé de faire appel devant le Conseil d'Etat, indique : « La raison invoquée est une erreur administrative dans l'établissement des listes électorales par le préfet du Val-de-Marne et le maire de Chennévières-sur-Marne. — M. Roméo avait été élu au second tour des élections cantonales, à signaler en déclarant la nullité de l'élection, entrant à l'ENA, que son travail sera apprécié selon des critères de qualité, uniquement. Les attaques en question sont honteuses pour la direction du corps professoral, pour les jurys et, en même temps, pour les élèves qui

## L'ÉMISSION « APOSTROPHES »

### ÉTAT ET NATION

Un « grand commis de l'Etat » qui a servi trois Républiques ; un professeur de droit, politologue, à qui le socialisme inspire espoirs et craintes ; un gaulliste qui vient de lancer un appel à une « nouvelle Résistance » contre les menaces qui pèsent sur la nation : MM. François Duverger et Alexandre Sanguinetti n'ont eu aucune difficulté — sur le plateau de l'émission « Apostrophes », vendredi 28 mai sur Antenne 2 — à trouver de nombreux terrains d'accord.

Entre M. Duverger, qui ne s'est « jamais senti gêné par le gaullisme », et M. Sanguinetti, qui appelle de ses vœux un « rassemblement qui donnerait sa légitimité à une majorité », les divergences ne pouvaient pas être grandes. Les trois personnalités se sont trouvées d'accord pour reconnaître à la nation, préexistante à l'Etat, une prééminence sur ce dernier. Si M. Duverger redoute

qu'un régime, présidentiel et trop stable, ne favorise la politisation de fonctionnaires qui s'identifieraient à l'Etat, M. Sanguinetti souhaite que le « libéralisme planifié » remplace le « libéralisme autoritaire ». Si M. Sanguinetti assure qu'il est des cas, comme en 1940 ou en 1958, où la nation a le droit absolu de dire à l'Etat qu'il ne lui convient plus, tous se montrant profondément nationalistes et soucieux de préserver l'indépendance économique de l'Etat et politique de la nation. Mais si, pour le gaulliste, la légitimité acquise au 50 % des voix à peine ne peut remplacer la légitimité, pour le professeur il suffit à ceux qui possèdent la légitimité de montrer qu'ils sont « décidés à conduire l'Etat quelque part » pour acquiescer à la légitimité.

A la fin de l'échange, M. Duverger a invité M. Sanguinetti à rejoindre le courant socialiste et M. Sanguinetti a répondu qu'il n'avait rien de tel à son interlocuteur. M. Sanguinetti, lui, paraissait prêt à servir l'Etat que l'un ou l'autre aurait instauré.

ANDRÉ PASSERON.

### La controverse autour de l'ENA

## Le P.S. s'attaque à toutes les institutions

déclare M. Debré

De nouvelles réactions ont été enregistrées, vendredi 28 mai, à la suite des accusations portées par M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste, contre l'École nationale d'administration (le Monde du 28 mai).

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, a affirmé au micro de R.T.L. : « Ces attaques ont un caractère à la fois absurde et honteux. A bien des égards, elles relèvent de la calomnie ».

« Le classement des travaux très précis : chaque jeune homme ou jeune fille sort, entrant à l'ENA, que son travail sera apprécié selon des critères de qualité, uniquement. Les attaques en question sont honteuses pour la direction du corps professoral, pour les jurys et, en même temps, pour les élèves qui

viennent de sortir de l'école... Il n'y a pas de triche. « La fonction publique a des traditions exceptionnelles de sérieux. Il n'y a pas de choix politiques, de considération d'administration (le Monde du 28 mai).

La volonté du parti socialiste, a conclu M. Debré, qui fut l'un des créateurs de l'ENA, est visiblement de tirer dans tous les sens, de s'attaquer à toutes les institutions de l'Etat ».

M. Pierre-Christian Taillinger, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a déclaré vendredi, à Fréjus au sujet des déclarations de M. Estier : « Ce sont des propos choquants : il est faux de dire qu'on sélectionne les stagiaires en fonction de leur appartenance politique ». « Envoies-les à l'ENA », a déclaré M. Taillinger, ministre de l'Intérieur, sur la politisation de l'administration (le Monde du 28 et 29 mai). « Il est évident que ce dernier n'avait visé aucun fonctionnaire en particulier, mais avait tenu à rappeler une position de principe selon laquelle tout fonctionnaire est au service de l'Etat, et non au service d'un parti politique, quel qu'il soit. « Il n'est pas question de brimades ou de déplacements pour les fonctionnaires de gauche », a affirmé M. Taillinger.

De son côté, M. Maurice Duverger, professeur de science politique à l'université de Bordeaux, a déclaré au cours de l'émission télévisée « Apostrophes », que les accusations de M. Estier n'avaient « aucun fondement réel ».

Dans l'édition de l'Aurore du 28-30 mai, M. Dominique Jamet écrit notamment : « Il semble que la bergerie socialiste se soit un peu trop pressée de répliquer au prince républicain indépendant, et qu'on ait cédé dans l'entourage de M. Mitterrand à l'aveuglement qu'inspire la colère et à l'illusion d'une fausse symétrie. L'énorme pays que M. Claude Estier a lancé dans la direction des banques de la majorité n'était qu'un pavé de lours qui retombe aujourd'hui aux frusques sur ses propres camarades » (...).

Enfin, l'Humanité observe, dans son numéro du 29 mai, que « la sélection politique dans la formation des hauts fonctionnaires, républicains, aujourd'hui à l'ENA, des formes diverses qui tiennent d'abord au recrutement, et surtout à la conception de l'enseignement dispensé à l'école ».

# PRESSE

## La crise des journaux parisiens s'aggrave

Les quotidiens « France-soir », « le Figaro » et « l'Equipe » n'ont pas paru le samedi 29 mai. Cette non-paraution est la conséquence d'un arrêt spontané des travailleurs du Livre C.G.T. provoqué par l'annonce, vendredi soir, du retrait du Syndicat de la presse parisiennne (patronal) des représentants des premiers titres. Pour sa part, « l'Equipe », qui appartient au groupe de M. Amaury (« le Parisien libéré ») — a été empêché de paraître du fait qu'il est tiré à l'imprimerie de « France-soir ». En ce qui concerne « le Figaro », précisons que seule la première édition de province (cent dix mille exemplaires), datée de samedi et « bouclée » vendredi en fin d'après-midi, alors que la décision de retrait du S.P.P. n'était pas encore connue, a pu paraître.

Samedi matin, le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T.

et l'ensemble des délégués syndicaux des entreprises de presse étaient réunis dès 7 heures à la Chambre syndicale typographique parisienne pour étudier les conséquences de l'attitude adoptée par les directions de « France-soir » et du Figaro ». Selon leur communiqué ces deux titres ont décidé de se retirer du syndicat patronal, « ne pouvant souscrire, pour des raisons d'exploitation, à l'orientation des discussions actuelles entre le Syndicat de la presse parisiennne et le Livre ».

Pour le Livre, il s'agit d'une décision « lourde de gravité, et ses conséquences sont imprévisibles ». A l'heure où nous mettons sous presse, il semble que la grève à « France-soir » et au « Figaro » ne serait pas reconduite. Des décisions seront prises lundi matin, à l'issue de nouvelles réunions.

## Une nouvelle étape

(Suite de la première page.)

plus d'un an, des ouvriers qui sont les licenciés et les autres des grévistes non reconnus, aucun signe de négociation à l'horizon, tel est le décor du pourrissement. Le vendredi 28 mai s'ouvre une nouvelle phase du conflit. Puisque la situation était explosive, l'explosion s'est produite. Les neuf titres parisiens, qui restaient adhérents de l'organisation professionnelle et qui sont (par ordre alphabétique) l'Aurore, le Cote Desfossés, les Echos, le Figaro, France-Soir, l'Humanité, le Nouveau Journal, le Monde et Paris-Tur, décident, à l'issue d'un vote secret et par six voix contre trois, d'engager des pourparlers avec l'organisation syndicale ouvrière, permettant la révision des conditions de production et la garantie des emplois, sans poser, en préalable, le refus d'inclure dans la négociation le sort des ouvriers du Parisien libéré à l'issue du conflit qui les concerne.

Le Syndicat de la presse parisiennne a annoncé vendredi soir 28 mai, que « à la suite d'une réunion qui a duré toute la journée, le Figaro et France-Soir ont été amenés à donner leur démission du S.P.P., ne pouvant souscrire, pour des raisons d'exploitation, à l'orientation des discussions actuelles entre le Syndicat de la presse parisiennne et le Livre ».

Plus tard dans la soirée, le syndicat patronal a précisé sa position. « Enregistrant comme provisoire la démission de deux de leurs confrères et en mesurant toute la gravité, les titres qui restent groupés au sein du Syndicat de la presse parisiennne affirment leur volonté commune de négocier avec le comité intersyndical du Livre parisiennne un accord cadre incluant la révision des conditions de production, la modernisation des entreprises et la garantie des emplois maintenus après les pré-rétractions, les mutations et les départs volontaires sans que soit exclue la négociation des problèmes posés par les ouvriers du Parisien libéré restant éventuellement en exilant après le règlement de leur conflit ».

« Les journaux qui souscrivent à cette déclaration sont conscients du fait qu'ils ne représentent plus la majorité des tirages et des effectifs et ne peuvent naturellement prendre des responsabilités que dans la limite de leurs moyens ».

« Ils souhaitent une réunification rapide de la presse parisiennne et attirent l'attention des pouvoirs publics et des lecteurs sur la gravité de la situation actuelle ».

JACQUES SAUVAGEOT.

### LE LIVRE : une décision lourde de gravité.

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T., pour sa part, déclare dans un communiqué que « venu au Syndicat de la presse parisiennne pour connaître la réponse à la revendication d'un accord cadre régional, qu'il a déposée depuis près d'un an, (1) a appris la démission de deux titres de l'organisation syndicale et patronale ».

Cette décision est lourde de gravité et ses conséquences sont imprévisibles. Plutôt que de négocier dans le sens qui tient compte des intérêts des travailleurs et de la profession, notamment le problème de l'emploi, les directions du Figaro et de France-Soir ont choisi la rupture en tournant délibérément le dos à la négociation.

En conséquence, le comité intersyndical décide de se réunir d'urgence en vue d'informer les travailleurs et de prendre avec eux les décisions qu'exige la nouvelle situation ».

### Un accord mori-né

Les départs massifs en préretraites, les mutations envisagées, l'attribution d'un pécule pour favoriser les reconversions, auraient pu permettre de mener de front la révision de ce qu'il est convenu d'appeler les « annexes techniques » de la modernisation de certaines entreprises. La direction de France-Soir cependant fait savoir qu'il n'était pas possible de tenir compte du vote intervenu. Ce titre est, nous dit-on, actuellement déficitaire au point qu'il n'est pas possible d'y garantir l'emploi, et se retourne à l'équilibre suppose l'application immédiate du plan de modernisation. La décision de France-Soir a été rapidement suivie par celle du Figaro, qui, depuis plusieurs mois, prépare des centres d'impression régionaux et doit quitter dans les semaines qui viennent, l'immeuble du « rond-point » qui abrite sa rédaction et ses services de composition.

Ces décisions ont deux conséquences immédiates. Tout d'abord elles rendent impossible la conclusion d'un accord régional, périlleux si ni le Parisien libéré ni l'Equipe n'y souscrivaient, mais absurde s'il ne concerne que la plus faible partie du tirage des quotidiens parisiens. D'autre part, les ouvriers du Livre, qui supportent depuis un an le poids financier de la solidarité envers les grévistes du Parisien libéré, ne peuvent seuls soutenir une grève prolongée des huit cent cinquante ouvriers du Figaro et des mille de France-Soir.

M. Amaury doit probablement sourire. Le gouvernement reste muet et feint sans doute de considérer, comme il l'a fait jusqu'à présent, qu'il ne s'agit que d'une affaire interne à la profession. Or c'est beaucoup plus que le sort du Parisien libéré, de France-Soir et du Figaro qui se joue actuellement, c'est celui de la presse écrite. On croira difficilement que la survie du journalisme passe par l'écrasement d'une organisation syndicale.



# ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE STRASBOURG

## Les parents d'élèves de la Fédération Lagarde critiquent la réforme de M. Haby

Strasbourg. — Le congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) a réuni, le vendredi 28 mai, M. René Haby, ministre de l'éducation. Le président de la FPEP, M. Antoine Lagarde, a exposé les raisons pour lesquelles la Fédération ne pouvait encore porter d'appréciation sur la réforme du système éducatif et a présenté ses recommandations essentielles. Toutes n'ont pas trouvé un écho favorable auprès du ministre.

« Le congrès aura eu le mérite de la franchise réciproque », a constaté M. René Haby. Cette remarque vaut aussi bien pour certaines questions posées par M. Lagarde que pour les réponses du ministre. Au-delà des remerciements que l'on exprime au premier et des convergences relevées par le second, plusieurs points de désaccord sont en effet apparus. « L'école actuelle, a notamment déclaré M. Lagarde, ne permet pas à chaque élève de poursuivre ses études à l'université. Elle ne permet pas à l'élève de transformer complètement, ou ne rapatrie pas un vieux vêtement avec du tissu neuf. » Les critiques de la FPEP concernent aussi bien la méthode que le contenu. Elle réclame notamment une loi sur les enseignements et l'organisation des établissements, et ne prendra définitivement position que lorsque seront connus tous les décrets ou projets de loi actuellement « distillés ».

M. Lagarde a évoqué successivement le rôle de chacun des membres de la communauté éducative dans la réforme de M. Haby. Pour les enseignants, il demande que « le savoir pédagogique soit pris en compte de la même manière que le savoir intellectuel », que « soit faite une sensibilisation préalable du futur enseignant aux exigences éducatives du métier, que soit créé aussi un corps de remplaçants titulaires. La loi, elle, réglerait le problème des obligations des en-

De notre envoyée spéciale

seignants de la déontologie, de la modernisation de l'inspection et de la « participation ». M. Lagarde a constaté que la participation offerte aux parents est « une participation concédée à regret » : elle se résume à un « peu de chagrin ». Il considère d'autre part le comité de parents institué par la réforme dans l'enseignement primaire « comme une substitution aux associations ». La FPEP demande sa suppression. Les élèves, a poursuivi M. Lagarde, sont « le dernier élément de la communauté et le plus important ». Or, en 1976, les conceptions éducatives sont réduites et, dans notre projet, elles ne prennent pas la dimension qui leur convient. Les problèmes des rythmes scolaires et de la préparation du jeune à la vie en société, par exemple, ne sont pas résolus. Apparemment satisfait par ailleurs des « grands objectifs » des programmes, M. Lagarde a cité en revanche comme autre motif de réserve le fait que les contenus précis ne sont toujours pas connus.

### Pas de loi sur les enseignants

M. René Haby a souligné dans sa réponse les points de convergence entre lui et la FPEP. Il a notamment insisté sur la nécessaire harmonie entre la famille et l'école, comme au respect des opinions et a rappelé que sur bien des points, le régime avait répondu à l'attente de la Fédération, y compris à propos du baccalauréat. Le ministre a en effet confirmé que la rénovation de cet examen d'appuyait « sur le contrôle continu et faisait sa place au système des unités capitalisables ». Il n'a pas pour autant satisfait les revendications de la FPEP, et son discours a été ponctué de plusieurs réactions de désapprobation par la salle. Le ministre s'est alors déclaré surpris du refus de la FPEP de se prononcer sur sa réforme. Ce qui, selon lui, « comporte un

risque : celui de laisser s'installer dans l'opinion un climat d'incertitude qui pourrait donner à croire que la nécessité de réformer le système éducatif ne s'impose pas ».

S'agissant de la participation des parents à l'école élémentaire, M. Haby a déclaré qu'il « ne voyait pas sur quel reposait la crainte » de la Fédération. Dans l'enseignement secondaire, il a annoncé qu'il tient à « renforcer la représentation des élèves dans le conseil d'établissement et à ce que les délégués assurent des responsabilités importantes dans le fonctionnement de chaque établissement ». M. Haby a déclaré qu'il « ne voyait pas sur quel reposait la crainte » de la Fédération. Dans l'enseignement secondaire, il a annoncé qu'il tient à « renforcer la représentation des élèves dans le conseil d'établissement et à ce que les délégués assurent des responsabilités importantes dans le fonctionnement de chaque établissement ».

M. Haby a déclaré qu'il « ne voyait pas sur quel reposait la crainte » de la Fédération. Dans l'enseignement secondaire, il a annoncé qu'il tient à « renforcer la représentation des élèves dans le conseil d'établissement et à ce que les délégués assurent des responsabilités importantes dans le fonctionnement de chaque établissement ».

M. Haby a déclaré qu'il « ne voyait pas sur quel reposait la crainte » de la Fédération. Dans l'enseignement secondaire, il a annoncé qu'il tient à « renforcer la représentation des élèves dans le conseil d'établissement et à ce que les délégués assurent des responsabilités importantes dans le fonctionnement de chaque établissement ».

CATHERINE ARDITTI.

## Une autre culture générale

(Suite de la première page.)

Certains vont jusqu'à nier qu'il soit possible de l'imaginer aujourd'hui. Cette attitude se manifeste de diverses manières, on la trouve dans la nostalgie de l'honnête homme du dix-septième siècle, qui, lui, maîtrisait les connaissances de son époque, ou encore dans la crainte des technocrates et l'emprise de l'administration sur la vie publique. Faute d'une culture générale unifiée, nous serions à la merci de spécialistes irresponsables incapables de voir plus loin que leur spécialité.

Les contours de la « culture générale » des siècles derniers étaient certes beaucoup plus flous à délimiter. D'une part, cette culture générale était spécifique d'une classe sociale. Les individus, dès la naissance, étaient socialement déterminés. Nobles ou bourgeois, citadins ou agriculteurs, chaque classe sociale avait ses besoins de connaissances générales spécifiques et s'y limitait (par exemple celles de la cour pour les nobles d'une certaine époque). D'autre part, la science et la technique peu développées laissent le monde dans un état de nature, qui n'était peut-être pas moins complexe que notre monde moderne, mais dont la connaissance était moins nécessaire. L'expérience qu'un cheval ne pouvait pas parcourir plus d'une vingtaine de lieues par jour suffisait. Il n'était pas utile de savoir pourquoi il était fatigué.

L'homme moderne est, au contraire, au contact d'un monde artificiel presque entièrement conçu par lui. Un monde dont la compréhension et la maîtrise sont devenues des impératifs. L'homme moderne n'est évidemment pas limité à un univers mécanique. Sa composante humaine n'est pas moins importante que par le passé. Mais elle a changé de forme. La culture générale a toujours inclus une composante morale, plus ou

moins implicite. L'éducation sexuelle n'est pas une invention récente. Elle existait à l'école par les descriptions de l'amour que l'on trouve dans les romans, les poèmes ou les pièces de théâtre du programme. Cette initiation qui semblait suffisante nous paraît désuète dans un siècle qui se veut libéré et qui s'appuie sur de nouvelles doctrines comme la psychanalyse et les théories modernes de l'économie et des sciences humaines. Il est plus que nécessaire d'en tenir compte.

Aujourd'hui, les notions modernes de sciences humaines, si elles apparaissent dans les classes d'un lycée ou l'amphithéâtre d'une université, ne sont abordées qu'en fin d'études (le plus souvent avec la plus grande prudence). Elles interviennent comme un alibi après des études pour l'essentiel fort « classiques » qui correspondent à la culture générale d'il y a quelques générations.

Or c'est dès le début des études secondaires, après une initiation dans l'enseignement primaire, que ces notions modernes, qu'elles soient scientifiques, techniques, psychologiques, économiques ou sociologiques, devraient être introduites. Elles devraient remplacer totalement l'enseignement classique qui se réfère à une société qui n'existe plus et qui est désormais complètement étrangère à la nôtre.

Le cloisonnement social est aujourd'hui beaucoup moins fort que dans le passé. Tous les jeunes passent par le même enseignement : il n'y a plus de culture générale spécifique d'une classe sociale. La différence d'éducation entre les individus est seulement fonction de la longueur des études. L'homme moderne est donc un être fait des seules nécessités, qu'en fin d'études est une hêresse. Elle porte de l'essentiel tous ceux qui ne font pas des études longues. La technologie, par exemple, devrait être enseignée dès l'entrée au lycée. Quel gamin de dix ans ne s'entou-

ra pas de connaître comment fonctionne le moteur d'une voiture, le téléphone ou son récepteur de télévision ? Ce n'est qu'après avoir acquis une connaissance descriptive qu'il étudierait les données scientifiques de base qui permettent de comprendre pourquoi on les a conçus comme ils sont. Celui qui n'arriverait pas à ce stade (qui demande d'ailleurs un développement intellectuel plus avancé) n'en aurait pas moins acquis le minimum nécessaire pour comprendre le monde moderne.

Rien n'empêche d'introduire, dès les premières classes du lycée, les principes de l'économie ou de l'organisation du travail. Savoir comment fonctionne un aéroport, comprendre les mécanismes sociologiques et financiers de la distribution moderne (le rôle et les limites des supermarchés), le travail à la chaîne, l'industrie, autant les enfants que les tirades du Cid. Une connaissance au moins approximative des différents métiers est aussi une nécessité. Toutes ces notions de base peuvent être présentées d'une manière très concrète. Ne le fait-on pas fréquemment à la télévision pour combler les lacunes trop criantes de l'enseignement ? Il sera toujours temps, quand une plus grande maturité sera venue avec l'âge, d'initier les élèves aux délices de la comptabilité nationale.

Cette révolution, nécessaire, de l'enseignement de la culture générale se heurte à de nombreux obstacles. Les enseignants n'y sont pas préparés. Le changement ne pourrait donc être que progressif. Mais la principale difficulté est d'ordre politique. Le contenu de la « culture générale » de notre époque implique une description de notre société et une projection de ce qu'elle sera dans un avenir proche. Des points sur lesquels l'accord est difficile.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

## CORRESPONDANCE

### La situation au centre Assas : une lettre du S.N.E.Sup

A la suite de notre article sur la situation au centre Assas (Le Monde du 13 mai), la section du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.Sup) de l'université Paris-II nous adresse les observations suivantes.

L'administration ne dispose-t-elle vraiment d'aucun moyen ?

1) Le meeting fasciste du 12 avril, qui s'est tenu à Assas et rassemblait des gens extérieurs au centre, ne pouvait-il être interdit ? Pourquoi les vigiles ont-elles laissé entrer les militants du GUD (Groupe union et défense) ?

2) Pourquoi les élections étudiantes, une fois de plus truquées et non contrôlées, n'ont-elles pas été annulées comme l'ont demandé à l'administration certaines organisations étudiantes qui présentaient à leur compte les vœux de l'ensemble des étudiants ?

3) Une pensée du fonctionnement de la commission de discipline quand on sait que le résultat immédiat des manipulations électorales permet aux chefs de file des groupes concernés d'être parmi les étudiants, les seuls à y siéger ?

4) L'université peut-elle admettre que des groupes fascistes interdisent l'accès des locaux à des étudiants régulièrement inscrits ? Ne peut-on trouver d'autres solutions que l'inscription des étudiants aux travaux dirigés par correspondance ou l'encadrement à leurs transferts vers d'autres universités ? Ne peut-on exiger que l'accès à l'université puisse être garanti à toutes les garanties de sécurité pour les étudiants comme pour les enseignants ?

Le ministère de l'Intérieur ne pourrait-il aider l'administration ? Comment ?

Il faut savoir que le terrorisme qui règne à Paris-II, et dont certains enseignants, eux-mêmes, ont eu à souffrir a fait l'objet d'une question écrite à l'hémicycle, par laquelle M. Lucien Villa, député communiste du vingtième arrondissement de Paris et secrétaire de la commission de l'Assemblée nationale sur les libertés, demandait à M. Pompidou, qui soit appliqué purement et simplement la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes armés et que soient dissous tous les groupes d'extrême droite sévissant à Assas.

M. Pompidou, qui fait de ne pas voir que ces groupes sont d'une nouvelle émanation toujours plus aveugle, plus raciste et plus violente d'Ordre nouveau, n'existait pas de preuves que ces groupuscules puissent être considérés comme des groupes armés. Or, qui est mieux placé que l'administration de Paris-II, et en particulier son président et le recteur de l'académie de Paris, pour concourir à apporter des preuves publiques, pourtant évidentes, qui permettraient de mettre fin aux exactions fascistes commises

à Paris-II et dans son environnement (lycée Montaigne, commerçants) ou à partir de Paris-II (Sceaux, Clignancourt) ? Le seul témoignage des vigiles y suffirait, puisque aussi bien le centre Assas sert de base à toutes les actions de commando de ces groupes.

Mme Alice Saunier-Seïte pourrait convaincre notre ministre d'Etat et de l'Intérieur de cesser d'exercer une répression dangereusement sélective, elle qui déclarait récemment à l'Assemblée nationale (Le Monde du 13 mai) : « Elle (l'université) combat aujourd'hui cette notion de refuge contre les exactions avec une notion de répression contre les casseurs ». Elle qui imputait cette confusion à la généralité de la jeunesse et des intellectuels ?

### NOUVELLE DIMINUTION DU NOMBRE DE POSTES D'ÉLÈVES-PROFESSEURS MIS AU CONCOURS EN 1976

Deux mille postes d'élèves-professeurs (EPES) sont mis au concours dans les disciplines scientifiques, littéraires et artistiques, indique un arrêté publié au Journal officiel du 27 mai 1976. Il en avait eu 3 800 en 1974 et 2 400 en 1975. Par discipline, les mathématiques obtiennent 480 postes (soit 200 de moins que l'année dernière), les sciences physiques 156, les sciences naturelles 90, la construction et la mécanique 108, (comme en 1975), les lettres classiques 155 (contre 201), les lettres modernes 245 (contre 300), la philosophie 30, l'histoire et la géographie 60 (au lieu de 116), l'allemand 100 (contre 128), et l'anglais 155 (contre 180). Pour la première fois, deux postes sont mis au concours en hébreu. Le nombre des postes réservés aux candidats admis dans les écoles normales supérieures est, cette année, de 234.

Comme l'année dernière, un décret publié le 23 mai au Journal officiel précise que les élèves admis en qualité d'élèves-professeurs au concours de cette année pourront voir abrégée la durée de leur scolarité si dans le cas où seraient décernés de nouvelles modalités d'accès aux concours de recrutement des professeurs certifiés et assimilés.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Faret, directeur de la publication, Jacques Sauvage.

Imprimé en France par l'Imprimerie de la Presse, 5, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 9747.

## UNESCO

### AU CONSEIL EXÉCUTIF

### La dette des États-Unis envers l'organisation provoque des difficultés de trésorerie

La réunion du conseil exécutif de l'UNESCO s'est achevée mercredi 26 mai avec quarante-huit heures d'avance sur le calendrier prévu. Comme au cours des sessions précédentes, les finances de l'organisation ont été l'un des principaux sujets de préoccupation.

Le conseil a approuvé le rapport présenté par M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'UNESCO. Malgré les mesures d'économie, et même « d'austérité », et l'utilisation de la réserve budgétaire, la dépense du dollar a entraîné une augmentation des dépenses de plus de 900 millions de dollars. L'inflation, les avoirs accrus pour sa part de près de 4 millions de dollars, ont sur ce point ne seront pas pris en compte à l'automne, lors de la prochaine session du conseil : une grande partie du coût de l'inflation (environ 2 500 000 dollars) peut être couverte par la réserve et par de nouvelles économies, et la majeure partie du déficit éventuel pourrait être comblée par l'appel à des crédits pour provisions supplémentaires, correspondant à 5 % du budget total de l'organisation, comme l'a autorisé la conférence générale de 1974.

En fait, cette année, les difficultés les plus graves sont de trésorerie. Elles sont dues à ce que les États-Unis n'ont toujours pas payé leur contribution, qui représente le quart du budget de l'UNESCO, soit environ 19,5 millions de dollars par an.

### Des prêts des pays producteurs de pétrole

Il n'y a pratiquement aucune chance que celle-ci soit versée avant l'élection présidentielle américaine : il semble même que les crédits n'aient pas été prévus.

Les États-Unis pourraient voter lors de la prochaine conférence générale, le droit de vote étant soumis au paiement préalable des contributions. Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, a déclaré qu'il ne préférait pas envahir les choses d'ici là. Le conseil a seulement souligné la « situation précaire » de la trésorerie de l'organisation. Il s'est contenté de rappeler que « le non-paiement des contributions constitue un manquement aux obligations qui incombent aux États membres ».

et qu'il « serait gravement préjudiciable à une harmonieuse coopération internationale de céder à la tentation d'exercer un moyen de pression sur les décisions de l'organisation ».

Cette modération provient du fait que des prêts de plusieurs États membres permettraient sans doute de combler le trou. Cinq pays — en général des pays arabes producteurs de pétrole, notamment l'Arabie Saoudite, mais aussi la Yougoslavie et le Nigeria — ont promis de verser, sans intérêt, d'un montant total de 22 300 000 dollars, dont 14 900 000 ont déjà été versés.

Mais cela traduit aussi le désir général des membres du conseil exécutif de « surmonter les tensions », selon l'expression de son président, M. Hector Whynter (Jamaïque). Le délégué américain au conseil exécutif a d'ailleurs participé activement aux travaux. Le même souci de parvenir à un consensus s'est traduit, dans les résolutions votées sur l'éducation dans les territoires arabes occupés par Israël (Le Monde du 26 mai) ou même le Chili, après une discussion passionnante, l'absence de l'Union soviétique.

Le conseil exécutif, d'autre part, a donné son adhésion à l'essai de programme à moyen terme (1977-1982) « par objectifs », qui doit être pour la première fois présenté à la prochaine conférence générale, en octobre 1976. Ce projet est notamment axé sur l'idée de « l'élimination des disparités et des inégalités » et du « développement endogène » (c'est-à-dire selon des modalités propres à chaque pays et respectant l'identité culturelle de celui-ci). Une place centrale est également faite au développement scientifique et technologique : il s'agit de mettre en œuvre des technologies adaptées aux besoins des pays en voie de développement.

Ce sont des idées peu différentes qui ont été exprimées lors des discussions consacrées à la contribution de l'UNESCO à l'« élaboration d'un nouvel ordre économique international », qui a déjà fait l'objet d'un rapport du conseil exécutif et d'un rapport du conseil général de l'Organisation (1). L'accent a été mis sur la « globalité » du développement et le respect des « besoins spécifiques » de chaque pays.

G. H.

(1) Ce rapport a été publié par l'UNESCO sous le titre « Le monde en devenir ».

## DÉFENSE

### Pour ne plus dépendre de bases à terre

### LA MARINE NATIONALE ENVOIE EN OcéAN INDIEN SON PREMIER BATIMENT-ATELIER POLYVALENT

(De notre correspondant.)

Brest. — Le dernier né de la marine nationale, le Brest le bâtiment-atelier polyvalent Jules-Verne, doit quitter ce port le mardi 1er juin, pour une mission de quarante jours avant de rejoindre sa première affectation. Il est destiné à servir de base flottante à une force navale. Il est d'ores et déjà prévu qu'il sera envoyé en Indonésie pour intervenir après la mi-juillet à la petite escadre battant pavillon français que le gouvernement entretient dans cette partie du globe.

En océan indien, le Jules-Verne se déplace à la vitesse d'un bâtiment à l'autre, au gré des missions. Il n'a aucun port d'affectation. Il possède sur quatorze ponts une trentaine de locaux nécessaires à l'entretien des bateaux de guerre : charpentage, grègement, voilerie, moteurs, chaudronnerie, électricité, mécanique, armement, etc. Il possède aussi une grande salle de précision, électricité, armement, etc. Il possède aussi une grande salle de précision, électricité, armement, etc.

Un grand soin a été aussi apporté aux installations destinées au personnel, quels que soient les grades. Les hommes du rang disposent d'une salle à manger et d'un salon. C'est la première fois que pareille innovation a été introduite sur un navire de la marine nationale. Les installations médicales de bord sont présentées comme très perfectionnées à tous égards. L'équipage comprend trois cents hommes placés sous l'autorité d'un capitaine de frigate. Pour ajouter à son confort, le navire est doté d'un stabilisateur efficace qui réduit, par exemple, à 3 degrés un roulis de 17 degrés.

JEAN DE ROSIERE.

### M. MARTINET (P.S.) PROPOSE LA NÉGOCIATION D'UN PACTE MÉDITERRANÉEN DE SÉCURITÉ

A M. Bernard Lehideux, secrétaire national de la Fédération française des socialistes, M. Martinet (P.S.) a proposé de créer « une gendarmerie politique » pour intervenir en Méditerranée (Le Monde des 20 et 26 mai). M. Gilles Martinet, secrétaire national du parti socialiste, a déclaré :

« M. Lehideux ne craint pas le paradoxe. Au moment même où des hommes politiques américains déclarent qu'ils ne peuvent pas accepter l'existence de gouvernements de gauche dans l'Europe du Sud et où M. Giscard d'Estaing prépare, de la manière la plus maladroite, ce qui est une intervention militaire au Liban, c'est le parti socialiste que le secrétaire national des républicains indépendants accuse de « s'opposer au principe de l'indépendance et de songer à des guerres néo-impérialistes ! Faut-il rappeler que la Grèce et le Portugal sont des pays socialistes et que, dans tous les pays, les socialistes se battent pour les libertés et le respect du suffrage universel ? C'est pour garantir l'évolution démocratique de cette partie de l'Europe que le futur gouvernement de la gauche devrait, à mon avis, envisager la négociation d'un pacte méditerranéen de sécurité. Ce qui entraînerait de toute évidence une certaine modification du dispositif militaire français ».

« Le pèlerinage militaire international se tient à Lourdes du 23 au 31 mai, avec la participation de seize mille soldats. Les jeunes sont appelés à faire preuve d'esprit « de liberté et de créativité » ». (Corresp.)

« Top Armées. — Tous les jeunes qui veulent se renseigner sur le service national peuvent téléphoner de 8 h. 30 à 17 h. 30 aux numéros ci-dessous indiqués : Paris, 346-77-03 ; Versailles, 95-92-35 poste 87-17-77 ; Orléans, 92-05-31 poste 321 ; Valenciennes, 46-26-26 ; Rennes, 79-51-91, 79-56-75 et 92-55-71 poste 1042 ; Poitiers, 86-55-13 poste 314 ; Toulouse, 56-47-47 ; Lyon, 72-14-41, 72-14-51 et 72-50-58 poste 23-68 ; Nancy, 52-96-31 et 52-96-55 poste 464 ; Strasbourg, 29-90-29 poste 581 ; Dijon, 33-36-00 poste 424 ; Marseille, 56-81-79 ; Perpignan, 52-28-51 ; Ajaccio, 31-02-02 ».

حکومت الاصل



سكزا من الاجل

JUSTICE

Une mesure d'expulsion  
soumise au Conseil d'Etat

PROCEDURE D'URGENCE  
ET FAIT ACCOMPLI

Dangereux anarchiste, auteur de troubles pour les uns, employé consciencieux de la Compagnie des wagons-lits, également apprécié de ses collègues et de ses chefs pour les autres, M. Moussa Konaté, citoyen du Mali, avait-il à la fois, selon le mot de M. Arnaud Lyon-Caen, son avocat : « Dr Jekyll et Mr Hyde » ? On aurait aimé connaître le sentiment de M. Konaté. Il n'est jamais le temps de s'en expliquer : « c'est au jour du vendredi saint, il devait fêter l'anniversaire d'un dépôt de police en attendant le premier vol pour Bamako. Le ministre de l'Intérieur avait pris contre lui un arrêté d'expulsion assorti d'une procédure d'urgence absolue.

Mais, de retour au pays, M. Konaté déposait un recours contre une mesure qu'il estimait injuste, et, jeudi 27 mai, M. Lyon-Caen plaiderait pour lui, devant le Conseil d'Etat, une demande de sursis à l'exécution de l'arrêté d'expulsion. Qu'avait donc fait cet homme, venu en France voilà dix ans, pour mériter d'être chassé si rapidement — et sans autre forme de procès — du territoire national ?

Militant C.G.T. et résident d'un foyer de la Sonacotra, à Pierrefite-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), M. Moussa Konaté fut certainement parmi les éléments les plus actifs d'une lutte engagée en septembre 1975 pour protester contre une hausse brutale des loyers, qui aboutit à une grève des paiements. « Comment ne pas comprendre un tel mouvement ? », demande M. Lyon-Caen, qui tente en quelques mots de donner une idée des conditions de vie dans ces foyers : « Six mètres carrés par chambre, des cloisons en contre-plaqué, deux douches pour vingt personnes, des draps sales, des lits défectueux, des visites interdites, sans autorisation d'un gérant qui, sous-officier en retraite ou ancien des parcs, tient lieu de garde-chiourme... »

Des négociations entre les comités de résidents et des représentants de la Sonacotra devaient, ça et là, parvenir à une entente. Tel fut le cas à Pierrefite, sous l'égide, notamment, de M. Moussa Konaté. Mais une assemblée des locataires, jugeant les résultats insuffisants, refusait d'entériner l'accord : l'immigré malien démissionnait aussitôt du comité de résidents. Pendant deux mois, assure M. Lyon-Caen, la direction de la Sonacotra a joué le pourrissement, puis son président, M. Eugène Claudius-Petit, demanda au ministre de l'Intérieur d'expulser les « meneurs ». « Une fois encore, regrette l'avocat, on a voulu résoudre une situation qui aurait dû être prise de six mois par une opération coup de poing : comme c'est souvent le cas, on a produit l'inverse de l'effet escompté... »

Au nom du ministre de l'Intérieur, M. George a longuement défendu l'irréversibilité de la requête : comment pourrait-on demander de sursis à l'exécution d'un arrêté, déjà exécuté ? Quant au fond, M. George — s'appuyant sur le témoignage de deux résidents et du directeur du foyer de Pierrefite — affirme que M. Moussa Konaté et ses amis « faisaient régner un véritable climat de terreur ». Selon l'avocat et le ministre de l'Intérieur, l'expulsion d'urgence — s'imposait, d'abord pour éviter « l'agitation que n'aurait manqué d'entraîner la consultation de la commission ad-hoc, prévue pour de tels cas », ensuite car M. Moussa Konaté « mettait en danger la sécurité de plusieurs personnes », et, enfin, parce qu'il aurait pu profiter du délai accordé pour se soustraire à la justice.

Trois arguments que refusait de suivre M. Genevois, commissaire du gouvernement : selon lui, le ministre de l'Intérieur se devait, pour le moins, d'exposer le bien-fondé de sa décision. Sinon, dit-il aux conseillers, « il suffisait à l'administration de procéder d'urgence et de profiter, de plus, des jours fériés comme c'est le cas ici — pour vous mettre désormais devant un fait accompli ».

Le Conseil d'Etat rendra son arrêt le 18 juin.

DOMINIQUE POUCHIN.

LE DRAME D'ALÉRIA DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

L'audition du colonel Bouvet  
donne lieu à plusieurs incidents

L'audition du colonel Louis Bouvet, qui commandait la gendarmerie territoriale en Corse au moment des événements d'Aléria, a donné lieu à divers incidents au cours de la journée du 28 mai, obligeant le premier président de la Cour de sûreté de l'Etat, M. Pierre David, à suspendre l'audience à deux reprises. Dans ses déclarations, que la défense a qualifiées de « réquisitoire », le colonel Bouvet a affirmé que l'ex-ARC (Action régionaliste corse) « était mêlée depuis plusieurs mois à tous les troubles en Corse », en laissant entendre que le mouvement armé pour l'autonomie de la Corse était une grande responsabilité dans la série des attentats qui se sont produits dans l'île au cours des dernières années. Il a d'autre part accusé le docteur Siméoni et ses amis d'avoir, à Aléria, « donné un grave exemple » en rappelant que, « pour la première fois en France depuis des dizaines d'années, des gendarmes avaient ouvert le feu et tué des gendarmes ».

Le colonel a indiqué que les forces de l'ordre ne devaient employer que des grenades lacrymogènes et que, « exceptionnellement », les insurgés « en avaient été avertis avant l'assaut ». Il a ajouté : « Cette précaution — je le dis en juriste — n'était pas normale ». Le colonel Bouvet a conclu sur ce point : « Les émeutiers ont tiré avec des armes

lourdes, de fort calibre : c'est une riposte absolument horrible. » Estimant que le déploiement des forces de sécurité n'était pas « démesuré » et qu'il s'agissait d'une « simple opération de rétablissement de l'ordre », il a déclaré : « Il était facile de régler l'affaire d'Aléria d'une façon strictement militaire : un simple escadron suffisait. Nous aurions tiré quelques coups de canon à longue distance et il y aurait eu beaucoup de morts, mais tous du côté des insurgés. Au contraire, nous nous sommes exposés et nous n'avons même pas voulu répondre aux coups de feu ». A ce moment du débat, le colonel Bouvet s'est adressé à la Cour en déclarant : « Les gendarmes se demandent souvent s'ils sont bien défendus. Je demande qu'ils soient rassurés... »

L'officier de gendarmerie s'en est pris souvent et directement aux inculpés qu'il désignait en parlant de « la bande du docteur Siméoni ». Dénouant la prise en otage de quatre ouvriers nord-africains, il a ajouté : « Je dois constater que bien souvent en Corse les Arabes ne sont pas traités comme des otages... » (.) Ce ne sont pas les gros agriculteurs qui écrivent sur les murs : « Les Arabes à la porte ». Le docteur Siméoni, dont le colonel Bouvet a conclu sur ce point : « Il donnait par instant l'impression d'être un homme

historique », devait alors s'emporter : « On nous traite de racistes, on nous accuse d'attentats. C'est trop grave... » Pour sa part, M. Filippi a vivement critiqué l'attitude du témoin en déclarant : « On se trouve en présence d'un véritable Savaonarola de la répression ». L'audience a été immédiatement suspendue.

A la reprise, les avocats de la défense ont demandé au colonel Bouvet de retirer certains de ses propos, sinon de présenter des excuses aux accusés. Mais l'officier a répondu : « Les Arabes, en Corse, ne sont pas traités comme ils doivent l'être. Le docteur Siméoni et M. Jacques Fieschi se sont alors dressés dans le box, en s'écriant : « C'est une honte, vous insultez la Corse. C'est une honte ! Dans l'assistance, quelqu'un lança : « Colonel, tu fais honte à ton drapeau ! » L'audience était une nouvelle fois interrompue.

Le président, quelques instants plus tard, devait demander au colonel Bouvet s'il acceptait de retirer ses « impressions » dont il avait fait part. L'officier a admis que ses « explications » pouvaient avoir été mal interprétées, et il a conclu : « Je n'ai voulu insulter ni les accusés, que je respecte en tant que citoyens français, ni la défense, ni les Corse ». FRANCIS CORNU.

LE SCANDALE FINANCIER DE MARSEILLE

M. Giscard d'Estaing était ministre des finances  
lorsque le Crédit coopératif  
a versé des crédits aux entreprises mises en cause  
déclare M. Defferre

De notre correspondant

Marseille. — Evoquant le scandale financier de la Caisse centrale de crédit coopératif, M. Gaston Defferre, maire de Marseille, député des Bouches-du-Rhône (P.S.), a déclaré, le vendredi 28 mai, sur les ondes d'Europe 1 : « Je déplore que ce nouveau scandale porte atteinte à la réputation de Marseille, mais il faut aller au fond des choses. Une société en difficulté a obtenu de la Caisse centrale de crédit coopératif, organisme semi-public, et qui agit sur instructions du gouvernement, un crédit très important. D'autres sociétés se sont constituées, qui, à leur tour, ont obtenu les mêmes facilités et obtenu d'autres crédits. Comment cela a-t-il pu se produire, et qui a donné les instructions pour verser cet argent ? Qui ministre et quel secrétaire d'Etat de l'époque ont accordé ces crédits ? Il faut rechercher et voir les dates ».

« M. Giscard d'Estaing, a poursuivi M. Defferre, était alors ministre de l'économie et des finances, et M. Chirac secrétaire d'Etat. Peut-on faire un rapprochement entre le fait que ces deux hauts personnages aient été à ce moment-là au ministère des finances et le fait que les commissions rogatoires qui ont été ordonnées par le juge n'aient pas été exécutées dans les délais ? Vous avez entendu dire comme moi que la commission rogatoire sera exécutée plus tard, c'est-à-dire quand tous les dossiers auront disparu. Cela pose un problème à M. Lecanuet, qui, l'autre jour, dans un beau mouvement d'éloquence et un beau mouvement de menton, a parlé de « Basilie de la Canebière ». M. Lecanuet ferait bien de se pencher sur ce dossier pour voir

Le crédit coopératif  
s'étonne

Le même jour, la Caisse centrale de crédit coopératif a fait paraître un communiqué (nos dernières éditions) dans lequel elle manifeste « son étonnement sur le contenu et la présentation des informations diffusées par la presse écrite et parlée, concernant les conditions de liquidation de certaines entreprises coopératives, ainsi que le rôle qui lui est prêté dans ces affaires. Il s'agit, en effet, d'affaires remontant à plusieurs années et ayant déjà donné lieu à de larges provisions dans les comptes de cet établissement ».

Par ailleurs, la Caisse centrale de crédit coopératif a fait l'objet depuis lors, à l'initiative des autorités de tutelle, de mesures de réorganisation confiées à son nouveau président-directeur général, M. Jacques Moreau. La Caisse centrale de crédit coopératif s'est attentivement l'rotation de l'information judiciaire dans les comptes de cet établissement, le moment venu, toutes les conséquences.

FAITS DIVERS

L'explosion de la rue Bleue

LES ENQUÊTEURS PENSENT  
QU'UN GROUPE TERRORISTE  
ÉTAIT RÉUNI  
DANS LE FOYER ARMÉNIEN  
AU MOMENT DE L'EXPLOSION

La victime de l'explosion qui s'est produite dans la soirée du 27 mai, à la Maison de la culture arménienne, 17, rue Bleue, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement (le Monde du 28 mai), n'a toujours pas été identifiée.

L'explosion s'étant produite dans l'appartement du gardien, les enquêteurs n'écartent pas l'hypothèse que le corps mutilé découvert dans les débris soit celui d'un concubine intime — remplaçant la gardienne malade — qui n'est connu que sous le prénom d'Agop. Mais il se peut aussi, selon les policiers, que l'homme tué par l'explosion soit un ami d'Agop et que ce dernier ait pris la fuite lors de l'accident en compagnie d'autres personnes qui se trouvaient à ce moment dans le local. Plusieurs témoins déclarent, en effet, avoir vu cinq à six individus fuir aussitôt après l'explosion.

Les enquêteurs paraissent convaincus qu'une organisation terroriste et ont pu participer à des attentats contre des personnalités arméniennes. Sur les lieux de l'explosion, on a retrouvé des tracts signés des « justiciers du génocide arménien », revendiquant les assassinats des ambassadeurs turcs à Vienne et à Paris. L'un d'eux, et annonçant une troisième action terroriste. Pour sa part, le groupe de libération arménienne, connu depuis les derniers événements de la capitale, bien que n'ayant pas de statut légal, déclare que « les gestes de désespoir ne suffisent pas. L'expulsion seule n'est pas la victoire » et que « une lutte prolongée anti-impérialiste populaire, menée dans les territoires occupés aux armées des peuples de la région, sera seule susceptible de libérer l'Arménie ».

● Deux aquarelles de Klee disparues du musée de Bern. — La direction du musée municipal de Bern vient de constater la disparition de deux importantes aquarelles de Paul Klee. Elle ignore comment se sont volatilisées ces deux œuvres, qui figuraient dans les très riches cartons de dessins et aquarelles de Klee conservés au musée, et que tout visiteur peut consulter sur sa demande, sous la surveillance d'un gardien. Il s'agit du *Pink Nixen*, œuvre de 1915, partiellement connue et reproduite dans presque tous les livres de Klee, et du *Château marron*.

● Mesures de protection pour M. Fernand Legros. — Plusieurs voitures de police patrouillent depuis ce samedi matin 29 mai autour de la propriété qu'habite M. Fernand Legros, un localiste situé à proximité de Sarcelles (Val-d'Oise). Selon les renseignements communiqués à l'A.F.P. par le commissariat de police de Sarcelles, ces mesures font suite à une demande de protection officielle formulée par le marchand de tableaux, qui se serait vu menacer d'un enlèvement imminent.

culture générale

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

CORRESPONDANCE

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

La situation au centre Ascaso : une  
du S.N.E.Sup

GENÈVE (Suisse)  
FORFAITS VACANCES  
à partir de deux nuits, dès FF 42.-  
par personne et par jour  
Prospectus et renseignements :  
OFFICE DU TOURISME, rue Tour de l'Horloge, CH-1211 Genève 1, T. 237233











ETRANGER

# Reflets du monde entier

## Napoléon était aussi (mauvais) romancier

Chef de guerre, législateur, homme d'Etat, Napoléon n'était pas tout à fait le génie universel qu'il croyait : il était mauvais romancier. C'est en tout cas ce que rapporte le quotidien britannique *THE TIMES*, qui écrit :

« Les épreuves des premiers amours ont entraîné de nombreux individus à prendre leur plume pour exprimer leur désespoir en prose ou en vers. Ce qu'on sait peu, c'est que Napoléon Bonaparte, le futur conquérant de l'Europe et empereur de France, compte parmi eux. »

« Vers 1795, il a écrit une histoire d'amour clairement autobiographique dont le commencement et la fin sont propriétés de la Pologne et ont été publiés par Simon Leconte en 1929. La partie centrale du manuscrit, qu'Askenazy croyait avoir été détruite par l'auteur, vient de réapparaître et sera vendue chez Sotheby le 22 juin. Elle est composée de quatre chapitres écrits sur deux colonnes avec de nombreuses ratures et corrections, le tout dans l'abominable écriture de Napoléon (...).

« L'histoire, intitulée Clisson et Eugénie, n'est pas très élaborée. Clisson, jeune et ardent militaire du génie, se retire à la campagne, où il rencontre deux jeunes filles, Amélie et Eugénie. Il est d'abord attiré par la belle Amélie, puis tombe amoureux de la discrète Eugénie. Il vit avec elle un grand amour et ont de nombreux enfants. Mais Eugénie présente un malheur. Clisson est repoussé ; il est blessé et envoie un ami protéger Eugénie. L'ami et Eugénie tombent amoureux l'un de l'autre. Clisson le découvre et meurt glorieusement à la guerre. Eugénie est clairement Désirée Clary, le premier amour de Napoléon (...). Amélie, sans doute sa sœur Julie, qui devint la femme de Joseph Bonaparte. »



## Le poisson et l'épervier

La libération des femmes fait des ravages en Afrique, si on en croit cette lettre de lecteur publiée par l'hebdomadaire d'Abidjan *IVOIRE-DIMANCHE* :

« Une jeune fille dénommée Yapy K. Henriette, après avoir entrepris des relations normales avec moi et accepté pleinement ma proposition de mariage, vient de rompre brusquement. Elle sort chaque samedi de la maison d'un nouvel amant, qui est, je le sais, économiquement mieux que moi. Personne, ni moi ni nos deux témoins, ne connaissons la cause de cette séparation. La fille a même déclaré de ne plus m'adresser la parole. Nos deux témoins m'ont dit de réclamer à mon ex-amante ce que je lui avais donné auparavant. J'ai refusé, car un proverbe africain ne dit-il pas que « l'épervier ne prend que le poisson qui sort du large » ?

« Après le décret de l'ONU, beaucoup de filles et femmes ont perdu leur bon caractère ; d'autres ont abandonné leur place et ont en quête d'autres choses. »

« Toutes les femmes sont hissées sur des chaussures à haut talon, mais la plupart ont obtenu les leurs par ruse. »

## The Economist

### Scandale à West Point

La célèbre académie militaire américaine de West Point vit un scandale, rapporte l'hebdomadaire anglais *THE ECONOMIST* :

« Son code de l'honneur vieux de cent soixante-quatorze ans, qui déclare qu'un cadet ne ment pas, ne triche pas, ne vole pas et ne tolère pas ceux qui commettent de tels actes, est mis à rude épreuve. Lors d'un récent examen d'électricité, cent un élèves ont triché. Déférés devant un tribunal d'honneur, quarante-neuf d'entre eux ont été inculpés, trois autres ont préféré démissionner plutôt que de faire appel.

« L'un des cadets, Timothy Ringgold, a qualifié toute l'affaire de « farce ». Il estime que le tiers, ses moines, des huit cents élèves de troisième année qui ont passé le test ont copié et que tous les autres le savent.

« En rendant publique cette affaire, M. Ringgold a commis une nouvelle entorse au code d'honneur, mais les accusations contre lui ont été rapidement abandonnées. La raison en est, estime *THE ECONOMIST*, que l'examen du cas de M. Ringgold aurait risqué d'avoir de sérieuses répercussions. Il aurait, en particulier, soulevé le problème des 30 000 dollars (360 000 francs) que coûte au trésor fédéral la formation de chaque cadet. (...)

« Une autre affaire agite l'académie : la raison pour laquelle le cadet Steven Verr a fondé en larmes devant le mess. Verr déclara que c'était parce que ses parents avaient été blessés dans un accident, était un mariage. Verr avait été victime des traditionnelles brimades réservées aux élèves de première année. »



## Trop de villes « claires » et « étoilées »

Un colonel de l'armée soviétique en retraite proteste dans la *PRAYDA* contre une tendance qui lui paraît dangereuse : les trop fréquents changements de noms de villes ou de villages.

Dans la tribune des lecteurs de l'organe du P.C. soviétique, le colonel écrit : « On construit des villes nouvelles, on modernise de vieilles agglomérations. Ce sont des changements heureux. (...) Mais réfléchit-on suffisamment quand on change leur nom ?

« Les agglomérations nouvelles ont toutes des noms semblables. On ne sait trop pourquoi, il n'y a que des « *Soliety* » (clair), des « *Malski* » (du mois de mai), des « *Solmetehny* » (solitaire), des « *Chuchashky* » (heureux) ou des *Zolotodny* » (étoilé)... Aucun de ces noms n'est lié au passé historique ou au présent héroïque du lieu, et tout cela ne fait que créer des difficultés aux services postaux. En voici un exemple :

Dans la région de Perm (Oural), où l'on construit une centrale thermique, la petite ville de Dobrytsk (qui peut se traduire par « merveilleux ») a pris le nom d'« *Electrograd* » (ville de l'électricité). L'ancien nom était-il si mauvais ? Était-il moins poétique que le nouveau ? Il faudrait être plus prudent dans le choix des noms de villes. Il me semble que cela a une certaine importance, même pour l'éducation des jeunes générations. »

# Lettre de Kunming

## Un tempérament et un style d'existence



Le midi, presque le tropique, mais à près de 2 000 mètres d'altitude. Il fait bon ici fumer le soir sous les platanes, pas assez chaud cependant pour s'installer en petite tenue sur les trottoirs, comme cela se fait par exemple à Canton. Jusqu'à ce que le soleil vous prenne. Jamais non plus, l'air ne se lève dans cette ville de la Chine méridionale. La fraîcheur du plateau sur lequel elle est située — les climats tibétains ne sont pas si loin et au Yunnan même les montagnes s'élèvent jusqu'à 5 000 mètres — ont valu à Kunming la réputation d'être la cité d'un « éternel printemps ». Image flatteuse et qui cède sans doute à la poésie pour ignorer la réalité un peu rude tout de même de ce gros carrefour provincial où se croisent montagnes et vallées profondes, femmes coiffées du petit bonnet bleu qu'on rencontre jusqu'au Tibet, et paysans de la plaine à larges chapeaux coniques du modèle tonkinois, pour qui le soleil, plombant les rizières au milieu de l'après-midi, ne doit pas être toujours printanier.

La frontière, au reste, n'est jamais très nette entre la ville et la campagne. De longues dalles, des industries existent dans les faubourgs et, si les usines ont grandi considérablement depuis vingt-cinq ans, elles restent imbriquées dans les champs de blé, de colza, dans les potagers, et les hautes meules de paille volent avec les débris de ferraille. Ce mélange pénètre profondément à l'intérieur de la ville où un mode de vie plus rural qu'urbain se maintient, notamment dans les quartiers « modernes ». Il n'est pas rare de voir sortir d'un immeuble de quatre étages, type H.L.M., une jeune femme la planche à l'épaule et qui va ainsi remplir ses seaux à la fontaine la plus proche. Ce qui laisse bien sûr un peu révéler sur les installations d'eau courante (7 dans des nouvelles constructions. Non loin de là, un autre immeuble récemment construit est noyé de fumée : c'est là qu'en plein air, à chaque étage, sont installés les petits braseros sur lesquels mijote le rictus familial.

KUNMING a connu des périodes sévères au cours de son histoire et la répression d'une certaine révolte maoïste — car une importante communauté réformiste subsistait alors dans la région — dévasta la ville il y a à peine un peu plus de cent ans. Au début du siècle, on y comptait tout juste une cinquantaine de milliers d'habitants. Que la population actuelle s'élève à plus d'un million et demi suffit à laisser imaginer les transformations qui s'y sont produites. Nombreuses sont cependant les petites rues où demeurent les sou-

venirs d'une vie à l'ancienne, témoignages de ce qu'était la ville il y a du moins une trentaine d'années.

De grands volets de bois peints en vert tiennent lieu de fenêtres et protègent, la nuit, les étages au rez-de-chaussée de boutiques ouvertes le jour directement sur la rue et où s'alignent de fantastiques collections de cuvettes — chacune décorée d'un motif différent, — des rangées de conserves et de bouteilles, des empilements de légumes et de fruits. Les loges au-dessus, ouvrant portes et fenêtres à petites carreaux sur une sorte de veranda à colonnes, où il est pratique d'élever la lessive. Tout cela est en bois, un peu perché par l'âge mais en bon ordre et semble s'être adapté complètement aux structures collectives du commerce en régime socialiste.

Tout un style d'existence survit dans des quartiers entiers, à peine percés d'étranges ruelles où aucun véhicule ne pourrait pénétrer, où se faufilaient à peine les bicyclettes, au risque de renverser une marmaille débordant des petites cours intérieures et que les mères ne se soucient pas de rattraper sur les sautels. Les maisons sont ici en brique de terre — les mêmes qu'on voit sécher un peu partout dans la campagne, devant les talus d'où leur matériau a été tranché à la houe — et recouvertes de petites tuiles rondes, souvent relevées au pignon, sinon encore garnies par la silhouette d'un dragon familier.

Dans ce dédale, où le gris domine, on vit apparemment beaucoup entre voisins, dans un pèrillement limité, où se satisfont les nécessités quotidiennes de l'existence. D'une échelle où piquent une dizaine de mètres, les courilles sur une batterie de machines à coudre sortent deux files, bols à la main, pour aller chercher la porte à côté, le repas de l'atelier. Une fascination encore neuve — et le bruit sans doute d'un transistor encore malade — fait se presser un groupe de passants devant le comptoir d'un réparateur d'appareils radio. Le défilé ininterrompu des clients chez un horloger, maître en l'art de rendre vie à montres et réveille-matin, témoigne aussi de la place qu'occupe ce genre de mécaniques dans ce petit monde où l'on se lève tôt.

Le moindre imprévu, dans un tel voisinage, fait aussitôt sensation. Les gratifili, des « *dezbao* » des dimensions les plus modestes attirent l'œil instantanément, sont dénichés, analysés, commentés, copiés. Terrain de prédilection, s'il en fut jamais, pour l'importation de la agitation politique et qui explique en partie qu'une campagne comme celle qui a accompagné la destitution de M. Teng Hsiao-ping soulève ici un intérêt plus durable qu'à Pékin. Terrain hautement favorable également à des activités plus ou moins marginales, à de tout petits commerces à la sauvette — des filles, entrées, contraincées, mûres, coiffées en parties de matière plastique, aussitôt disparues à l'approche d'un inconnu.

L'INCONNU, l'étranger... C'est évidemment l'attraction de ce monde, celui qui pousse les foules et l'importation en intérêt sur quelque chose d'important. Il est à peine nécessaire à nos accompagnateurs de rappeler que les promeneurs individuels ne sont pas prévues à Kunming : des groupes

de badauds attendent devant l'hôtel même où nous sommes descendus et sont prêts à faire escorte au phénomène qui s'aventure à la découverte. Dans le centre, cela se transforme en cohue et il faut bien admirer finalement le sang-froid de notre guide qui poursuit d'un pas égal tandis que mille ou deux mille personnes barrant pratiquement la rue derrière notre petit groupe, s'alignent le long des trottoirs, cyclistes et piétons mêlés, se bousculant, interdisant le passage des autobus dont les klaxons impatients accroissent l'émotion.

Sommes-nous vraiment d'une autre planète ? Il fut un temps pourtant où les Occidentaux n'étaient pas si rares à Kunming que leur passage provoquait semblable surprise. De vieux habitants se souviennent même très bien d'une époque, pas si lointaine, où, dans les principales boutiques de la ville, on comprenait assez bien le français : souvenir du chemin de fer Hanoi-Kunming, construit il y a bientôt trois quarts de siècle, par des ingénieurs français et qui reliait cette partie de la Chine à la péninsule indochinoise. Immédiatement après la libération encore, une mission catholique française vivait également à Kunming. Illusion ? Nous avons cru apercevoir entre deux immeubles récents, dépassant les toits des petites maisons qui se trouvaient à l'arrière-plan, la façade de ce qui a pu être l'église de cette maison.

La capitale du Yunnan, comme sa province, s'est en fait formée au monde non chinois depuis les débuts de la révolution culturelle, comme une bonne part d'ailleurs du territoire de la République populaire. En dix ans, l'habitude s'est perdue d'y voir un visage étranger et le spectacle de quelques Occidentaux déambulant dans les rues est entièrement nouveau pour des centaines de milliers d'enfants et d'adolescents qui n'ont aucun souvenir, et pour cause, du début des années 60. Lentement, les auto-

rités chinoises ouvrent à nouveau la ville à des visiteurs. L'ancien premier ministre britannique, M. Edward Heath, fut l'un des premiers à y faire escale en 1973. Quelques diplomates ensuite, avant que l'expérience soit tentée en faveur de journalistes dont la curiosité pouvait poser quelques problèmes. Ou à leur tour ils y aient été admis témoigne en fin de compte d'une sérénité nouvelle des autorités chinoises devant les observateurs étrangers, d'une confiance croissante en soi-même et dans les mérites du spectacle qu'offre la République populaire dans ses régions les plus reculées.

Elle fait, des ruelles grises aux petites places entourées de leurs boutiques vertes, du zoo où des couples se tiennent discrètement par la main à l'ombre des eucalyptus aux rivières du lac Tienchi en aval du dimanche matin par une nuée de pêcheurs à la ligne, de la grande place centrale où les passants s'arrêtent pour regarder les petites filles faire leur gymnastique aux Collines de l'Ouest où parents et enfants se rendent en famille en excursion, Kunming ne laisse rien voir qui fasse douter qu'une vie tout aussi paisible s'y développe tout aussi paisible d'une égale prospérité relative, que dans les autres grandes villes chinoises. Que la bourgeoisie politique qui balayait le pays à l'époque où nous nous y trouvâmes se manifestât dans cette capitale provinciale par une étonnante floraison de dachas, ne témoigne après tout que d'une animation révolutionnaire hautement recommandable et recommandée par l'enseignement du président Mao Tse-tung. Tout au plus les formes que prenait cette animation, et qui contrastaient par rapport au style plus ordonné en faveur à Pékin, laissent-elles penser que de persillants particularismes de tempéraments caractérisent les habitants de la capitale yunnanaise.

ALAIN JACOB.

## La chanson de Mohammed

(Suite de la page 9.)

Quinze ans plus tard, ces chansons sont devenues classiques. Elles sont toujours à l'affiche des juke-boxes de Barbès, comme cette chanson de Dahmane Elharrachi, datant de 1959, lorsqu'il sillonnait les cafés, donnant la bonne parole : « Le pays du bien, Comment as-tu pu l'oublier ? »

### Modernes troubadours...

Indifférent à la renommée, Dahmane continue de chanter ici et là, au milieu de ses compagnons de fortune, retournant régulièrement en Algérie pour animer les fêtes familiales. Yahyaten partage son temps parisien entre la musique et le service dans son café-restaurant, « *entre le four et le moulin* ». Il regrette que la musique arabe ne soit pas encouragée, qu'elle ne passe ni à la radio ni à la télévision : « Les chanteurs arabes en France sont comme du bétail sans berger. » Et les temps sont durs : « Je suis né dans la misère, mais dans ma jeunesse on était gai, sincère. Maintenant, dans le monde, c'est le commerce qui règne. Il n'y a plus de sincérité. »

Cette apreté de la vie, il la projette érudite dans un de ses derniers succès : « Ah ! si je n'étais pas venu au monde ! Je ne verrais ni le bien ni le mal. » Ah ! vont les modernes troubadours, pour témoigner des mœurs du temps. Les chansons racontent la vie de tous les jours. Elles y ajoutent simplement la dimension de l'aventure, du drame, de la vie plus grande. Dans le *Passeport*, le Marocain Cheikh Ahmed conte les pérégrinations triomphales de l'immigré perdu dans la grande ville. En une de ses multiples chansons de circonstance, l'Algérien Soudadoul s'attaque allègrement aux « grandes gueules » — cette forme que prend l'arrogance du pauvre — avec ce titre évocateur : « *A khoya ech haly rouli* » (Qu'est-ce qu'il roule sa calisse, mon frère !). Sur l'écran des « *scopettes* » (juke-boxes à images), on le voit débiter dans un salon, un chapeau de cowboy vissé sur l'œil ! Il terminera sa course dans la poussière.

Dahmane raconte comment, dans sa jeunesse, la boisson l'a pris. Mais il en parle à la troisième personne, conseillant qu'on ne s'y laisse pas prendre. Avec l'art suprême de l'ambigu du poète populaire, il donne toujours des conseils. A tel point qu'une chanson de Yahyaten

apparaît comme une réponse voilée : « *Mange ton pain et tait-toi, sans l'oublier ni l'empêcher*. » La chanson se charge de sens multiples. Le « *mange et tait-toi* » prend même une signification critique, ce qui vaut à la chanson innocente de ne pas être en odeur de sainteté sur les ondes algériennes.

Parfois le chant tragique frise l'enthousiasme. Dans une farandole patriotique et endiablée, Dahmane redécouvre Alger et ses lieux familiers. La marche triomphale du chanteur et de ses amis dans la Ville-Lumière s'orne comme la revanche posthume à l'œil lointain, solitaire et nu du poète kabyle Si Mohand, revêtu à l'incassable retour à Alger, la ville des « *hommes nobles et purs* ».

### ...et nouveaux

#### « messies »

D'ailleurs, comment ne pas évoquer la figure légendaire de ce poète maudit qui vécut au siècle dernier, entouré de ses « *hachal-chis* », bohèmes désinvoltes et « *enfants de la rue de Dieu* » ? Aujourd'hui, la petite société des chanteurs poursuit la tradition, puisant même dans les vieilles légendes du terroir certaines paroles des chansons. Dans ce monde, l'amitié, la franchise, la sincérité, sont les vertus revendiquées. Les « *héros* » de Barbès, passagers clandestins dans la cité, sont aussi les meilleurs de nuit des civilisations naturelles. La musique n'a pas de frontières : sans distinction, les juke-boxes des cafés alignent les succès marocains, algériens, tunisiens. Les échos lointains des querelles de voisinage n'ont pas de prise à ce niveau. Unissant le tout, la chanson immigrée est celle du refus, de la désespérance et des plaisirs.

Chants d'ivresse de toutes les ivresses. « *J'ai beau chapitrer ma raison, elle refuse d'obéir* », dit-il Si Mohand. « *J'ai goûté à tous les parfums, l'absinthe, la menthe et les épices, l'amour aujourd'hui le groupe marocain Nass-El-Ghwane. Mais pourquoi mon verre est-il triste devant les autres verres ?* » Derrière l'image rassurante du plateau de thé, avec ses verres ronds et ses verres pleins, rôdent l'énigme et le pamphlet. Les verres pleins seraient-ils ceux des profiteurs et des parvenus ?

Et les nouveaux « messies » venus du Maroc annoncent : « *Lévi est devenu Ahrir*. » Comment sortir du froid ?

PIERRE AUDIBERT.

POUR D'ICI

LE DÉBAT SUR LA CRÉATION  
Printemps des amateurs

Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.



STATIONS  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

colloque  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

colloque  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

colloque  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

colloque  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

colloque  
L'expérience de l'art...  
Le débat sur la création artistique est un sujet qui a toujours suscité de vives discussions. Les amateurs de l'art ont souvent exprimé leur mécontentement face à certaines œuvres ou à certaines tendances. Cette section explore les différentes facettes de ce débat, des réactions du public aux positions des artistes et des critiques. Les amateurs ont le droit de s'exprimer et de partager leur opinion, mais il est également important de respecter la liberté de création. Le débat doit rester ouvert et constructif, permettant à chacun d'apporter sa contribution à la compréhension de l'art.

سكنا من الاصل



RADIO-TELEVISION

LIRE LES IMAGES

L'audiovisuel à l'heure de la dictée

APPRENDRE aux enfants — aujourd'hui téléspéculateurs des plus jeunes — à ne pas accepter passivement l'image, mais à prendre conscience du message qu'elle véhicule, c'est le travail d'une petite équipe de la Maison des Jeunes et de la culture d'Épinay-sur-Seine.

La porte s'ouvre sur une classe colorée : le soleil plonge sur les tables de bois vernis, plus de blouse en classe de CM2 du collège Jean-Jaurès d'Épinay-sur-Seine : pourtant les élèves se lèvent en signe d'accueil. Un entracte entre les édifices et les accords d'une dictée corrigée au tableau. L'équipe « audiovisuelle » entre et installe calmement son matériel : magnétoscope et téléviseur.

Après un court métrage de quatre minutes présenté de trois manières différentes. D'abord, sans le son : il faut imaginer l'histoire. Ensuite, le même film, avec cette fois deux phrases clés. Enfin, le film avec sa bande-son complète. Cette présentation par paliers vise à faire sentir aux enfants qu'un film peut être perçu différemment selon la façon dont il a été monté.

Le thème du court métrage est proche de leur vie quotidienne : une petite fille s'éveille, fait tomber son réveil en se réveillant, se brossa les dents, va dans la cuisine et découvre soudainement, fait une toilette rapide, aperçoit sa mère dans l'embrasure d'une porte, s'habille, sort à toute allure, une sacochette à la main, dévale les escaliers, bouscule un monsieur au passage, et court, court, jusqu'à l'entrée d'un bâtiment gris.

Retour parmi les élèves qui n'ont pas pris la parole. Chuchotements. La plus hardie rompt le silence et la classe s'anime. Toutes ont hâte de raconter leur version, en général, la même : une petite fille s'éveille, elle va partir à l'école, elle n'est pas gentille avec son chat, ne fait pas son lit, ne déjeune pas proprement puisqu'elle boit le lait au goullet et oublie son morceau de pomme dans la frigidaire, elle n'embrasse pas sa maman pour lui dire bonjour. Ce sont les plus jeunes qui doivent dire bonjour, puis plus âgées, à l'exception d'une petite fille d'ailleurs. Elle se lève « comme les garçons » (c'est-à-dire juste le bout du nez et les dents !), elle renverse un monsieur dans la rue sans s'ar-

êter pour s'excuser, elle court parce que, naturellement, elle est en retard, enfin, bref, une sauterie sans principe. C'est le portrait, sans complaisance, de l'héroïne telle qu'elle leur est apparue.

Agitation dans les rangs, il est difficile de maîtriser la classe. L'animateur pose cependant une question : « Êtes-vous sûres qu'elle va à l'école ? » « Oui », répondent-elles en chœur ! Les preuves sont là : le réveil, le carabine, le bâtiment gris, austère, pas de doute possible !

Alors, c'est la seconde diffusion, avec cette fois les deux phrases-clés : « Chic, pas d'école aujourd'hui ! », « Le cartable de Josette est dans l'entrée, Irène ! Il faut lui rapporter aujourd'hui », lance la maman (vue dans l'embrasure de la porte). « Je vais lui rendre ce matin à la piscine », répond Irène. Les petites filles se regardent : l'histoire qu'elles avaient imaginée n'est pas la bonne. « Elle est bien triste cette histoire, on croirait une école ! », s'exclame l'une d'elles. L'animateur les interroge sur l'héroïne : la voit-elle toujours avec les mêmes yeux ? Pas tout à fait : on comprend mieux sa décontraction, c'est mercredi, elle va à la piscine pour y retrouver son amie. « Tout de même, suggère une autre, elle aurait pu ranger son pyjama ! »

La lumière revient dans la pièce, doucement, on laisse instaurer une atmosphère de réflexion. Les réflexions fusent de tous côtés, on intervient librement dans la discussion pour exprimer ses sentiments. On interrompt l'instituteur pour lui expliquer son point de vue dans un brouhaha digne d'une assemblée parlementaire ! Parmi les « chut » poussés avec force, le calme revient. « Nous n'avons jamais vu la tête de cette manière ! », lance une voix satisfait.

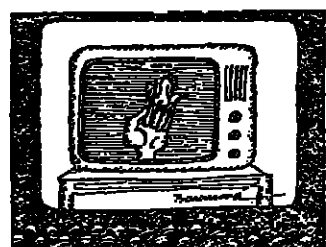
C'est bien le but de l'équipe d'Épinay : briser cette hypnose que crée parfois l'image, ce sommeil de l'esprit les yeux grands ouverts.

L'expérience a démarré à la Maison de la culture du Havre, à l'aide de courts métrages cinématographiques. La Maison de la culture de Saint-Denis en a repris l'idée et l'a exploitée grâce aux vidéogrammes. Depuis, Épinay, Bobigny et Aubervilliers ont suivi. Cet enseignement est donné en trois phases. A chaque rencontre, l'animateur constate le progrès des enfants, qui lisent mieux l'image et reconnaissent les pièges. Mieux encore ! A la fin du stage, ils réalisent eux-mêmes des histoires d'après les plans qui leur sont donnés en toile de fond : ils trouvent généralement trois ou quatre scénarios logiques sur le même scénario. Depuis qu'ils savent que, mathématiquement, des milliers de combinaisons sont possibles, cet exercice est devenu un véritable jeu. Un jeu utile.

MICHEL SEGUIN.

DU COTE DES MEDIA

STATIONS « LOCALES » CONTRE ANTENNE « COMMUNAUTAIRE » DANS LES ALPES



Avant le colloque d'Istres

La publication des décrets sur la télédiffusion tardant, le président de la République ayant différé le dossier des radios locales, des professionnels des animateurs de l'audiovisuel, ainsi que des élus locaux, s'interrogent sur le devenir des médias communautaires.

Un colloque international à Istres, organisé par l'EPAREB (Etablissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre), le S.C.A. (Syndicat communal d'aménagement de Fos-Istres et Miramas) et le CERIAM (Centre d'études et réalisations informatiques, audiovisuelles et multi-médias), devrait permettre de faire le point.

Le propos de cette rencontre, selon les organisateurs, serait notamment d'éclaircir « la notion de service public à la mise en place, à l'échelle des collectivités locales, de centres de ressources, unités légères de production et de diffusion de l'écrit, de l'image et du son », unités qui seraient gérées en tenant compte des besoins de communication sociale, d'une coopération locale.

Le colloque réunira une trentaine de spécialistes de ces problèmes et une trentaine de maires, conseillers généraux, responsables d'équipements socio-culturels, d'aménagements et d'urbanisme. Ce qui se passe actuellement dans la région Rhône-Alpes (lire ci-contre l'article de Bernard Elie) est une des pièces du dossier.

\* Renseignements EPAREB : Le Griffon, Vitrolles 13, 91-93-22-02. CERIAM, 17, rue de Lanery, 75018 Paris. Tél. : 366-24-81.

L'EXPERIENCE de télédiffusion que la ville de Grenoble — encouragée au printemps 1973 par une décision du gouvernement de M. Pierre Messmer — a engagée à la Ville-Neuve est-elle condamnée faute de crédits d'Etat ? En 1975, la municipalité obtint du FIC (1) une subvention de 300 000 francs, qui ne lui arriva toutefois éteinte versée qu'en mars dernier. Pour 1976, elle espérait que le secrétariat d'Etat à la culture prendrait le relais. La charte culturelle signée l'année dernière entre le secrétariat d'Etat et Grenoble n'y faisait-elle pas vaguement allusion ? Or, au 1<sup>er</sup> mai, pas un centime n'avait été versé et rien ne permettait de penser qu'une subvention serait débloquée rapidement.

Des sources de financement nouvelles n'ayant pu être dégagées rapidement, la ville a décidé de suspendre les recherches en vue d'un éventuel développement de la télédiffusion. Des discussions ont commencé avec l'équipe de Videogazette, composée de onze personnes — dont six animateurs à plein temps — pour étudier les possibilités de leur reconversion. Deux volets des activités seront toutefois maintenus, l'animation qui comprend le prêt de matériel vidéo aux usagers et la formation assurée dans le cadre scolaire par deux enseignants détachés. Mais cette mise en sommeil de la télédiffusion exclut désormais toute production d'émissions de télévision. Les animateurs, qui s'étaient mis en grève le 1<sup>er</sup> mai, ont suspendu leur mouvement à la fois pour participer aux négociations avec la ville et pour faire une information sur leurs difficultés. Eux qui pendant trois années ont fréquemment eu l'occasion d'encourager les autres — associations, partis, groupes de personnes organisées ou non — à prendre la parole, utilisent depuis quatre semaines maintenant le câble et les moyens vidéo pour dénoncer auprès des habitants du quartier « l'opération d'étranglement dont se rend coupable le gouvernement ».

Les difficultés qui frappent aujourd'hui Grenoble, la seule finalement parmi les sept villes (2) retenues pour ces expériences à avoir proposé régulièrement des programmes, sans doute embryonnaires, de radio et de télévision produits par des usagers, ne traduisent-elles pas les hésitations du gouvernement à laisser pratiquer une brèche dans le monopole étatique ? Certains verront même dans ces hésitations des motivations purement politiques. La déclaration de M. Valéry Giscard d'Estaing en février dernier à un hebdomadaire de télévision (14<sup>h</sup> 7 jours) indiquant qu'il n'était pas favorable à l'extension des « radios locales » a pu en inciter d'autres à penser que les réticences venaient surtout de la presse régionale (3).

Il ne semble pas cependant que la télédiffusion et les formes nouvelles de

communication qu'elle peut susciter soient définitivement compromises. M. Rosol, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, a confirmé, en effet, le 12 mai, à MM. Hubert Dubedout, député, maire de Grenoble, et Yves Drouin, président de l'association Téléquartiers (4), venus s'enquérir des intentions officielles, que le gouvernement n'avait pas changé de position. Il leur a précisé que le décret fixant le cadre institutionnel de la télédiffusion et dont la publication est attendue depuis deux mois serait soumise au Conseil d'Etat avant la fin mai. La répartition du capital dans les sociétés d'économie mixte appelées à exploiter les réseaux de télédiffusion serait bien celle qui avait été initialement prévue (le Monde 24-45 (janvier)).

En revanche, M. Rosol ne semble pas avoir une idée encore très précise sur les moyens de financer de telles expériences. Il a exclu un recours, même occasionnel, à l'Institut national de l'audiovisuel, comme le proposaient ses interlocuteurs grenoblois.

Un FIP Val-d'Isère

Si le sort de la télévision de quartier paraît plutôt sombre, en revanche les sociétés exerçant leur activité dans le cadre du monopole semblent avoir toute liberté pour multiplier les expériences de radio locales. Du 22 décembre au 2 mai, Radio-France a ainsi placé un émetteur au sommet de Belvédère, à Val-d'Isère, et a diffusé, à partir d'un studio installé à l'Office du tourisme, un programme local en alternance avec le programme de musique de FIP.

Une même animation a été assurée, à partir du 20 janvier, à Chamonix, mais ici par la société FR 3 qui estime qu'elle a, plus encore peut-être que Radio-France, une action régionale à mener. Pour cette vallée où vit une population permanente de neuf mille personnes, et où les estivants sont plus nombreux encore que les hivernants, la décision a été prise, fin avril, de prolonger l'opération jusqu'en septembre. On avance par ailleurs que des expériences semblables seraient sur le point d'être lancées, notamment à Vannes et à la Grande-Motte. L'originalité de l'expérience en cours à Chamonix est d'abord d'être destinée à tous les publics. Pas de réseaux câblés comme dans certaines stations de sports d'hiver, et donc pas de taxe supplémentaire à acquitter pour recevoir les programmes : l'émetteur de FR 3 Mont-Blanc, placé au toit de l'Office du tourisme, envoie les émissions en modulation de fréquences, dans cette zone de haute montagne où la majorité des détenteurs de récepteurs radio disposent d'appareils de ce type.

Le second trait caractérisant l'entreprise est une recherche de simplification des équi-

pements techniques. A Chamonix, par exemple, l'équipe de FR 3 Mont-Blanc — composée d'un journaliste, d'un animateur et d'un technicien ainsi que de deux pigistes — dispose pour travailler de matériels plus proches de ceux qu'utilisent des amateurs avertis que des appareils de « professionnels » : deux magnétophones à cassettes, deux lecteurs correspondants et un radio-téléphone constituent la base technique du « studio », une pièce de l'office du tourisme dont on a capitonné les parois. Le montant de l'investissement n'est pas supérieur, dit-on, à 20 000 francs. Le coût total de l'opération pour les quatre premiers mois avait été calculé sur la base de 100 000 francs (5).

Surtout pas de politique

A partir de ces moyens, la radio qui est réalisée est uniquement de service et d'animation. « De la musique et des informations sur la sécurité en montagne, pas de publicité, et surtout pas de politique », avait-on pris soin de préciser à la direction de FR 3. Quatre heures par jour, FR 3 Mont-Blanc prend le relais des émissions de Radio-France : de 8 h. 15 à 10 heures, Informations pratiques à base de météorologie et destinées principalement aux skieurs. Les bulletins sont volontairement très détaillés : s'ils donnent la température aux Grands Montets, ils indiquent celle des gares de départ et d'arrivée ainsi que celle des gares intermédiaires... Epilepsie et qualité de la neige, risques d'avalanches, etc., sont donnés avec les mêmes précisions, remontées par remontée.

Le quart d'heure du déjeuner — 12 h. 30 à 12 h. 45 — permet un rappel de ces informations adaptées à l'évolution des conditions atmosphériques. S'y ajoutent éventuellement la relation de faits divers survenus dans la vallée — FR 3 Mont-Blanc a suivi en direct l'avalanche de Pauterey, puis le bouchage du tunnel du Mont-Blanc par des routiers en colère — et les annonces de programmes de détente : matches de hockey, conférences, bals, etc., organisés dans la vallée.

L'émission de la fin de l'après-midi se fait sur un ton plus « magazine » : on y a déjà invité des responsables de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme, du peloton de gendarmerie de haute montagne, des écoles de ski, des sociétés de guides, d'associations culturelles, etc. Thèmes abordés : le ski, le défilé, la formation des chiens d'avalanches, mais aussi la peinture, la musique, etc. Partant de questions d'histoire et de géographie, l'équipe de FR 3 Mont-Blanc a pu à peu près glisser vers des sujets plus contemporains : les métiers de la montagne, la pollution de la vallée, les locations ou les déposes en hélicoptère. Elle est arrivée à aux limites du cadre qui lui avait été imposé : ne pas aborder de pro-

blèmes susceptibles de diviser les habitants de la vallée. Ceux qui s'étaient fait l'initiative du lancement de FR 3 reviennent au député maire de Chamonix, avaient parlé, avant même que l'opération débute, de « Radio Herzog », ont été démentis par les faits.

« Le seul Chamonillard qui n'est pas parti à FR 3 Mont-Blanc, c'est moi ! », se pite à relever M. Maurice Herzog. C'est parfaitement exact. Il n'est pas certain d'ailleurs qu'il ne retire pas autant d'avantages de ce libéralisme affiché. Pour l'heure, l'opération lui plaît comme telle. FR 3 Mont-Blanc a réveillé soudain la communauté chamonixarde et facilité les relations entre résidents et autochtones, disent certains. La vente des postes à modulation de fréquence s'est développée chez les commerçants. Des hôteliers ont fait modifier leur installation pour faire bénéficier leur clientèle des émissions. « Les échos recueillis auprès de la population sont tous positifs », affirme le maire de Chamonix. C'est ce qui l'a conduit à intervenir auprès de M. Rosol pour que l'expérience soit prolongée jusqu'à l'automne.

Mais peut-on encore parler d'expérience ? FR 3 Mont-Blanc et les autres radios locales dont on évoque la création prochaine ne devraient-elles pas déjà envisager une autre forme de dialogue avec les habitants ? Un dialogue qui permettrait par exemple de débattre des projets d'équipement communaux ou cantonaux, ou de discuter du budget municipal avant qu'il soit voté ? « Ce serait s'exposer à des débats sans fin et à des querelles de personnes », rétorquent les partisans d'une radio « neutre ». Mais est-il réellement neutre, le média qui a choqué a priori de ne parler que de sujets qui ne dérangent pas ?

BERNARD ELIE.

(1) Le F.I.C. (Fonds d'intervention culturelle) avait accordé à 300 F en 1972 pour le démarrage de l'expérience.  
(2) Il s'agit des villes de Cergy-Pontoise, Chamonix, Grenoble, Metz, Nice et Rennes.  
(3) M. Giscard d'Estaing avait déclaré : « Il y a là aussi une question d'équilibre des moyens d'information. Nous avons une presse régionale qui, à la différence de la presse parisienne, n'a pas trop de difficultés à être en contact avec le terrain et à multiplier les radios locales ».  
(4) L'association Téléquartiers, constituée en février dernier, se définit elle-même comme un organisme de programmation de la télédiffusion. Elle a cherché essentiellement à combler un vide juridique constitué par le retard enregistré dans la sortie d'un texte institutionnel. Au même temps, elle témoignait du souci de la ville de Grenoble de ne pas donner l'impression de « municipaliser » la télédiffusion. Le conseil d'administration de Téléquartiers comprend des conseillers municipaux mais aussi des représentants des usagers, de l'équipe Videogazette, un universitaire, des journalistes.  
(5) La commune de Chamonix a pris à sa charge la fourniture du studio et son aménagement, assure le secrétariat de la promotion de l'opération, et a fourni le logement du personnel de FR 3.







سكز من الاصل

AUJOURD'HUI

LE MONDE — 30-31 mai 1976 — Page 13

RADIO-TELEVISION

Samedi 29 mai

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numérò un (Michel Fugain) ; 21 h. 30. Série : Regain ; 22 h. 30. (C). Magazine : Sillages (vent d'est, vent d'ouest), de G. Wally ; 23 h. 30. Réal. M. Rydland. *Présentation d'une série ouverte aux thèmes de force de la vie contemporaine, une réflexion sur le rôle de l'homme dans la société, les thèmes de l'Europe, leurs traces, leurs « silences ».*

CHAINE II : A 2

20 h. 30. Télé-théâtre : « Desiré », de S. Guirry. Avec J.-P. Daras. Ch. Minuzzi. *Une demi-mondaine, qui espère épouser un parlementaire, se prend d'un sentiment pour un jeune homme de chambre. Une émission plusieurs fois déprogrammée.*

**Claude Julien**  
Le rêve et l'histoire  
Deux siècles d'Amérique  
vient de paraître en librairie

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. (C). Soirée lyrique : « Don Carlo » de Verdi, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra du Rhin, dir. A. Lombard. Mise en scène N. Merli. Avec P. Plishka, E. Mauro, J. Barker, R. Massard, M. Dunn, J. Macurdy. *Transmission simultanée sur France-Musique.*

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 30. (C). Soirée C. Viret : « Un caennais en coupe de soleil » et « Le Gitan de gris » ; 22 h. 30. La lecture du samedi du midi, midi, diversité de la région ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation par J. de Salliers : 20 h. 30. (C). En l'honneur de Frédéric Chopin : « Don Carlo » (Verdi), par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra du Rhin, direction Alain Lombard avec P. Plishka, E. Mauro, J. Barker, R. Massard, M. Dunn, J. Macurdy. *Présentation d'une séquence de J. Chalon.*

**PROGRAMMES EDUCATIFS**  
Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau des moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont publiés dans le Monde de l'éducation (n° 17 daté mai 1976), qui les publie régulièrement.

Dimanche 30 mai

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. (C). Emissions religieuses et philosophiques : 12 h. (C). La séquence du spectateur : 12 h. 30. (C). Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 13 h. 20. (C). Petit Rapporteur ; 14 h. 5. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45. (C). Sport : Direct à la une ; 17 h. 5. Série : Suspense (Les filles de Joshua Cabell) ; 18 h. 45. (R). Feuilleton : Nans le berger ; 19 h. 15. Les animaux du monde.

20 h. 30. (C). Film : « L'événement le plus important depuis l'homme a marché sur la lune », de J. Demey (1972), avec C. Denève, M. Mastrianni, M. Presle, A. Sapritch, M. Pavan, R. Geronzi. *Un moniteur d'école, vivant avec une jeune femme et père d'un petit garçon, se trouve, subitement, en état de grossesse.*

22 h. Spécial bicentenaire : Bilan pour le futur. La machine à vapeur, de J.-O. Chatard. F. Moreuil, F. Warin. *Les multinationales, les salaires, les syndicats, les consommateurs, la General Motors, Vauxhall, les banques : l'ère post-industrielle aux Etats-Unis.*

CHAINE II : A 2

12 h. C'est dimanche... Midi ring. Il y a dix ans il y a un an aujourd'hui ; 13 h. 45. Dessins animés : à 13 h. 15. Caméra complice : à 14 h. (C). Film : « Trois bébés sur les bras », de F. Tashlin (1959), avec J. Lewis, M. Maxwell, C. Stevens. *Une actrice, enceinte d'un toréador tué le lendemain de leurs noces, remet son sort, et celui de sa progéniture entre les mains d'un ami d'enfance très dévoué. Mais lorsque des trucs naissent et que la mère part tourner en Egypte, la situation se complique.*

A 15 h. 45. Tiercé : à 15 h. 50. Rideau : Pierre Perret ; à 16 h. 10. (R). Série : Les Robinsons suisses ; à 17 h. La panthère rose ; à 17 h. 10. Flash sport : Le Critérium du Dauphiné libéré ; à 17 h. 25. Jeu : Monsieur Cinéma ; à 18 h. 15. Dessin animé ; à 18 h. 15. Série : Robin des Bois ; à 18 h. 35. Comique : Sas dit, Sas fait.

19 h. 30. Variétés : Système 2 (reprise à 20 h. 30) ; 21 h. 50. (R). (C). Feuilleton : Ardèche, cœur fidèle.

CHAINE III : FR 3

11 h. Emissions pour les travailleurs étrangers : A écrans ouverts ; 18 h. 45. Spécial outre-

mer : La grande pêche (1<sup>er</sup> volet) ; 19 h. Emissions régionales : Hexagonal... « Histoires peu ordinaires » ; « Fil et funambules » et « La place » ; 20 h. 5. Pour les jeunes : Les animaux chez eux ; 20 h. 30. (C). Magazine : Les visiteurs du dimanche soir, de J.-F. Kahn et A. Sinclair ; Victor Hugo ; 22 h. 30. (C). Cinéma de minuit : « Le Carpe nocturne », de P. Borzage (1940), avec C. Cable, J. Crawford, I. Hunter, P. Lorre. (V.O. sous-titrée, N.). *Des bandits, érudits d'un pensionnat, racontent dans la grande première sa compagnie d'une entreprise, l'un des bandits, sorte de fou mystique, s'empare au début spirituel de ses compagnons. Un film inédit.*

FRANCE-CULTURE

17 h. 2. Poésie : 17 h. 2. La fenêtre ouverte ; de 7 h. 15 à 18 h. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. 15. Regard sur la musique : « Les Noces de Fauré » (Mozart) ; 12 h. 15. Allegro, divertissement de B. Jérôme ; 12 h. 45. Concert au Théâtre Esplanade par le Trio à cordes français (Steinbock, Schubert, Mozart) ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 15. Le Comte de Montcalm présente : « La Maison du bon repos », de P. Soupault, et « La Cruche cassée », de M. von Kleist ; 16 h. 5. Orchestre philharmonique de Radio-France, direction J.-P. Marty, avec W. Akl.

regionales (sport) ; 19 h. 40. Tribune libre : l'historien Pierre Boutanger ; 20 h. Les jeux : En direct de Rodez.

20 h. 30. Prestige du cinéma : « La Caravane de feu », de B. Kennedy (1967) avec J. Wayne, H. Keel, R. Walker. *Un homme espion qui cherche sa vengeance et un tueur attiré par l'appât du gain prennent et relâchent l'attitude d'une diligence blindée convoyant de la poudre d'or.*

FRANCE-CULTURE

17 h. 2. Poésie : 17 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; (C). L'espace habité ; à 8 h. 32. Brel ; à 8 h. 50. Eché, au hasard ; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire : Chateaubriand ou le Pèlerinage du spirituel ; du duc de Castries ; 10 h. 45. Les lundis de la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Paris 12 ; 12 h. 45. Sciences ; 13 h. 30. Eveil à la musique ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 15. Un livre, des voix : « Histoire du gouffre et de la lune » ; 15 h. 2. L'après-midi de France-Culture, L'invité du lundi : Sean Mac Bride, secrétaire général adjoint de l'ONU ; à 15 h. 10. Autoportrait ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 19 h. 30. Sciences ; 20 h. 30. (C). Dialogues : Université de la science, avec A. Lwoff et C. Salomon-Bayer ; 21 h. 20.

20 h. 30. (R.). Westerns, films policiers, aventures : « Le Carpe nocturne », de H. Hershberg (1955), avec K. Douglas, B. Darvi, G. Roland, C. Romero. *La carrière tumultueuse d'un coureur automobile, jouant avec sa vie, la vie des autres et le cœur d'une femme amoureuse.*

FRANCE-CULTURE

17 h. 2. Poésie : 17 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; (C). L'espace habité ; à 8 h. 32. Brel ; à 8 h. 50. Eché, au hasard ; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire : Chateaubriand ou le Pèlerinage du spirituel ; du duc de Castries ; 10 h. 45. Les lundis de la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Paris 12 ; 12 h. 45. Sciences ; 13 h. 30. Eveil à la musique ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 15. Un livre, des voix : « Histoire du gouffre et de la lune » ; 15 h. 2. L'après-midi de France-Culture, L'invité du lundi : Sean Mac Bride, secrétaire général adjoint de l'ONU ; à 15 h. 10. Autoportrait ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 19 h. 30. Sciences ; 20 h. 30. (C). Dialogues : Université de la science, avec A. Lwoff et C. Salomon-Bayer ; 21 h. 20.

18 h. 30. Feuilleton : « Le Juif errant », d'après E. Sue ; 19 h. 30. Présence des arts ; 20 h. 30. Poésie ; 20 h. 30. (C). Poésie des villes : « Dernières nouvelles de Strasbourg », promenade-souvenir d'A. Lemaître, réalisation G. Godebert ; 21 h. 5. L'autre scène ou les vivants et les morts ; 22 h. 35. Entretiens ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : portrait de musicien français ; à 15 h. Après-midi lyrique ; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical ; à 18 h. 30. Quatre-vingt ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Sir J. Barbirolli dirige « L'Ensemble instrumental » ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct du théâtre Reccia ; 21 h. 5. L'ensemble instrumental ; 22 h. 30. Symphonie de chambre, opus 4 ; « Version originale pour quinze instruments, sous transcription d'A. Webern, pour cinq instruments » (Schoenberg) ; « Sérénade en ut mineur K 388 » (Mozart) ; 22 h. 30. L'orchestre du laboratoire ; 24 h. (C). La clé : Spécial Stockhausen ; 1 h. Commedia dell'Arte, par J.-P. Lentin.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles (Bonneau, Walberg, R. Auber, C. Gounod) ; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical ; à 18 h. 30. La nouvelle scène ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Sir J. Barbirolli dirige « L'Ensemble instrumental » ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct du théâtre Reccia ; 21 h. 5. L'ensemble instrumental ; 22 h. 30. Symphonie de chambre, opus 4 ; « Version originale pour quinze instruments, sous transcription d'A. Webern, pour cinq instruments » (Schoenberg) ; « Sérénade en ut mineur K 388 » (Mozart) ; 22 h. 30. L'orchestre du laboratoire ; 24 h. (C). La clé : Spécial Stockhausen ; 1 h. Commedia dell'Arte, par J.-P. Lentin.

Mercredi 2 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. (C). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (C). Midi première ; 13 h. 30. (C). Restez donc avec nous ; à 14 h. 55. Série : La légende des Strauss ; 18 h. 5. Pour les petits ; 18 h. 10. Pour les jeunes ; 18 h. 30. A la bonne heure ; 19 h. 10. Feuilleton : Château espérance ; 19 h. 40. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Alors, raconte ; 20 h. 30. Portrait : Alain Colas... C'est pas la mer à boire, de Ph. Gilès ; 21 h. 35. (C). Documentaire : La Chine de Mao. Tse-tung, le grand P. Pic. Premier partie, des Mandchous à la création de la République populaire. *Une rétrospective des principales étapes de la vie de Mao (C) de l'ascension de la révolution, la libération et le 1<sup>er</sup> octobre 1949.*

22 h. Documentaire : Tziganes sans frontières, réal. Cl. Vernick (Les Siad).

CHAINE II : A 2

14 h. 15. Magazine régional ; 14 h. 30. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30. (R.). Série : Bonanza ; 16 h. 20. Un sur cinq ; 18 h. 10. Feuilleton : Si les Français n'étaient pas venus ; 18 h. 40. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : Y'a un truc ; 20 h. 30. Jeu : L'inspecteur mène l'enquête, de L. Godeval et M. Pavaux (Les Dévaries).

20 h. 30. Série : L'homme de fer ; 21 h. 25. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavaud. *L'actualité de la semaine, vue par la rédaction d'Antenne 2.*

CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les jeux olympiques des jeunes ; 19 h. 40. Tribune libre : Fédération mondiale des villes jumelées ; 19 h. 45. Les jeux de 20 heures (à Rodez) ; 20 h. 30. (R.). Un film, un auteur : « Le Diabolique Docteur Mabius », de Fritz Lang (1960), avec D. Addams, P. Van Eyck, W. Preis, G. Froebe (N.). *A Berlin, Mabius, le gosse du mal, règne sur un monde truqué où il voit, sans être vu, tous ceux qu'il veut atteindre. Il cherche à s'emparer d'usines atomiques.*

FRANCE-CULTURE

17 h. 2. Poésie : 17 h. 2. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; (C). L'espace habité ; à 8 h. 32. Brel ; à 8 h. 50. Eché, au hasard ; 9 h. 7. Les lundis de l'histoire : Chateaubriand ou le Pèlerinage du spirituel ; du duc de Castries ; 10 h. 45. Les lundis de la marge ; 11 h. 2. Evénement musical ; 12 h. 5. Paris 12 ; 12 h. 45. Sciences ; 13 h. 30. Eveil à la musique ; 14 h. 15. Poésie ; 14 h. 15. Un livre, des voix : « Histoire du gouffre et de la lune » ; 15 h. 2. L'après-midi de France-Culture, L'invité du lundi : Sean Mac Bride, secrétaire général adjoint de l'ONU ; à 15 h. 10. Autoportrait ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 19 h. 30. Sciences ; 20 h. 30. (C). Dialogues : Université de la science, avec A. Lwoff et C. Salomon-Bayer ; 21 h. 20.

la vie ; 11 h. 2. La magazine des éditions musicales : l'œuvre de P. 12 ; 13 h. 30. Paris 12 ; 13 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Les tournants du royaume de la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre des voix : « Le Triangle de fer » ; 15 h. 2. L'après-midi de France-Culture, L'invité du lundi : Sean Mac Bride, secrétaire général adjoint de l'ONU ; à 15 h. 10. Autoportrait ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; à 17 h. 30. Interdit aux adultes ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 19 h. 30. Sciences ; 20 h. 30. (C). Dialogues : Université de la science, avec A. Lwoff et C. Salomon-Bayer ; 21 h. 20.

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30. Sauve qui peut ; 20 h. 30. Le Gitan de gris de M. Wally ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

TELEVISION BELGE : 19 h. 30. Mar Cloud ; 20 h. 45. Qd de droit ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles (Bonneau, Walberg, R. Auber, C. Gounod) ; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical ; à 18 h. 30. La nouvelle scène ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Sir J. Barbirolli dirige « L'Ensemble instrumental » ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct du théâtre Reccia ; 21 h. 5. L'ensemble instrumental ; 22 h. 30. Symphonie de chambre, opus 4 ; « Version originale pour quinze instruments, sous transcription d'A. Webern, pour cinq instruments » (Schoenberg) ; « Sérénade en ut mineur K 388 » (Mozart) ; 22 h. 30. L'orchestre du laboratoire ; 24 h. (C). La clé : Spécial Stockhausen ; 1 h. Commedia dell'Arte, par J.-P. Lentin.

Magazines régionaux de FR 3

ARDENNES. — Vendredi 4 juin : « La comédie de Lorraine. Comment l'on aime le théâtre aux Ardennes » ; 19 h. 15. L'IMMOBILISME-POITOU-CHARENTAIS. M101 - PYRENEES. LANGUEDOC-ROUSSILLON. — Mercredi 2 juin. — « Les mercredis de Pierre ». Les di/huilles de Pierre, dix ans, dans sa famille, à l'école. BOURGOGNE. FRANCE-CONTR. RHONE-ALPES-Auvergne. — Samedi 29 mai : « Le rêve de Frédéric » ; Mercredi 2 juin : « Les petits jours de l'été » ; Vendredi 3 juin : « Les œuvres de la patience ». Trois émissions cette semaine paraissent mériter l'attention. La première, « Le rêve de Frédéric » raconte la découverte, par un enfant de la musique, dans un univers chaotique, et de la vie. La seconde, « Les petits jours de

provinces », montre ce que sont les dix mille tournants qui radient en marge des grands quotidiens. La troisième, « Les œuvres de la patience », découvre quelques aspects de l'art populaire moderne. BRETAGNE. PAYS DE LA LOIRE. NORD - PICARDIE. — Vendredi 4 juin : « Les mercredis de Pierre ». Les di/huilles de Pierre, dix ans, dans sa famille, à l'école. BOURGOGNE. FRANCE-CONTR. RHONE-ALPES-Auvergne. — Samedi 29 mai : « Le rêve de Frédéric » ; Mercredi 2 juin : « Les petits jours de l'été » ; Vendredi 3 juin : « Les œuvres de la patience ». Trois émissions cette semaine paraissent mériter l'attention. La première, « Le rêve de Frédéric » raconte la découverte, par un enfant de la musique, dans un univers chaotique, et de la vie. La seconde, « Les petits jours de

TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30. Sauve qui peut ; 20 h. 30. Le Gitan de gris de M. Wally ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

TELEVISION BELGE : 19 h. 30. Mar Cloud ; 20 h. 45. Qd de droit ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

Les écrans francophones

Mardi 1<sup>er</sup> juin  
TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30. Sauve qui peut ; 20 h. 30. Le Gitan de gris de M. Wally ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

TELEVISION BELGE : 19 h. 30. Mar Cloud ; 20 h. 45. Qd de droit ; 21 h. 30. Les mystères de l'Ouest ; 21 h. 30. Deux ans de vacances ; 21 h. 30. La Guerre civile du major Benson, film de J. Hooper.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 45. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-facteur ; 14 h. Mélodies sans paroles (Bonneau, Walberg, R. Auber, C. Gounod) ; 17 h. 30. Ecoute, magazine musical ; à 18 h. 30. La nouvelle scène ; 19 h. 15. Instruments et solistes : Sir J. Barbirolli dirige « L'Ensemble instrumental » ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. En direct du théâtre Reccia ; 21 h. 5. L'ensemble instrumental ; 22 h. 30. Symphonie de chambre, opus 4 ; « Version originale pour quinze instruments, sous transcription d'A. Webern, pour cinq instruments » (Schoenberg) ; « Sérénade en ut mineur K 388 » (Mozart) ; 22 h. 30. L'orchestre du laboratoire ; 24 h. (C). La clé : Spécial Stockhausen ; 1 h. Commedia dell'Arte, par J.-P. Lentin.



# La Lorraine

[illegible]



L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

La Lorraine annexée — François de Wendel

EN 1871, six arrondissements de la Moselle et de la Meurthe annexés à l'empire allemand forment la présidence de Lorraine-Moselle. Cette collectivité territoriale, qui correspond à l'actuel département de la Moselle, fut pendant quarante-huit ans modelée par la présence allemande. François Roth a eu l'audace d'écrire l'histoire de la Lorraine annexée (1), dans un livre vigoureux et nuancé, véritablement neuf, au style sobre et pourtant chargé de puissance de suggestion, comme il convient à qui évoque les « bastions de l'Est ». Comment répondre, les annexes aux tentatives de germanisation, quelles furent les modalités et les résultats de la germanisation au plan administratif, démographique, social, scolaire, religieux, telles sont les interrogations majeures qui dominent cette thèse, dont toutes les analyses visent à retracer et à comprendre, sur cette terre disputée, l'effacement de deux civilisations, allemande et française, à comprendre aussi le particularisme mosellan, affirmé au cours de l'annexion ?

Une première partie décrit les débuts et l'affermissement du régime allemand, de l'annexion de fait, dès septembre 1870, à la fin du siècle : établissement de la souveraineté allemande en Lorraine, présentation des institutions politiques et de l'organisation des services publics de la terre d'empire et de la présidence de Lorraine, évolution démographique consécutive à l'option vers la France et à l'immigration allemande, politique religieuse et scolaire, vie politique, dominée par le passage de la « protestation » au repli sur le particularisme. Plusieurs conclusions retiennent l'attention : la bureaucratie allemande, dans un autre contexte et avec d'autres objectifs, prolonge en Lorraine le style et les méthodes de l'Empire autoritaire et du bonapartisme. François Roth montre également que le particularisme lorrain, réflexe instinctif de défense contre l'administration allemande, comporte une pointe anti-asiatique, à cause du poids de l'Alsace dans la terre d'empire. Enfin, le rôle déterminant du clergé apparaît en pleine lumière : l'émigration des élites politiques et sociales lui donne une fonction de suppléance, des communautés rurales. Le particularisme catholique devait devenir, après l'échec de la protestation, la forme ultime de résistance à la germanisation. Les élections de 1890 virent le succès de quatre députés ecclésiastiques, à qui le journal *le Lorrain* assignait pour mission de « sauver le patrimoine du passé et les aspirations sociales de l'avenir ».

Cependant l'économie et la société de la Lorraine annexée connaissent des transformations profondes, que François Roth analyse dans sa deuxième partie. Si l'agriculture lorraine demeurait un peu en marge de l'économie allemande, en revanche les mines et l'industrie lourde étaient solidement ancrées à l'économie du Reich et de la Ruhr. Les mines de fer, les usines sidérurgiques, avaient été créées ou colonisées par les industriels allemands. Seule la société de Wendel avait gardé son indépendance. La population de la zone sidérurgique avait été submergée par l'immigration allemande et italienne. Dans les villes, et particulièrement à Metz, glaces de l'empire et garnison considérables, affluents fonctionnaires et commerçants. Une intégration économique, à un moindre degré démographique, est en marche au début du vingtième siècle.

Le troisième volet de l'ouvrage porte sur les changements politiques et les affrontements de civilisation dans les premières années du siècle. L'intégration culturelle, religieuse, politique, ne se fait pas au rythme de l'intégration économique. Si, dans la zone de langue française, l'allemand demeure une langue étrangère, il s'impose parmi les classes populaires de la zone germanophone. Mais, dans les milieux urbains, le français se maintient plus facilement. Le parti est une façon de s'affirmer lorrain et les femmes qui, dans les pensionnats catholiques, ont reçu une éducation en français, en maintiennent l'usage dans la vie familiale.

L'évolution du clergé fut déterminante. F. Roth montre bien que le jeune clergé se mit à l'école du catholicisme allemand, s'efforçant d'encadrer les fidèles dans un réseau d'organisations attachées aux enseignements du catholicisme social. Le Katholikentag tenu à Metz en août 1913 consacra cette évolution. Mais cette ouverture vers l'Allemagne se combattait par la fraction francophile du clergé. Les masses des morts, les sermons du souvenir, les inaugurations de monuments, témoignaient de la vitalité du souvenir français. En fait, la grande majorité du clergé tint une voie moyenne, gardant un attachement sentimental à la langue maternelle, acceptant les organisations catholiques rhénanes en sachant les adapter.

Après le début du siècle, les partis du Reich regroupèrent la majorité des électeurs : si les libéraux, les socialistes, bénéficiaient avant tout du suffrage des immigrants, le Centre catholique s'est imposé dans la Lorraine germanophone, fort qu'il est du soutien de l'Union populaire, des cercles ouvriers, des caisses de crédit. Dans la Lorraine

francophone, le parti particulariste lorrain garde sa place. Mais, plus que l'audience de cette formation locale, compte l'influence du thème particulariste, qui sème la division au sein de tous les partis.

On en prit conscience lors de la « renaissance nationaliste » que symbolise l'inauguration à Noisseville, en 1908, à l'initiative de Jean-Pierre Jean, le « Déroulé messin », du monument commémoratif en l'honneur des soldats français tombés en 1870-1871. Guillaume II avait laissé faire et les autorités allemandes assistèrent à la cérémonie. Le président de Lorraine, von Zeppelin, prononça un discours en français devant les vétérans de 1870, des officiers français en uniforme, des hommes politiques français comme Albert Lebrun et Louis Marin. La foule cria : « Vive la France ! » et fredonna la Marseillaise. Noisseville devenait tout autre chose qu'une simple commémoration : un révélateur qui secoua au fond d'eux-mêmes les plus indifférents à la politique et à la réalité des « dranges estompées ». François Roth marque fortement l'ampleur de l'événement, qui modifia le climat politique de l'après-guerre. Les autorités allemandes allaient engager la lutte contre le souvenir français et les sociétés de musique et de gymnastique créées en 1908-1909, dont les bannières et les drapeaux évoquaient les patronages français.

En 1914, malgré les progrès de la germanisation, l'assimilation était loin d'être réalisée. La dictature militaire de 1914 à 1918, la germanisation autoritaire avivèrent l'antagonisme entre les habitants de souche et les immigrés, ruinèrent les chances de l'Allemagne et préparèrent psychologiquement le retour à la France. Le Beirick Lothringen devint le département de Moselle. Quarante-huit ans d'annexion avaient façonné un pays qui garderait longtemps son originalité : un Robert Schuman, formé à l'école politique du Centre, qui répétait qu'il était d'abord un « catholique mosellan », devait être le « survivant sans compagne ni héritier » des centristes lorrains d'avant 1914.

François de Wendel, régent de la Banque de France, président du Comité des forges, maître du *Journal des débats*, vice-président de la Fédération républicaine de Louis Marin, fut le symbole même des « deux cents familles ». A partir d'une ample documentation, et notamment des carnets inédits de François de Wendel, Jean-Noël Jeanneney (2) étudie les relations entre

l'argent et le pouvoir, les milieux d'affaires et les cercles gouvernementaux, pendant les vingt-six années où F. de Wendel fut député, puis sénateur de Meurthe-et-Moselle. Ce livre n'est pas une véritable biographie : le lecteur n'y trouvera guère — et c'est parfois dommage — d'indications sur la vie politique en Lorraine, sur la maison de Wendel et les activités de l'industrie. En fait, tout l'ouvrage veut répondre, à partir d'un cas privilégié, à la question capitale des rapports entre l'économique et le politique.

Jean-Noël Jeanneney met à bas quelques mythes à la vie solide : Wendel a-t-il empêché le bombardement de Briey ? d'où l'état-major allemand ? L'histoire avec lequel il massacrera des milliers d'ouvriers et de paysans français ? (L'humanité du 16 juillet 1935) ? Au terme d'une analyse d'une admirable rigueur critique, l'analyse de l'accusation éclate : au reste, on n'a pas fait une tonne de fonds à Briey pendant la guerre. Autre mythe : le rôle du Comité des forges lors de l'occupation de la Ruhr. Jean-Noël Jeanneney confirme les conclusions de Pierre Renouvin sur le rôle déterminant des Impériaux politiques dans l'initiative de Poincaré. Wendel lui-même préfère à l'occupation de la Ruhr, forcément « temporaire », l'annexion de la Rhénanie. Wendel approuva la fermeté de Poincaré face à l'Allemagne, mais « ses desseins immédiats divergent, et son influence personnelle fut en somme négligeable ».

Jean-Noël Jeanneney met en garde contre les interprétations qui surestiment la cohérence des desseins, contre les interprétations monistes par le chef d'orchestre claudin, quel qu'il soit. Il consacre plus de deux cents pages aux années 1924-1928, celles du « mur d'argent », de la mort du Cartel, de la stabilisation Poincaré. Le récit est alerte, parfois fouillé dans le détail, mais la période, mal connue, le mérite. Avec l'échec du Cartel et le retour de Poincaré aux affaires, Wendel paraît au faîte de son influence, mais sa victoire ambiguë ne doit pas masquer les divisions des puissances d'argent. La haute banque et l'industriel Wendel, en force au conseil de régence de la Banque de France, aspirent au retour à l'âge d'or de la monnaie d'avant guerre, ne croient qu'à la seule discipline budgétaire. L'autre camp, où prédominent les grands établissements de crédit et les banques d'affaires, souhaite une nouvelle partie du franc, un emprunt national, la stabilisation de la monnaie. F. de Wendel est l'un des quatre opposants de droite à la naissance du franc

Poincaré. Mais face à un président du conseil fort du soutien de l'opinion, son poids était mince.

L'histoire de François de Wendel atteste au total l'autonomie du secteur politique par rapport aux forces économiques et financières. L'homme n'appartient ni à la droite orléaniste des milieux d'affaires ni à la droite cléricale. Ses attitudes illustrent une continuité. En juillet 1928, il est suivi par une poignée seulement de ses amis pour refuser la ratification des accords sur les dettes américaines, et stigmatise les modérés qui, pour maintenir un gouvernement qui leur convient au plan intérieur, sacrifient l'idée nationale. Le 7 mars 1932, il est en congé pour ne pas voter que Briand a bien mérité de la patrie. Le 12 mars 1936, au Sénat, au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie, il vote la ratification du pacte franco-soviétique et déplore qu'une partie de son groupe vote « conservateur ». Certes, il nourrit les illusions de son milieu sur l'Italie, sur Doriot, il ne prend pas nettement le parti de Mandel ou de Reynaud ; par là, il ne peut peser véritablement sur les événements, aux heures décisives. Mais le 10 juillet 1940, il ne se rend pas à Vichy, et marque par la suite son mépris distant pour la Révolution nationale.

Sans doute trouve-t-on dans le souci national et l'inquiétude allemande l'explication dernière d'un homme et de sa politique. François de Wendel était entré en politique (si non en République, car il ne portait pas un culte particulier au régime, et subventionnait les ligues), malgré les conseils de prudence des siens, parce qu'il portait son cœur à l'idée, au-delà de la « politique de parti », d'atteindre le « but suprême » de la revanche. Ennu au plus profond par la lecture de *Collette Baudouin*, il faisait partie, comme Louis Marin, de la génération d'Agathon, que hanta le souvenir des provinces perdues. François Roth étudie la Lorraine annexée, Jean-Noël Jeanneney un pastiche lorrain. L'un et l'autre rappellent fortement combien la « question nationale » peut l'emporter sur les réalités économiques et sociales.

(1) François Roth : *La Lorraine annexée (1870-1918)*. Étude sur la présidence de Lorraine-Moselle dans l'empire allemand. In : *Annales de l'Est*, publiées par l'université de Nancy-II, n° 50, Nancy, 1976.

(2) Jean-Noël Jeanneney : *François de Wendel en République. L'Argent et le Pouvoir, 1874-1940*. Paris, éditions du Seuil, 1976, 670 p., 95 F.

GÉNÉALOGIE

Paléographie extra-lucide ? — Sûrement pas !

DE nombreux lecteurs mettent en doute leur capacité de néophytes à mener à bien un travail généalogique. Par curiosité, ils consultent les registres d'état civil les plus anciens, à la mairie où ils ont commencé leur recherche, et ils n'ont pas pu lire un mot... Est-ce vraiment écrit en français ? ont-ils pensé : si c'était de l'arabe, du grec ou de l'hébreu, ça ne serait pas plus difficile à comprendre ! Je ne pourrais jamais aller bien loin. Il leur faut appeler à un paléographe.

Ce même souci et cette même prétendue nécessité de faire appel à un spécialiste diplômé atteignent les plus savants, même en la matière. M. Maudouche, conservateur aux archives de Seine-Maritime, l'avait déjà exprimé dans les quelques aimables lignes qu'il avait consacrées à l'anti-

cipale « Archives d'état civil et kidnapping » (1). Il y a « une » et « deux » J'avais indiqué que, dans le cas de découverte d'événement marquant ou pittoresque, « la passion du chercheur se déchaîne et lui fait déchiffrer le texte, si illisible soit-il ». Avec une douce ironie, M. Maudouche s'interrogeait alors : « Cette « passion » extra-lucide n'aurait-elle pas été un tout petit peu aidée par l'un d'entre nous ? » (2).

Il est malheureusement très facile, et à tout le monde, de se tromper, et de vrais historiens se sont laissés abuser par la lecture des anciens documents. Le page de Jehanne d'Arc qui témoignait à son procès en réhabilitation, Louis de Contes, a été plusieurs fois dénommé de Contes dans des ouvrages fort sérieux, alors qu'une étude approfondie de sa biographie, dont des représentants mille d'anciens, ont été publiés en 1976 la bonne orthographe, est pu éviter la faute.

Même certains contemporains des actes étudiés ne savaient pas lire. Les registres de catholicité furent rédigés en double exemplaire à partir de 1667. Le copie était parfois faite avec retard et exceptionnellement par un nouveau curé pressé de mettre ses documents à jour. Des erreurs de transcription virent d'années ont pu avoir lieu alors. C'est ainsi que le mariage de « Henri Godoy, fils de Charles et de Susanne Farin, avec Elisabeth Bataille, fille de Jacques et de Marie Godoy » (collection communale de Thérèse (Eure) à la date du 3 août 1709) devint celui de « Henry Godé, fils de Charles et de Susanne Farin, avec Elisabeth Bonneville, fille de Jacques et de Marie Godé » (collection départementale).

Toutefois ces exemples ne prouvent pas la nécessité d'une spécialisation, mais plutôt celle d'un travail consciencieux.

En effet, l'amateur commence sa recherche à partir de lui-même : il note les données sur ses parents, sur ses aïeux ; il continue ses investigations par les bis-aïeux, les trisaïeux... Il ne se présente habituellement pas de grave obstacle à la lecture jusqu'à la Révolution, ni même un peu avant. Les difficultés éventuelles sont tout à fait comparables à celles du déchiffrement de la lettre d'un ami qui écrit vraiment mal : on finit toujours par y arriver.

En revanche, la lecture d'un texte du début du dix-huitième siècle, puis des siècles antérieurs, se révèle souvent impossible au non initié lorsqu'elle est abordée à brûle-pourpoint. La réaction habituelle consiste alors à se demander si le document est écrit en français...

Cependant, le document n'est pas isolé. L'antiquaire connaît les rythmes qu'il recherche, il s'est habitué progressivement à des textes au lilliboujous à peu près semblables, enfin il s'accoutume peu à peu à la façon d'écrire du prêtre, souvent présent dans la paroisse pendant plusieurs décennies.

Une pierre d'achoppement

Evidemment, lorsque le chercheur aborde les écrits du curé précédent, tout est à recommencer, semble-t-il. Tout paraît à nouveau illisible, mais pourtant la lecture en est devenue possible, car la façon d'écrire de l'époque est presque connue, il suffit de s'habituer aux particularités du nouveau scripteur, à la graphie d'une époque à peine antérieure. Les nouvelles tournures de phrases, les nouveaux patronymes, sont déchiffrés sans trop de difficultés.

Pour ma part, j'ai pu lire le texte en question, avec peine sans doute, mais sans faire appel ni à des dons extralucides ni à l'aide éclairée d'un archiviste : j'avais précédemment recherché mes ancêtres dans les archives de catholicité de la paroisse depuis la période où les textes sont lisibles. Petit à petit, peut-être même sans m'en rendre compte, j'avais appris à lire.

Tous les chercheurs sérieux en sont capables et, s'il est exact que parfois une hésitation subsiste et que le recours à l'archiviste local soit dans ce cas indispensable, ce serait une erreur de croire que la lecture de ces vieux textes exige toujours une spécialisation très grande. C'est une pierre d'achoppement, certes, mais non une muraille infranchissable.

PIERRE CALLERY.

(1) *Le Monde* daté 20-21 octobre 1975.

(2) *Bulletin de l'Association des archivistes français*, novembre 1974.

POINT DE VUE

PASTIS, C'EST MOURIR UN PEU

par ALAIN BARIOT (\*)

UNE charmante légende raconte ainsi la fondation de Marseille. En 600 av. J.-C., quelques navigateurs montés par des Phocéens qui cherchent fortune abordent dans la crique où se trouve aujourd'hui le Vieux-Port. Leur chef, Protis, rend visite à la tribu ligurienne qui occupe le pays. C'est le jour où le roi offre un grand banquet aux guerriers qui briguent la main de sa fille Gylis. Selon la coutume ligurienne, à la fin du repas, la jeune fille entretient, une coupe pleine à la main, et le présentateur à celui qu'elle a choisi. Protis, invité au banquet, est mérité aux soupçons. Mais voici que Gylis s'avance : elle s'arrête devant le beau Grec et lui tend la coupe rituelle. De cette union phocéo-ligurienne naquit Marseille.

Mais que contenait donc cette coupe ? Du vin, pense-on. « Allons donc ! m'a soutenu un jour un agent du service de la police, c'est une liqueur à s'en faire une qualité de valeur de la seip, le vin n'a été introduit dans les provinces que par les Romains, au plus tôt au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. La coupe ne pouvait contenir que cette boisson alcoolisée à base d'anis chère à tous les peuples méditerranéens (français, espagnols, portugais, grecs, italiens, etc.).

« Pastis, c'est mourir un peu. » Cet à-peu-près, lancé un jour par le Général enchaîné, n'est mathématiquement pas tout à fait faux. Dans notre pays, où l'alcoolisme est devenu le premier fléau social depuis les progrès de la lutte contre la tuberculose, cet afflux d'alcool de fabrication industrielle s'ajoute dangereusement à une absorption vinique qui est difficile de limiter eu égard à l'importance en France de la viticulture.

Tenant compte de la nocivité spécifique des alcools normalement absorbés à jeun, le législateur, qui a laissé libre publicité en faveur des vins, eaux-de-vie et liqueurs, a réglementé la publicité en faveur des apéritifs à base de vin, et formellement prohibé celle en faveur des « boissons du cinquième groupe ».

(\*) Vice-président du haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme.

parmi lesquelles figurent les apéritifs à base d'alcool (article 18, premier alinéa, du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme).

Pour beaucoup de lecteurs ce sera, je pense, une révélation. Comment ! diront-ils, mais, à longueur d'ondes, et tout récemment encore, on entendait vanter les mérites du Pernod, du Pastis, du Ricard, du Duval, du Casanin. Et les stations d'autobus parisiens n'ont-elles pas été couvertes, l'an dernier, d'affiches du même ordre : « Ricard, le meilleur ami de l'eau », « Pastis 51 » (anisé sirop), campagnes reprises récemment sur les flancs des véhicules : « Patron, trois Duval (anis) s'il te plaît ».

Eh oui ! Tout cela est-il bien légal ? C'est, en tout cas, nuisible à la santé publique. Cette publicité soulève l'indignation de la commission de la santé du Plan. Et pas de poursuites, car, lorsqu'ils sont saisis, les tribunaux condamnent, mais les parquets, malgré de courageuses instructions du garde des sceaux, semblent rester dans l'expectative. Et les postes périphériques regimbent aux mises en garde gouvernementales.

A vrai dire, les entreprises intéressées présentent une défense très élaborée : elles ont de bons conseils juridiques. Elles ont les moyens : le compte d'exploitation pour 1973 de la société Ricard, officiellement publié, relève 38 millions (fourds) de dépenses pour « publicité et propagande ». Une seule station périphérique aurait encaissé, dit-on, 1 milliard ancien en 1975 pour de telles publicités (1).

Ces arguments, on peut les résumer ainsi :

1) En ce qui concerne les postes périphériques : « Le délit (s'il y a délit) est commis hors de France. » Je pense qu'il appartiendrait aux juges de se prononcer (mais, comme on l'a dit, ils ne sont pas saisis). Ces annonces publicitaires sont mises au point par des agences de publicité françaises, enregistrées en France, transmises par l'intermédiaire des lignes téléphoniques françaises, à l'attention d'un public essentiellement français et, s'agissant au moins de l'un d'eux,

par des postes émetteurs installés sur territoire français. Et cela échappait à la loi française ?

2) En ce qui concerne la publicité par affiches : « Le slogan est accompagné, en lettres minuscules, de la mention « anisé, sirop », et il est vrai que les industriels en cause fabriquent, à dose homéopathique, ces boissons anisées. Mais à qui fera-t-on croire que cette énorme publicité est destinée à les promouvoir ?

PASTIS... Voir le dictionnaire Robert : « Boisson alcoolisée à base d'anis ».

PERNOD... Le plus gros fabricant français d'absinthe, avant la première guerre mondiale. Après l'interdiction de cette boisson toxique en 1917, s'est reconverti dans la fabrication d'apérifs à base d'alcool.

DUVAL... Je suggère à M. le procureur général près la cour d'appel de Paris de s'installer, comme l'y invite la publicité, avec deux de ses collaborateurs, en sortant de son bureau, à la brasserie Dauphine, chère au commandeur : « Patron, trois Duval ! ». Je puis le tourment si on lui sert du sirop. A votre santé Monsieur le procureur, général !

Un mot, enfin, sur l'imprévoyance économique de ce laisser-aller. L'interdiction de publicité des boissons du cinquième groupe ne couvre pas que les apéritifs à base d'alcool fabriqués en France (sans grand profit pour l'économie nationale) mais aussi les alcools étrangers provenant notamment des céréales (whiskies, vodka). Cette disposition législative, non discriminatoire, n'est pas contraire au traité de Rome. Est-il de l'intérêt de l'économie française de la laisser tomber en désuétude ? Il est vrai que des collusions entre groupes de pression se sont déjà vues dans l'histoire politique de notre pays ; généralement pas pour le plus grand bien de l'intérêt général. Allons... comme on dirait en Provence : « Tout ça, c'est un drôle de pastis ! »

(1) Chiffre impressionnant. Mais, en mars 1976, un automobiliste lève le voile sur une endommagée sur occasion d'un dévalèment. Côté : 3 milliards anciens. En avril, un chauffeur pris de boisson double en troisième position à 150 kilomètres à l'heure sur la route de Chantilly ; trois morts.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que les lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une approvisionnement d'être assurés de l'abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quatre jours	20 F
Trois semaines	35 F
Un mois	45 F
Un mois et demi	60 F
Deux mois	75 F

ÉTRANGER (voie normale) :

Quatre jours	25 F
Trois semaines	40 F
Un mois	55 F
Un mois et demi	70 F
Deux mois	85 F

KUROPÉ (avion) :

Quatre jours	40 F
Trois semaines	65 F
Un mois	85 F
Un mois et demi	110 F
Deux mois	135 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre, accompagnés du règlement correspondant, une semaine ou deux avant le départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

LE MONDE



## SOCIÉTÉ LE SUICIDE D'UN LYCÉEN

### « Je vous invite à l'action puisque vous êtes appelés à vivre »

LORSQUE, le 22 avril, en fin d'après-midi, Michel Franchy se penche sur ses camarades du lycée agricole de Magny-Cours, près de Nevers (Nièvre), il trouve près de lui une longue lettre, finement calligraphiée, leur demandant de faire connaître les raisons de son geste.

Le lendemain, les cours n'auront pas lieu. Le directeur, vivement mis en cause dans cette lettre, obtient un sursis de ses supérieurs, un congé de maladie. Comme le souhaitait Michel Franchy, ses camarades avertissent l'opinion. Une manifestation silencieuse réunit quelques jours plus tard dans les rues de Nevers des lycéens de Magny-Cours et de plusieurs établissements des environs.

Tels sont les faits. Le reste est commentaire. Celui, d'abord, du préfet de la Nièvre, M. Christian Leroy, sous les fenêtres duquel la vague des manifestants est venue battre : « J'ai été frappé par la réflexion philosophique de ce garçon. Surtout pour un élève d'un lycée agricole. Il est sans doute influencé par des lectures mal assimilées. Et peut-être monter la tête par certains ». Celui, navré, de M. Maurice Guet, directeur « en congé » du lycée, répétant inlassablement : « Je n'arrive pas à comprendre ». Celui, embarrassé, de l'administration de l'enseignement agricole, elle aussi mise en cause dans la lettre : « Il semble qu'il y ait des problèmes dans ce lycée. Nous avions d'ailleurs commencé à nous en occuper ». Celui, hébété, des parents de Michel Franchy, qu'il « renie » dans sa lettre, leur interdisant d'assister à son enterrement : « Il avait avec nous une attitude parfaitement normale, un peu surréaliste mais sûrement pas hostile ».

Agé de dix-huit ans, Michel Franchy était entré comme interne au lycée agricole de Magny-Cours l'année dernière. Ses camarades le décrivent comme un élève intelligent, curieux, passionné de philosophie et de littérature. Élève de terminale D, il préparait son baccalauréat avec sérieux et avait de bons résultats scolaires. Fils d'agriculteurs aisés, il retournait chaque fin de semaine à la ferme familiale, participait aux travaux des champs et s'entretenait de longues heures pour lire.

Situé en pleine campagne, en bordure de la nationale 7, le lycée agricole que Michel Franchy découvre à son arrivée à Magny-Cours est une succession de cubes de béton gris sans grâce ni chaleur.

Il va très vite souffrir du climat qui y règne. La qualité de l'enseignement est contestée, les rapports humains médiocres. Le lycée est dirigé par un homme, M. Maurice Guet, dont la personnalité pèse lourd. Agé de soixante-deux ans, il règne sans partage depuis la création de l'établissement en 1962, date à laquelle il est revenu d'Algérie. Autoritaire, absolument intransigent, parfois méprisant, il a de l'éducation une conception rigide qui le conduit à rejeter la plupart des initiatives prises par les élèves.

#### Le dernier acte d'un combat

Ces traits de caractère allant, semble-t-il, en s'accroissant, le climat intérieur s'achève de se dégrader depuis le début de l'année scolaire 1975-1976. Jusqu'aux derniers jours, Michel Franchy va dénoncer cette détérioration, affichant dans les couloirs de longues notes manuscrites qu'il signe. Lorsque, alerté par plusieurs lettres anonymes, l'ingénieur général d'agronomie prend conscience de la situation, il est sans doute trop tard. Le matin du suicide de Michel Franchy, l'ingénieur général se rend pourtant sur place et demande à voir celui-ci « en tant que représentant des élèves ».

Michel Franchy a-t-il retiré de cet entretien le sentiment que, décidément, rien ne changerait ? Les lettres qu'il laisse derrière lui — la première fut découverte près de son corps, la seconde était adressée par la poste à un couple d'amis — jettent sur son geste plus d'ombre que de lumière. Une chose au moins paraît certaine : son suicide sera à ses yeux le dernier acte d'un combat qu'il mène sans relâche. Tablant sur la publicité qui sera donnée à son geste, il écrit : « Il y en a assez pour faire sauter le vieux et ses complices ».

Le reste est une longue réflexion sur l'injustice, Dieu et la religion : « Je me suis toujours demandé comment les gens arrivent à vivre en toute quiétude, alors que juste devant leur porte l'injustice triomphe (...). L'homme a créé Dieu pour se soulager la conscience. Ne pouvant se garantir seul contre les agressions de sa pensée, il s'en remet à un dieu tout-puissant ». C'est une façon de mieux vivre que de s'en remettre à cet être suprême (...). Je condamne la religion quelle qu'elle soit. Elle n'est, par l'intermédiaire de ses institutions, qu'un gage de stabilité des sociétés ».

L'injustice, Michel Franchy la voyait partout. Dans sa famille, dont il dénonçait en silence l'insupportable « richesse », au lycée, dans les journaux, à travers les quels lui parvenait l'écho étouffé des familles meurtrières et des guerres civiles. « Le suicide, écrivait-il, c'est l'ultime recours de celui qui n'a trouvé dans la vie que la perversion du mal et de la honte ».

En même temps il espérait que, malgré son « échec », d'autres auraient la « force » qu'il n'avait pas, lançant cet appel qu'il n'est pas inutile de méditer : « Je vous invite à l'action puisque vous êtes appelés à vivre (ou à survivre ?). Je vous invite également à la prudence : évitez de me juger aussi gratuitement ».

Quatre semaines après le drame, le lycée a repris une physionomie presque normale. Parait-il plus pressé, l'administration a confié au directeur du lycée agricole de Quétigny (Côte-d'Or), M. Henry Evrard, une mission d'information. L'homme est ouvert. Il a déjà montré qu'il savait faire preuve de doigté. La discipline va être élargie, la pédagogie renouvelée, l'avis des élèves davantage sollicité.

Dans quelques semaines, les camarades de Michel Franchy, leurs études secondaires achevées, quitteront le lycée. Un nouveau directeur sera nommé. Epilogue ? A en juger par les commentaires recueillis moins d'un mois après, ceux dont ce suicide n'a bouleversé qu'un instant la bonne conscience tourneront la page. Mais le petit groupe des camarades de Michel Franchy, destinataires de son « testament », passés en quelques instants, le 22 avril, à l'âge adulte, disent, aujourd'hui : « Nous n'oublierons pas ».

BERTRAND LE GENDRE

## NATURE

### Le crépuscule des hérissons

ELLE traîne avec elle un peu de douceur que, sans la ceinture de sécurité, nous cassions le pare-bris. Je saute sur la route. L'air est bleu, le silence complet. C'est un chemin vicinal d'Ile-de-France.

Dans les phares, une masse noire, comme velue, fait tache dans le crépuscule : un hérisson.

« Personne n'est allé comme il le méritait, me dit-elle, mais ceux-là ! Elle se penche et prend dans ses mains la bestiole mal rasée. Elle se hâte. Il y a des circonstances dans lesquelles on n'aurait pas été surpris en train de faire une bonne action ».

« A certaines époques, on trouve tous les 100 mètres un hérisson sur la route. Les Français les écrasent toujours. Ils n'ont pas de cœur. — Ils n'ont peut-être pas de freins ? — Ils freineraient bien et c'était un homme ».

« Chez nous, en Suisse, c'est un délit d'écraser les hérissons. Moi, je les ramasse toujours, ces pauvres petits. Ça ne pique même pas ».

#### La passion des choses douces

Elle fait glisser dans mes bras la bête insolite. C'est chaud. C'est lourd. C'est doux. C'est même terrible à force d'être doux. C'est trop doux en dépit des piquants qui grattent.

« J'ai la passion des choses douces », m'avoue-t-elle.

Entoué de l'intérieur de lui-même, l'animal ne laisse voir que le bout des pattes et la minuscule truffe de cuir noir de son petit nez de cochon. Où poser ça ?

« Je suis sûre que beaucoup d'automobilistes font exprès de les écrabouiller. La sensibilité n'est pas ce qui tue les gens aujourd'hui. Ils se croient malins dans leur voiture. Une race de vilains ! Une race de gueux ! Ce sont les mêmes qui, enfants,

tourmentent les crapauds. Des sales mecs. Des mecs sales. Leur cœur n'a jamais battu. Il y a toujours eu en eux quelque chose pour s'en prendre lâchement aux bêtes qu'ils sentent vannes ou différents.

« Il est certain que les hérissons ne sont pas dans le coup. — Que voulez-vous ? Quand on appartient à une famille âgée de soixante-dix millions d'années, on peut se permettre d'être un peu vieux jeu ».

Et toi !

« J'ai toujours eu un sentiment pour ces pauvres bêtes, repré- senta-t-elle. J'en avais un dans mon jardin. Tantôt il criait d'une voix forte, un peu flûtée. Tantôt il gazouillait comme un oiseau : kri, kri, gri. Il pouvait même hurler sur un ton plaintif. Ce n'est pas la bête ordinaire. Mais il s'apprivoise facilement. L'ennui est qu'il a une vie nocturne plutôt tapageuse. Il est, aussi, couvert de piques. Essais de le gratter avec ses mains piquantes sur le dos ».

« Je jure sur l'accotement l'animal excentrique ».

Monsieur Hérisson déboulonne un œil, puis deux. Il se dégonfle, s'allonge. Et ce petit être absurde qui, pour les érudits zoologues, n'est qu'une relique du pliocène, s'avère d'une telle vivacité. Brusquement, ses petits pieds démontrent, rapides comme les pattes d'un lapin qui bat du tambour.

« Tout beau ! Tu vois ? Il suffit de l'acquiescer pour qu'il s'immobilise... Ce qui le perd ! Alors qu'il a eu l'air de se perdre dans la nature, c'est la voiture qui va l'assassiner. Il ne peut admettre, ce petit malheureux, que les milliers de piquants qui l'ont si bien protégés contre les nuisibles soient d'une efficacité nulle face à un pneumatic moderne ».

« Emportons-le ».

« Mais la bête serait effrayante ! Il avait sûrement à faire. Pourquoi

pensais-tu qu'il traversait la route, cet effaré ?

« Il a pu croire que les escargots étaient meilleurs de l'autre côté ».

« Les Français ne pensent qu'à manger ! Tu n'y es pas. Quand un hérisson traverse la route, c'est pour rencontrer son avenir ».

« Son avenir ?

« Je veux dire : pour rejoindre les hérissons de l'autre côté, histoire, peut-être, de trouver un sens nouveau aux choses anciennes ».

« Mais pourquoi les voit-on traverser chaque nuit dans les sens ? Faut-il être rigide ! Ne peut-on pas d'arranger pour trouver leur bonheur du même côté ?

« Je vais t'expliquer. Les hérissons ont une vie très privée. Mais ils aiment vivre dangereusement. L'amour pour les hérissons — c'est bien connu — consiste d'abord à franchir une route, hantée par le douloureux besoin de plaie. Et c'est pourquoi on en voit tant d'écrasés ».

#### Ils ne sont pas assez « mignons »

« Remettons-le du bon côté ?

« Quel bon côté ? Son chemin était peut-être partout ce soir ? De toute façon, c'est sans espoir. Les hérissons ne sont pas des bêtes phoques. Aucune Brigitte Bardot ne s'occupe d'eux. Ils ne sont pas assez « mignons ». Ils ne savent pas bouffer pour plaire. Ils ont beau être prolifiques, hérissons et hérissonnes qu'ils sont, et s'offrir tous les ans le luxe de plusieurs portées de trois à sept petits aux piquants mous, venus au monde en moins de six semaines, ils sont condamnés. Un jour, il en mourra écrasés plus qu'il n'en naîtra. Ils n'ont plus le temps de traverser ».

« La mort finit toujours par gagner ».

« Quand on pense qu'ils savent être aussi pleins de ressources que le Chat botté ! Le mien mangait n'importe quoi : insectes, mollusques, fruits, grenouilles, lézards, petits rongeurs... Il construisait son nid d'herbes sèches dans un buisson et malheur au serpent qui approchait ! Je l'ai vu se battre. Il pouvait être mordu au nez, à la lèvre, sur la langue, ses blessures n'étaient même pas tuméfiées. Son sang est naturellement immunité contre tous les venins ».

« Seul celui des hommes ».

« L'hiver, on le descendait à la cave dans une caisse de feuilles mortes. Il y restait jusqu'en mars, sage comme une image, pour y dormir profondément. Il lui suffisait d'abaisser sa température au niveau de la température ambiante : 5 degrés ».

« Tu n'essayais pas de le réveiller ?

« Non, mais je venais l'écouter. Il s'endormait, parlait sa langue et le signalait par des bruits bizarres. Il devait faire des cauchemars ».

« Il rêvait peut-être de trains qui crissent dans la nuit. Mais finalement, veux-tu l'emporter ?

« Savoir où est son bien ? Il pouvait n'avoir rien à faire de l'autre côté, au fond. Sa vie était peut-être derrière lui ? On prétend que c'est un compagnon peu recommandable. Mais, chez les Romains, avoir son hérisson, c'était le grand chic ! Même au Moyen Âge. On les appelait les oursins terrestres ».

« Le destin n'a pas de morale »

« Et sa liberté ?

« La liberté de se faire écraser ? Tu oublies qu'il reste en tête des statistiques d'accidents dans le domaine zoologique. Avec le printemps, on va en trouver partout, aplatis, vaincus dans leur lutte contre la réalité. Pour la racaille automobiliste qui ne laisse aucune chance à la chance, ce sont des hérissons écrasés, voilà tout. Pas pour moi. Il y a un mystère des hérissons. Ces petites bêtes ne sont pas d'ici, et d'où elles sont, personne n'en a jamais rien su. Comment les sauver ? Tous les ans, à la même époque, j'en suis malade... »

« Il est des émotions un peu ridicules qu'il faut cacher. Elle n'y parvient pas ».

« J'ai peut-être tort d'être trop sensible, s'excuse-t-elle. Plus on est sensible, plus on est certain de se faire mal, de garder des cicatrices. Mais, pour moi, la passion des hérissons, c'est trop triste. Avoir survécu à tout depuis le pliocène et disparaître aussi lamentablement ! C'est peut-être leur destin. Mais le destin n'a pas de morale. Gaspiller et bêtiser la vie ! Ce sont les plus jaunes qui me font le plus pitié. Quand je les vois avec leurs pauvres petites pattes mortes bien tendues, leur air digne et tous leurs piquants étiés, ce me trouble le cœur. On dirait qu'ils sont punis d'avoir choisi entre la bonté et la vie. Et je rêve à des choses sans mots. Je me demande, comme le pasteur qui nous fléchit l'Écclésiaste, le dimanche : « Est-ce qu'il va l'âme des animaux ? »

PIERRE LULLIETTE

### Si à Mexico vous voulez faire le contraire de ce que vous avez décidé à Paris, Jumbo fera le nécessaire.

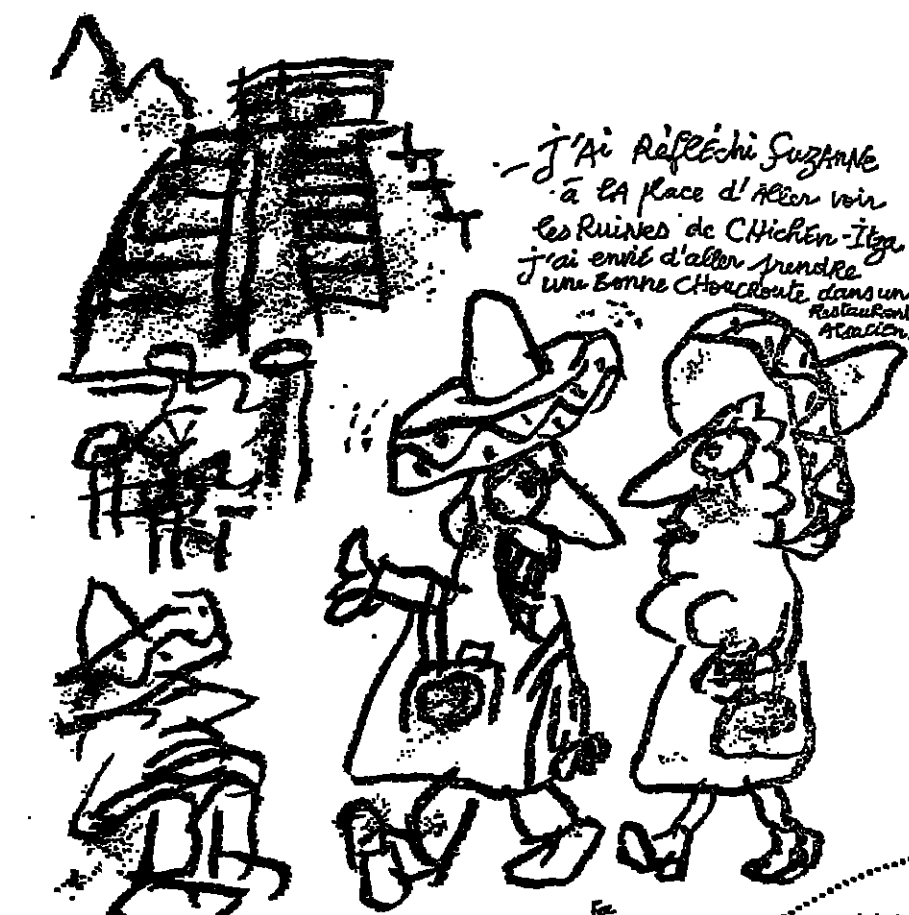
Qu'en voyage, vous ayez envie de n'obéir qu'à vous-même, Jumbo le comprend. Jumbo, c'est un style de voyage et vingt-trois relais pour voyager. Jumbo, comme vous ne fait rien comme tout le monde. Jumbo vit pour vous. Partout dans le monde.

Il a des relais sur place pour vous donner des tuyaux. Des relais qui savent improviser. Et qui, à Paris ou de l'autre côté de la terre, ne vous forcent pas à imaginer ce que vous ferez demain sur les pentes du Popocatepetl.

Des relais très débrouillards qui vous dénichent une moto à Bali, un avion à Bangkok, ou une chambre à Chiang-Mai. Et surtout des places sûres sur les vols réguliers d'Air France, à des prix très avantageux et aux dates que vous désirez.

Jumbo voyage avec vous et selon votre bon plaisir.

Jumbo est discret. Il vous laisse faire le plus important : découvrir votre Asie, votre Afrique et votre Amérique.



Jumbo. 23 relais pour voyager hors des hordes. Agadir, Alger, Athènes, Bali, Bangkok, Colombo, Guatemala City, Héraklion, Hong Kong, Lima, Marrakech, Mérida, Mexico, Nabeul, Oaxaca, Oran, Port-au-Prince, Rhodes, Rio, Séoul, Singapour, Tanger, Tunis. En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences AIR FRANCE.

Si vous voulez recevoir la brochure Jumbo, la liste des vols, et celle des distributeurs Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Code postal .....  
Ville .....  
A envoyer à Ted Bates - Jumbo  
3, rue Bellini - 92806 Putaux

### MŒURS Quand le désir s'organise en comité

MME NELLY CAVAL- LEROY, professeur de philosophie au lycée Alexandre-Devid-Nesl de Diges (Alpes-de-Haute-Provence), a été inculpée d'incitation à mineurs à la débauche (« le Monde » daté 7-8 mars).

MM. Franck Tavolara et Claude Sigola, directeur et moniteur d'un foyer pour mineurs délinquants, « les Buissonniers » à Marseille, ont été inculpés et le foyer fermé, après une manifestation violente des pensionnaires (« le Monde » du 11 février).

Le docteur Elise Salem a été inculpée, dans cette même ville, pour avoir prescrit des injections d'hormones féminines à un travesti mineur (« le Monde » daté 29 février-1<sup>er</sup> mars).

A Nantes, Agen, Vesoul, des éducateurs ou des enseignants ont été sanctionnés, péniblement ou professionnellement, pour avoir favorisé la connaissance des problèmes de la sexualité chez les mineurs qui leur étaient confiés.

Y a-t-il entre toutes ces personnes quelque chose de com-

mun, ou ne constituent-ils qu'un groupe d'exclus de la société ? Pour M. Sigola, qui s'exprimait en leur nom et en leur présence au cours d'une conférence de presse, mercredi 26 mai, à Paris, « tout est centré sur les problèmes du désir réprimé ». « Les entreprises minoritaires, a précisé le psychanalyste Félix Guattari, les luttes de désir sont liées à la pire des répressions ».

Les uns et les autres estiment que, s'ils ont « défrayé la chronique » — c'est-à-dire si leurs cas respectifs ont été exploités par certains journaux — ils ont bénéficié du soutien de publications marginales ou d'extrême gauche, qui leur a permis de faire connaître leur cause. Persuadés que toutes les institutions — notamment syndicales — « refusent d'entendre parler des problèmes du désir », ils ont retenu le principe d'une coordination nationale que leurs actions, seul moyen, selon eux, de combattre le « refoulement », par la société, du désir et de ceux qui estiment couvrir en faveur de sa libre expression.

M. K.

### INSTITUT DU ROSENBERG

CH-9000 Saint-Gall, Suisse, Hohenweg 60

Internats pour garçons et jeunes filles

JUIN-JUILLET-AOÛT, cours de vacances Centre d'études pour l'allemand, l'anglais, l'italien, l'espagnol. Sports. Climat vivifiant. Rentrée des classes en automne. Renseignements à la direction.

## Cinéma

AU FIL

Un p...

## Musique

### « COSI FAN

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

« COSI FAN TUTTI » est un opéra de Wolfgang Amadeus Mozart, créé à Salzbourg en 1791. C'est une comédie pastorale en deux actes, qui raconte l'histoire d'un jeune homme, Figaro, qui aime une jeune fille, Susanna, mais qui est amoureux de sa sœur, Zerlina. Le père de Susanna, le comte Almaviva, veut épouser Zerlina, mais Figaro s'oppose à cela. L'opéra se termine par une fête de mariage.

سكنة الأصل







# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra : Nana (sam., 19 h. 30).  
Comédie-Française : La nuit des rois (sam., et dim., 14 h. 30) ; Le Vercors (dim., 14 h. 30) ; La nuit des rois (sam., et dim., 14 h. 30).  
Chaillet, Gémier : Le triangle trappe (sam., 20 h. 30).  
Fénelon : Surcouf (sam., et dim., 19 h. 30).  
Opéra-Comique : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Opéra : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).

### Les salles municipales

Nouveau Carré : Cyrano de Bergerac (sam., 20 h. 30) ; Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Grand Ballet d'Amérique : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Opéra : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Opéra : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).

### Opéra

Théâtre des Champs-Élysées : Idem (sam., 20 h. 30, et dim., 17 h.).

### Les autres salles

Antoine : Le Tuto (sam., 20 h. 30).  
Atelier : Molière (sam., 20 h. 30).  
Aldéa : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Aldéa : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).  
Aldéa : Les Femmes d'Alger (sam., 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**

**704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34**

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 29 - Dimanche 30 mai

### La Fête 76

Jardin des Tuilleries, Cirque Boulogne, Jean Richard (sam., 15 h. et 20 h. 45) ; dim., 14 h. 30 et 17 h.).  
Théâtre Bay Riss (sam., 21 h. ; dim., 14 h. 30 et 18 h.).  
Un merveilleux jardin (sam., 15 h. 30).  
Théâtre de la petite salle : Chrysothème (sam., 20 h. 30).  
Grande salle : Amers (sam., 20 h. 30, dernière).

### Les concerts

Théâtre de la Ville : Variations de la Cité Internationale (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de la Ville : Variations de la Cité Internationale (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de la Ville : Variations de la Cité Internationale (sam., 20 h. 30).  
Théâtre de la Ville : Variations de la Cité Internationale (sam., 20 h. 30).

### Jazz pop et folk

Volx-Nouveau Carré : Jazz show (sam., 20 h. 30).  
Volx-Nouveau Carré : Jazz show (sam., 20 h. 30).  
Volx-Nouveau Carré : Jazz show (sam., 20 h. 30).  
Volx-Nouveau Carré : Jazz show (sam., 20 h. 30).

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : La Grèce, de S. M. Eisenstein (1930).  
Chaillet, 17 h. : Dillinger est mort, de M. Ferreri (1970).  
Chaillet, 19 h. : Le jour du dragon, de J. Schickel (1970).  
Chaillet, 21 h. : Le jour du dragon, de J. Schickel (1970).  
Chaillet, 23 h. : Le jour du dragon, de J. Schickel (1970).

### Les exclusivités

ADIEU, MA JOLIE (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).  
ADIEU, MA JOLIE (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).  
ADIEU, MA JOLIE (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

### Théâtres de banlieue

Amiens : L'abbaye de Royaumont (sam., 20 h. 30).  
Amiens : L'abbaye de Royaumont (sam., 20 h. 30).  
Amiens : L'abbaye de Royaumont (sam., 20 h. 30).  
Amiens : L'abbaye de Royaumont (sam., 20 h. 30).

U.C.P. - Salle CORTOT

Dimanche 30 mai à 20 h. 45

MUSIQUES ET CHANTS D'ESPAGNE ET D'ISRAËL du XIV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle

RACHEL MOATTI

Meczo-Soprano

Gérard Gaudier (guitare)

Beylène Broch (piano)

Unique Récital

GAUMONT COLISSE - FRANÇAIS - HAUTEUILLE - MONTFARNASSE PATHE GAUMONT SUD - ARTEL Rosny-sous-Bois - FLANADES Sorcelles

Le meilleur film de Marco Ferreri

**La dernière Femme**

Danielle Heynaut

Distribué par Warner-Columbia Film

### LE SECRET DE LA VIE (Ang. v.o.)

(\*) : La Ciel, 15 h. (27-28-29).  
LE SIXIEME CONTINENT (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LE SOUPCON (It. v.o.) : 14-Juillet, 11 h. (37-38-39).  
LA SPÉCULATIVE (Fr.) : Quillette, 15 h. (23-24-25).

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE (Pol. v.o.) : Olympia, 15 h. (23-24-25).  
TOIT, TOIT DE SUITE (A. v.o.) : Clichy-Pas, 15 h. (23-24-25) ; Jean-Renoir, 15 h. (23-24-25).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A. v.o.) : Saint-Germain Studio, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

UNE HISTOIRE D'AMOUR (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25).  
UN FLOTTIN INSOLENT SUR DES VENTS BLEUS DE L'ÉTÉ (It. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25).

VINCENT MY L'AMÉRIQUE (Fr.) : Le Seize, 15 h. (23-24-25).  
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LA GRANDE REPRISE

AU FEU LES POMPIERS (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LA DAME DE SHANGHAI (A. v.o.) : Action Lattre, 15 h. (23-24-25).  
LES HAUTES DE BOURLEVENT (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25).

LA MORT AUX TROUSSES (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE (A. v.o.) : Biarritz, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

THEOREME (It. v.o.) : La Pagode, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

UCCELLACCI, UCCELLINI (It. v.o.) : La Pagode, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

VERA CRUZ (A. v.o.) : Studio Cujas, 15 h. (23-24-25).

### LES FILMS NOUVEAUX

SILENCE, ON TOURNÉ (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

L'ÉDUCATION AMOUREUSE DE JULES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LA CHAIR DU DIABLE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LE LOCATAIRE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

LES MERCIERAIRES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

AU FEU DES TEMPS (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25) ; U.G.C.-Odéon, 15 h. (23-24-25).

# ÉCONOMIE

## BILLET

### LA POUDRIÈRE AGRICOLE DU MIDI

## Après le vin, la tomate

La Midi de la France reste une poudrière en matière agricole. Le « guerre du vin » n'est pas véritablement finie. Les agriculteurs de la vallée du Rhône, réunis vendredi 28 mai, ont décidé de barrer les routes et les voies ferrées pendant le week-end de la Pentecôte pour protester contre l'effondrement des prix des fruits et des légumes, et les importations des pays tiers. Parmi les plus mécontents : les producteurs de tomates.

« Si nous faut prendre un fusil pour obtenir satisfaction, nous n'hésiterons pas », ont dit certains d'entre eux, réunis en assemblée générale à Avignon. Des parlementaires ont questionné le ministre de l'Agriculture le 18 mai. M. Christian Bonnet a essayé — en vain — de convaincre les partenaires européens de la France qu'il fallait limiter les importations. A gros traits, de quoi s'agit-il ?

La production française de tomates s'élève à quelque 640 000 tonnes, dont plus de 100 000 tonnes sont transformées en concentré ou en tomates pelées. Sont concernés d'abord : six mille trois cents producteurs qui vivent essentiellement dans le Gard et le Vaucluse, ainsi que les Bouches-du-Rhône et le Lot-et-Garonne. Il s'agit de vilculteurs et d'arboriculteurs, c'est-à-dire d'exploitants déjà en butte à de sérieuses difficultés : en outre, trente-cinq usines, dont quatre — coopératives de Camargue (Vaucluse), Orla Rolli (Avignon), coopératives UCAUL (Lot-et-Garonne) et A.B.C. (Bouches-du-Rhône) — couvrent près de 65 % du marché ; enfin, six mille salariés des conserveries au sort desquels est également lié celui des employés des usines de la brique, du cartonage ou des entreprises de transport.

Depuis 1960, les producteurs et les conservateurs regroupés au sein de la SONITO (Société nationale interprofessionnelle de la tomate) s'accrochent sur les tonnages et les prix des légumes destinés à la conserve. Or, cette année, les industries refusent de signer les « contrats de culture ».

Il se déclarent incapables d'absorber la production de cet été, car ils courent sous les stocks : les quatre cinquièmes de la production de 1975 n'ont pas été vendus, bien que la transformation française ne couvre que 70 % des besoins nationaux.

Comme dans les cas du vin, des cerises ou des chaussons, la mévente est provoquée par les importations à bas prix : 1 100 tonnes de concentré vauclousien, 4 400 tonnes de tomates. Les Grecs le proposent à 2 F. Laurs conservées paient 0,20 F le kilo de tomates à l'agriculteur grec, alors que la SONITO propose 0,35 F (6 kilos de tomates donnent 1 kilo de concentré).

Les conserves grecques ont d'abord envahi l'Italie, qui, se

retrouvant avec près de deux ans de production en stock, a déversé une partie de ses excédents sur la France, grâce à la dépréciation de la lire. Maintenant, il n'y a guère de possibilité d'écoulement, car le marché mondial paraît saturé : la Grèce, qui a doublé sa production de concentré (107 000 tonnes) en cinq ans, a des réserves équivalentes à un an de production ; les États-Unis, qui étaient importateurs, sont désormais autosuffisants ; les accords d'adhésion à la C.E.E. permettent à la Grande-Bretagne, à l'Irlande et au Danemark de s'approvisionner — préférentiellement — au Portugal, qui livre aux cours mondiaux.

Comment en sortir ? Des membres du Mouvement des exportateurs familiaux (MODEF) et des élus communistes ont demandé la fermeture des frontières jusqu'à épuisement des stocks, qu'a écarté la clause de sauvegarde est difficilement applicable à la Grèce, qui est un pays associé à la C.E.E. Jusqu'à présent, les Neuf n'ont pu que relever le prix minimum des importations de concentré de tomates dans la C.E.E. à environ 3 F le kilo. Mais cela « équivaut à la fermeture d'une sécheresse dans un territoire inondé », estime le président de l'Association des légumes de conserve, M. Lemaître.

D'un autre côté, les producteurs et les transformateurs demandent que les pouvoirs publics prennent en charge la différence entre le cours mondial (0,20 F) et le prix soutenu par les agriculteurs français (0,35 F). Il en coûterait 70 millions de francs au « F.O.M.A. ». Aussi le ministre de l'Agriculture fait-il la sourde oreille.

Si une solution, quelle qu'elle soit, n'intervient pas rapidement, la production destinée à la transformation, qui aura pas été vendue, sera contrainte par les industries, risque de perturber cet été le marché des « tomates de bouche ». Des « retraits » — en fait des destructions — sans précédent pourraient alors être effectués.

Cette perspective ne manque pas d'être paradoxale : habituellement, les conservateurs absorbent les excédents de tomates fraîches. Mais il y a plus douloureux : faute d'un accord avec les producteurs, certaines conserveries pourraient s'approvisionner en Italie pour « faire tourner » leurs installations. Spirale de l'absurde.

ALAIN GIRAUD.

## COOPÉRATION

### EN 1976-1977

## L'Inde recevra du consortium d'aide des crédits s'élevant à 1,8 milliard de dollars

Le consortium international d'aide à l'Inde (I.I.) s'est réuni, jeudi 27 mai, à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale, pour examiner les besoins en aide extérieure de l'Inde pour la période 1976-1977. La Banque a présenté un rapport recommandant aux membres du groupe d'augmenter leur contribution et leurs investissements et de libérer leurs importations.

L'Inde a reçu une aide d'un montant global de 14 milliards de dollars entre 1960 et 1975 (dont 1,4 milliard de dollars l'an dernier). Le consortium a décidé de fournir en 1976-1977 une aide s'élevant à 1,8 milliard de dollars.

La Banque fait état d'une amélioration de la situation économique du pays en 1975. Une récolte record de céréales est prévue (114 millions de tonnes en 1975-1976, soit 13 millions de tonnes de plus qu'en 1974-1975). Les mesures prises par le gouvernement pour juguler l'inflation sont, selon la Banque, les plus efficaces du monde : alors que le taux d'inflation a atteint 23 % en 1973-1974 et 30 % au cours du premier semestre de 1974, les prix de gros en janvier 1976 étaient de 8 % inférieurs à ceux de l'année précédente, grâce à une baisse im-

portante du prix des denrées agricoles. Enfin, en matière énergétique, l'événement le plus encourageant a été la découverte au large de Bombay de gisements de pétrole dont les réserves sont évaluées à 200 millions de tonnes.

Les experts de la Banque ont néanmoins noté un facteur défavorable : le déficit de la balance commerciale, qui s'élevait à 124 millions de dollars en 1972-1973, à 155 millions en 1973-1974, à 155 millions en 1974-1975, et 155 millions en 1975-1976.

D'autre part, au début de la semaine, s'était également réuni le groupe d'aide au Bangladesh, qui a pris des engagements pour l'année fiscale 1975-1976. Le montant — 950 millions de dollars — est assez proche de l'objectif fixé par la Banque mondiale (1,1 milliard de dollars). Des subventions supplémentaires pourraient être accordées par la Grande-Bretagne. La contribution française (576 millions de francs) est, comme celle du Japon, en hausse par rapport à l'année dernière.

(1) En fait partie : l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, la Suède, la R.F.A., le Royaume-Uni et la Suède.

# LA VIE

## SYN

## LE CONGE

### On cherche à affirmer sa cohésion

Le conge, c'est la vie. C'est la vie qui se passe dans les rues, dans les champs, dans les usines, dans les écoles, dans les familles. C'est la vie qui se passe dans les moments de repos, dans les moments de travail, dans les moments de joie, dans les moments de tristesse. C'est la vie qui se passe dans les moments de solitude, dans les moments de compagnie, dans les moments de réflexion, dans les moments d'action. C'est la vie qui se passe dans les moments de calme, dans les moments de bruit, dans les moments de silence, dans les moments de parole. C'est la vie qui se passe dans les moments de paix, dans les moments de guerre, dans les moments d'harmonie, dans les moments de désaccord. C'est la vie qui se passe dans les moments de bonheur, dans les moments de malheur, dans les moments d'espoir, dans les moments de désespoir. C'est la vie qui se passe dans les moments de lumière, dans les moments d'obscurité, dans les moments de chaleur, dans les moments de froid. C'est la vie qui se passe dans les moments de vie, dans les moments de mort, dans les moments de naissance, dans les moments de fin. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être, dans les moments de sûrement, dans les moments de certainement, dans les moments de probablement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement, dans les moments de certainement. C'est la vie qui se passe dans les moments de tout, dans les moments de rien, dans les moments de quelque chose, dans les moments de tout. C'est la vie qui se passe dans les moments de nous, dans les moments de vous, dans les moments de lui, dans les moments de elle, dans les moments de eux, dans les moments de elles, dans les moments de eux, dans les moments de elles. C'est la vie qui se passe dans les moments de maintenant, dans les moments de hier, dans les moments de demain, dans les moments de toujours, dans les moments de jamais, dans les moments de peut-être



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

BILLET

LA POUDRIÈRE AGRICOLE DU MIDI

## Après le vin, la tomate

La tomate est la première culture maraîchère en France. Elle occupe 120 000 hectares et produit 1,2 million de tonnes. Les producteurs sont regroupés en 12 unions régionales. Les unions du Midi (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse) produisent 40 % de la production nationale. Elles sont confrontées à une concurrence féroce des pays méditerranéens et à une baisse des prix. Elles demandent une politique de soutien.

Les unions régionales de producteurs de tomates du Midi ont décidé de demander au gouvernement une aide de 100 millions de francs pour compenser la baisse des prix. Elles ont également demandé une réduction des droits de douane sur les tomates importées d'Espagne et d'Italie.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement était conscient du problème et qu'il allait étudier les demandes des unions. Il a également annoncé une aide de 50 millions de francs pour la promotion des tomates.

Les unions régionales de producteurs de tomates du Midi ont décidé de demander au gouvernement une aide de 100 millions de francs pour compenser la baisse des prix. Elles ont également demandé une réduction des droits de douane sur les tomates importées d'Espagne et d'Italie.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement était conscient du problème et qu'il allait étudier les demandes des unions. Il a également annoncé une aide de 50 millions de francs pour la promotion des tomates.

Les unions régionales de producteurs de tomates du Midi ont décidé de demander au gouvernement une aide de 100 millions de francs pour compenser la baisse des prix. Elles ont également demandé une réduction des droits de douane sur les tomates importées d'Espagne et d'Italie.

Le ministre de l'Agriculture a répondu que le gouvernement était conscient du problème et qu'il allait étudier les demandes des unions. Il a également annoncé une aide de 50 millions de francs pour la promotion des tomates.

Les unions régionales de producteurs de tomates du Midi ont décidé de demander au gouvernement une aide de 100 millions de francs pour compenser la baisse des prix. Elles ont également demandé une réduction des droits de douane sur les tomates importées d'Espagne et d'Italie.

## SYNDICATS

### LE CONGRÈS D'ANNECY

#### La C.F.D.T. cherche à affirmer sa cohésion en refusant toute concession à son « ultra-gauche »

C'est par 14 377 mandats (80,4 %) contre 4 614 (19,3 %) et 4 802 abstentions et bulletins nuls (20,1 %) que les délégués de la C.F.D.T. à Annecy, ont adopté vendredi soir 28 mai la résolution d'orientation, qui doit fixer la conduite de la centrale pour les trois années à venir. La presque totalité des congressistes, du moins à l'entendre, considèrent qu'avant ce terme la gauche aura conquis le pouvoir aux élections législatives de 1978. Cette quasi-certitude

durant ces cinq jours a fortement influencé les délibérations et les scrutins, dont les plus décisifs se trouvent dans une « fourchette » de 60 à 80 % des voix en faveur de M. Edmond Maire et de ses amis.

Comme le souhaitait le leader cédétiste, la situation est maintenant très nette pour délimiter le rapport de forces à l'intérieur de la centrale, entre la majorité et les éléments de l'« ultra-gauche ».

L'orientation définie, fruit d'un long

travail, en dépit de l'abondance des textes, n'apporte pas de changements très significatifs par rapport aux positions déjà connues de la C.F.D.T. dans sa route vers le socialisme autogestionnaire, ni dans les liens qu'elle veut établir entre les luttes sociales et la bataille politique. Parmi les nombreux autres textes adoptés, le congrès annonce que des initiatives d'action vont être prises avec la C.G.T. d'ici à l'automne, notamment en faveur de l'emploi des jeunes.

Après cela, M. Maire pouvait s'attendre à faire le plein des « non » en provenance des révolutionnaires, ligueurs et autres anarchistes qui représentent environ 20 % des mandats. Ce faisant, n'a-t-il pas couru le risque de favoriser la création de tendances organisées au sein de la confédération ? M. Maire s'en défend.

Si l'on volontairement cherché à isoler l'« ultra-gauche », il souligne que le dialogue est resté ouvert avec les signataires du texte intitulé : « Contribution au débat du congrès ». C'est-à-dire avec les dirigeants des fédérations de la banque, du bois, d'habillement, des P.T.T., des services sociaux et de santé et de l'union régionale Rhône-Alpes, dont la plupart des mandats se retrouvent parmi les 20 % d'abstentionnistes.

Il estime que les militants de ces organisations ont participé avec efficacité aux études doctrinales de la C.F.D.T. et à la préparation des textes soumis aux assises d'Annecy.

Pour leur part, MM. Le Beller (P.T.T.) et Héritier (Rhône-Alpes) et leurs amis, qui, sur certains amendements, ont joint leurs mandats à ceux de la majorité, ont tenu à préciser qu'ils n'étaient pas gauchistes, mais socialistes (avec appartenance au C.R.E.S. ou au P.S.U. pour certains d'entre eux).

Quoi qu'il en soit, les secrétaires des six organisations signataires de la « contribution au débat » siègent désormais au bureau national. MM. Héritier et Le Beller y sont déjà, pour leur part, MM. Verret (Rassemblement), Schelcher (santé), Begot (banque) et Goubier (construction).

La plupart de ces fédérations étaient déjà représentées au bureau national, et le titulaire antérieur ne s'était pas représenté volontairement. La position des nouveaux venus, en principe, n'est donc pas sensiblement différente de celle de leurs aînés. Pourtant certains militants ne cachent pas leur satisfaction de cette entrée en force d'éléments qui, sans constituer une structure organisée, représentent un courant de pensée caractéristique.

Bien que ces contestataires aient été élus avec des scores modestes, ils ont obtenu par plusieurs leaders de la majorité. M. Maire reste le « patron » incontesté de la C.F.D.T. et nul ne conteste sa compétence et son autorité. Nulle fraction ne se sent encore dressée pour disputer le secrétariat général de la tumultueuse confédération.

La résolution d'orientation affine et enrichit la doctrine et la stratégie de la C.F.D.T. sans toutefois modifier sensiblement ses principes antérieurs sur l'action syndicale et la transformation de la société, ni sur la « transition » ni sur ses rapports avec les syndicats et les partis.

Plus que jamais la centrale de la rue Montholon mise sur le socialisme autogestionnaire qu'elle veut atteindre par une « pratique de masse et de classe », ainsi que par l'union des forces populaires, continuellement élargies devant le congrès, où l'on a beaucoup parlé des problèmes de l'Etat, et de son rôle dans un programme de gouvernement et la première étape vers le socialisme.

La C.F.D.T. a maintes fois répété sa volonté d'indépendance, et parmi les débats, parfois tumultueux qui s'échouèrent ce samedi, il y eut un fracas d'applaudissements quand M. Edmond Maire s'écria : « Nous sommes les indépendants de la liberté ».

JOANINE ROY.

## CONJONCTURE

### LE PRIX DU JAMBON BAISSE CELUI DU VIN ROUGE AUGMENTE

Le prix du jambon va baisser de 2,75 à 3 %, selon les mœurs, indique le « Bulletin officiel des services et des prix » (BOSP) du 28 mai. En revanche, les marges de gros des vins rouges de consommation courante vont augmenter de 5 centimes et les plats cuisinés surgelés de 4 %.

D'autres augmentations autorisées, concernant les surfaces sensibles photographiques (de 3 à 4 %, selon les produits), les articles de quincaillerie (de 2 à 5 %), les vêtements de soie et de laine (de 2 à 4 %), les tarifs des prestations de travail temporaire (4 %).

## ÉNERGIE

### La réunion de l'OPEP

(Suite de la première page.)

L'introduction de ce nouveau système ne devrait pas bouleverser, dans l'immédiat, le niveau général des prix. Il pourrait, cependant, entraîner une hausse immédiate des pétroles légers, très demandés actuellement au niveau des produits fins (carburants et fuels domestiques) et une baisse des pétroles lourds.

#### Avertissement

L'OPEP a également traité de ses rapports avec les pays industrialisés au cours de sa réunion de Baï : pour regretter notamment leurs manœuvres dilatoires dans les négociations internationales en cours, que ce soit la conférence de la CNUCED de Nairobi ou le dialogue Nord-Sud de Paris. L'avertissement contenu dans le communiqué final de l'organisation (le OPEP est décidé à prendre les mesures appropriées, si nécessaire, pour protéger ses intérêts légitimes), vise en partie ces manœuvres et s'adresse sans doute à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), qui reste la bête noire de l'OPEP. Les dix-neuf pays industrialisés membres de cette agence, considérée par son créateur, M. Henry Kissinger, comme un organisme de défense contre l'OPEP, viennent en effet de décider de la création d'un mécanisme de partage des ressources pétrolières en cas de crise, dans lequel l'OPEP voit une machine de guerre dirigée contre ses intérêts. Un délégué saoudien a exclu de ce mécanisme la riposte de l'organisation puisse prendre la forme d'un embargo sur les livraisons de pétrole. Mais, puisque les pays consommateurs ont accepté un accord de partage des ressources, l'OPEP

pourrait en contrepartie s'engager dans une politique d'exportation qui pénaliserait les pays qui n'ont pas une politique contraire à ses vœux.

J.-F. LEVEN.

Copyright Le Monde A.F.P.

### M. YAMANI : personne ne peut augmenter ses prix sans l'accord de l'Arabie Saoudite.

« Nous avons fait de grands progrès sur la résolution relative au problème des primes et nous n'avons pas augmenté les prix du pétrole ce qui est la position traditionnelle de l'Arabie Saoudite (...). J'en suis très content, d'autant plus que l'Arabie Saoudite n'est pas seule à défendre le gel des prix, mais était appuyée par deux autres membres de l'OPEP », a déclaré M. Yamani, ministre du pétrole de l'Arabie Saoudite, avant de quitter Baï.

« Nous avons dit « non » à toute hausse, parce que c'était dans l'intérêt de l'OPEP comme du monde en général, a poursuivi M. Yamani. De plus, c'était le but d'Arabie Saoudite que certains continuent d'augmenter, et cela, ils ne peuvent le faire sans notre accord ».

Le ministre saoudite, qui ne croit pas à une augmentation dans les prochains mois, a ajouté : « Je ne vois pas pourquoi nous aurions à le faire avant la fin de l'année. Et si certains veulent augmenter les prix malgré le gel, je leur souhaite bonne chance, car personne ne peut augmenter ses prix sans l'accord de l'Arabie Saoudite ».

### M. FORD : une décision responsable.

« Il s'agit d'une décision responsable dans une économie mondiale qui commence tout juste à se remettre d'une récession et à s'adapter aux prix élevés du pétrole », a déclaré M. Ford, après la réunion de Baï, dans un communiqué diffusé par la Maison Blanche.

« Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, une économie mondiale stable et en progrès est dans l'intérêt de tous les pays, et les Etats-Unis espèrent que les relations entre les pays producteurs de pétrole et les pays consommateurs continueront de s'améliorer », a ajouté le président des Etats-Unis.

L'Union des vieux de France, organisation proche du parti communiste, déclare, après la récente allocation de M. Valéry Giscard d'Estaing, que « les promesses de porter le minimum vieillesse à 10 000 F (27 40 F par jour) fin 1977 ne peuvent satisfaire les milliers de personnes âgées, allocataires et retraités qui vivent dans la misère ».

L'Union des vieux de France demande que, dans l'immédiat, le minimum soit porté à 80 % du S.M.I.C., soit 36 83 F par jour, et que le minimum des pensions pour les retraités ayant au moins vingt-cinq années de versement soit porté au niveau du S.M.I.C.

(Publié)

## ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb reçoit jusqu'au 8-7-76 (10 Chababane 1398) à 12 h, des offres de prix pour l'exécution des travaux de levée de détails des adducteurs et des stations de pompage des deuxième, troisième et quatrième tranches d'équipement de la S.T.I. (85.000 Dh.).

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, Service de l'Équipement, Carrefour Mauritanie, Kenitra, contre versement d'une somme de cent cinquante Dirhams (150 Dh.).

Kenitra, le 29-4-1976.

Le Directeur de l'O.R.M.V.A.G. TOULALI DEISS.

(Publié)

## ROYAUME DU MAROC

OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB KENITRA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 10/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb reçoit jusqu'au 8-7-76 (10 Chababane 1398) à 12 h, des offres de prix pour l'exécution des travaux de remembrement des deuxième, troisième et quatrième tranches de la S.T.I., soit 60.000 Dh.).

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb, Service de l'Équipement, Carrefour Mauritanie, Kenitra, contre versement d'une somme de cent cinquante Dirhams (150 Dh.).

Kenitra, le 29-4-76.

Le Directeur de l'O.R.M.V.A.G. TOULALI DEISS.

## Quand les chiffres parlent mieux que les mots il faut laisser la place aux chiffres.

15 avril 1976. Aménagement du Territoire : nouveau régime des aides à la décentralisation tertiaire. Des mesures concrètes. Chiffres. Décisives.

### Décentralisation:

**20.000 F** par emploi créé.

Une prime à l'emploi est instituée. Elle concerne les activités de bureau. Son montant par emploi créé s'élève à :

20.000 F dans les régions prioritaires  
10.000 F dans les autres régions à l'exclusion du Bassin Parisien  
+ 5.000 F de majoration si le siège social est transféré ou déjà implanté en province

Cette prime est attribuée même en cas de location. Elle équivaut alors à une franchise de loyer de 2 à 4 ans. Pour la première fois, les petits établissements en bénéficient. Il suffit en effet de créer 30 emplois (20 pour les sièges sociaux) pour se la voir accorder.

Les frais d'installation d'un emploi se trouvent ainsi réduits de 50 % en moyenne par rapport à Paris.

Un compte que les chefs d'entreprise avisés vont faire. Sans oublier que la province d'aujourd'hui ne ressemble plus à celle d'hier. Qu'elle est désormais équipée. Qu'on y travaille mieux. Qu'on s'y loge bien et que la qualité de la vie y est réalité quotidienne.

L'Association Bureaux-Provinces offre aux chefs d'entreprise une documentation complète sur le nouveau régime des aides et les capacités d'accueil des régions. Elle leur apporte une assistance technique.

En un mot elle les aide à réussir leur décentralisation. Une très bonne opération, tous comptes faits.

**ASSOCIATION BUREAUX-PROVINCES**

Nous vous aidons à réussir votre décentralisation.

39, RUE DE LA BIENFAISANCE - 75008 PARIS 522.86.20







سكنا من الاحول

OMIQUE

ERCE ET DÉVELOPPEMENT

CONFÉRENCE DE NAIROBI

agne et le Japon restent les seuls à  
de stabilisation des matières premières

quel devait intervenir le 20-mai, à  
de vingt-quatre heures, pour un  
deux principaux problèmes : l'orga-  
marché de matières premières  
tament du tiers-monde.

De notre correspondant :  
L'adoption de l'Union  
des pays membres de  
CEROC. Certains pays occidentaux  
ont été surpris par la décision  
de ne pas intervenir, en tant que  
observateurs, à la conférence de  
Nairobi. Mais, en fait, la position  
de l'Union des pays membres de  
CEROC est tout à fait logique.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE  
DE LA HAUTE-GARONNE  
1<sup>re</sup> DIRECTION - 1<sup>er</sup> BUREAU

Le 20 mai 1976, à 14 heures, a eu lieu la séance de la Commission de la Haute-Garonne, présidée par M. le Préfet, M. le Secrétaire Général et M. le Directeur de la 1<sup>re</sup> Direction. Elle a été ouverte par M. le Préfet, qui a souligné l'importance de la mission confiée à la Commission et a souhaité que celle-ci puisse contribuer efficacement à l'amélioration de la gestion administrative de la Haute-Garonne.

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. le Secrétaire Général sur l'activité de la Commission pendant le premier trimestre 1976, M. le Préfet a autorisé la Commission à se réunir à nouveau le 27 mai 1976, à 14 heures, pour examiner les propositions de M. le Secrétaire Général relatives à la mise en œuvre du plan de travail approuvé par la Commission le 15 mars 1976.

La séance a été levée à 15 heures. M. le Préfet a remercié M. le Secrétaire Général et M. le Directeur de la 1<sup>re</sup> Direction pour leur présence et leur collaboration.

Le 27 mai 1976, à 14 heures, a eu lieu la séance de la Commission de la Haute-Garonne, présidée par M. le Préfet, M. le Secrétaire Général et M. le Directeur de la 1<sup>re</sup> Direction. Elle a été ouverte par M. le Préfet, qui a souligné l'importance de la mission confiée à la Commission et a souhaité que celle-ci puisse contribuer efficacement à l'amélioration de la gestion administrative de la Haute-Garonne.

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. le Secrétaire Général sur l'activité de la Commission pendant le premier trimestre 1976, M. le Préfet a autorisé la Commission à se réunir à nouveau le 3 juin 1976, à 14 heures, pour examiner les propositions de M. le Secrétaire Général relatives à la mise en œuvre du plan de travail approuvé par la Commission le 15 mars 1976.

La séance a été levée à 15 heures. M. le Préfet a remercié M. le Secrétaire Général et M. le Directeur de la 1<sup>re</sup> Direction pour leur présence et leur collaboration.

Le 3 juin 1976, à 14 heures, a eu lieu la séance de la Commission de la Haute-Garonne, présidée par M. le Préfet, M. le Secrétaire Général et M. le Directeur de la 1<sup>re</sup> Direction. Elle a été ouverte par M. le Préfet, qui a souligné l'importance de la mission confiée à la Commission et a souhaité que celle-ci puisse contribuer efficacement à l'amélioration de la gestion administrative de la Haute-Garonne.

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. le Secrétaire Général sur l'activité de la Commission pendant le premier trimestre 1976, M. le Préfet a autorisé la Commission à se réunir à nouveau le 10 juin 1976, à 14 heures, pour examiner les propositions de M. le Secrétaire Général relatives à la mise en œuvre du plan de travail approuvé par la Commission le 15 mars 1976.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Nouvelle hausse du franc suisse  
Nouveau recul de la livre

Nouvelle et forte hausse du franc suisse, bonne tenue du franc français et du dollar : nouveau recul de la livre : tels ont été les faits marquants de cette semaine réduite à quatre séances pour la plupart des places européennes qui étaient fermées le jeudi de l'Ascension. Une fois encore le franc suisse a donc tenu la vedette. Loin de se ralentir en effet, sa hausse amorcée la semaine dernière s'est poursuivie et même amplifiée. Conséquence : les cours de la devise helvétique ont atteint de nouveaux records vis-à-vis de bon nombre de monnaies et notamment du Deutschmark. Pourquoi cette nouvelle poussée de fièvre ? La première explication qui vient à l'esprit est d'ordre technique : la Banque nationale suisse n'est semblée-t-il pas intervenir. La seconde est d'ordre psychologique. La devise helvétique est depuis de nombreuses années considérée comme un refuge, pour des raisons économiques et politiques. Le franc suisse est donc traditionnellement recherché. L'apparition des changes flottants et les incertitudes monétaires qui en découlent ont encore augmenté

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACES	Francs	Livre	Mark	Dollar	S. D.	Franc suisse	Franc belge
London	4,8325	1,4836	4,8327	176,00	8,1124	4,8340	69,3600
	4,8399	1,4637	4,8213	176,70	8,1460	4,8620	70,3325
New-York	36,1188	0,1188	36,8224	176,00	21,2729	40,8088	2,5137
	36,6697	0,1188	38,2396	176,70	21,1104	40,8400	2,5335
Paris	171,99	5,6026	182,48	8,5154	4,7330	181,76	11,9817
	172,75	5,6292	183,06	8,6406	4,7370	180,66	12,0615
Zurich	99,5941	2,9217	95,1516	4,3348	2,4636	82,490	6,1962
	91,8831	2,9279	96,5025	4,6320	2,4975	82,722	6,3275
Frankfurt	94,2643	3,7705	94,5337	5,5853	4,8062	105,9554	6,5119
	94,2835	3,7513	94,6241	5,5853	4,8337	105,9528	6,5368
Bremen	14,4754	4,7153	15,2525	39,7000	8,5000	24,1330	
	14,2946	4,6904	15,2531	39,7000	8,5000	24,1330	
Amssterdam	12,4734	106,6846	4,8329	2,7400	89,1416	111,4900	6,9061
	12,5294	105,5915	4,8995	2,7420	87,8547	109,7087	6,9070

son attrait aux yeux des opérateurs. Les acheteurs ayant été rarement déçus, chaque fois qu'une monnaie faible fléchit sensiblement, une partie des devises sont converties en franc suisse, ce qui entraîne, compte tenu de l'étrange relative du marché helvétique des capitaux, des accés de fièvre sur la devise suisse. Il faut donc sans doute voir dans la nouvelle baisse de la L.V.R. intervenant cette semaine, l'une des causes de la hausse de la monnaie helvétique. Le STERLING en effet a de nouveau fléchi. Son cours, exprimé en dollar, vendredi, a baissé de 1/16 de point à 1,4637, contre 1,4653, les prévisions faites par l'Institut national de recherche économique et sociale, dans son dernier bulletin trimestriel, pourraient être à

Le DOLLAR a fait bonne figure, en dépit des ventes bénéficiaires entraînées par sa hausse récente. La tendance reste bien orientée sur le DOLLAR, estimant les cambistes qui pensent que la devise américaine devrait, à moyen terme, largement profiter de la progression des taux d'intérêt qui s'amorce outre-Atlantique, comme en témoigne le relèvement du Prime-Rate (taux préférentiel) de la City Bank, intervenu vendredi.

Le DEUTSCHMARK enfin s'est de nouveau effrité. Sur le marché de l'or de Londres, les cours ont peu varié le prix en cours de séance à 1,7675, avant de se redresser légèrement. Les prévisions faites par l'Institut national de recherche économique et sociale, dans son dernier bulletin trimestriel, pourraient être à

Philippe Labadie.

Bourses étrangères

NEW-YORK  
Assez net repli  
Le redressement notable intervenu vendredi à Wall Street n'a pas été suffisant pour effacer la totalité des pertes accumulées au fil de la semaine. D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu un peu plus de 15 points à 975,33, contre 990,87. Le marché a cependant été peu actif, 84,25 millions d'actions ayant changé de mains contre 91,87 millions la semaine précédente.

Essentiellement provoquée par les craintes d'un redressement des taux d'intérêt à court terme, la mauvaise humeur des boursiers américains

LONDRES	Cours	Cours
	21 mai	22 mai
Bovater	217	197
Brit Petroleum	683	650
Charter	121	133
Shell	152	153
De Beers	225	222
Free State Geduld	13 3/4	14 3/4
Gr. Univ. Stores	199	198
Imp. Chemical	177	154
Shell	460	441
Vickers	152	177
War Loan	26 1/4	25 1/4

FRANCFORT	Cours	Cours
	21 mai	22 mai
A.E.G.	91,50	91
B.A.S.F.	156,80	159
Bayer	132,50	132,70
Commerzbank	151	151
Deutsche Bank	261	269,20
Siemens	238,30	242,20
Volkswagen	140,00	135,50

Bourse de Paris

Un léger zéphyr...

En cette semaine réduite à quatre séances par le chômage de l'Ascension, il semble qu'un léger zéphyr ait soufflé sous les colonnes du palais Brongniart. L'assistance avait bien été clairsemée à la veille du week-end, des progrès incontestables ont été enregistrés, le vote de la commission des finances ayant donné l'espoir que le projet de loi sur la taxation des plus-values serait sérieusement amendé.

Sur le marché de l'or, l'atmosphère était encore à la morosité autour de la corbeille. Mercredi, en revanche, l'annonce des propositions de ladite commission provoqua un léger mouvement haussier, qui se poursuivit au-delà de l'interdiction de jeudi, de sorte que les différents indices ont progressé d'environ 1,5 %.

A l'évidence, le problème des plus-values, ainsi que les tractations entre la majorité parlementaire et le gouvernement font la pluie et le beau temps à la Bourse de Paris. A l'évidence également, le projet de la commission des finances contient des éléments de nature à apaiser partiellement les craintes des boursiers, des intermédiaires et des actionnaires, tout au moins s'ils sont retenus lors du vote final, ce qui n'est pas acquis. Le délai de détention à court terme ramené de deux ans à un an, l'exonération au bout de dix ans, l'absence de taxation au-dessous de 20 000 F, l'abattement porté de 3 000 F à 6 000 F, l'étalement des paiements sur cinq ans, beaucoup d'investisseurs, intéressés, trop, peut-être, sourient des habitudes de la corbeille.

En ce qui concerne l'activité des sociétés elles-mêmes, le marché prête l'oreille aux nouvelles en provenance de l'économie. Celles-ci sont mitigées : l'activité va devenir de plus en plus forte dans un climat très expansionniste, selon l'INSEE. En revanche, la perspective d'un retour en force de l'inflation, l'indice des prix ayant encore progressé de 0,8 % en avril, laisse planer quelques inquiétudes, d'autant que les taux d'intérêt risquent de se tendre (voir l'autre page).

Sur le marché de l'or, l'animation qui s'était emparée du marché mardi, avec un quadruplement des transactions, est bien retombée, tandis que le lingot perdait finalement 175 F à 19 145 F et que le napoléon revenait de 235 F à 232,50 F. A cette occasion, un arrêté paru au Journal officiel - du 23 mai a fixé à 635,46 F pour la coupure de 100 F la valeur de reprise des obligations 4 1/2 % 1973, indexées sur la pièce de 20 F, qui seront admises en paiement des décrets de mutation entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 novembre 1976. — F. R.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Nouvelle tension

A la fin d'une semaine perturbée par les « points » successifs, le marché monétaire de mercredi et jeudi, une nouvelle tension s'est manifestée sur le marché monétaire de Paris, où le dollar de l'argent a été de 7 1/2 % à 7 3/4 % et même à 7 7/8 % la veille du week-end.

Ce phénomène est, naturellement, à mettre en relation avec la tension qui se crée sur le marché de l'euro-dollar, et la hausse du taux outre-Atlantique (voir ci-dessous). Il est particulièrement net sur le marché à terme, où la Caisse de dépôts, d'une semaine à l'autre, a majoré ses conditions de 1/4 à 3/8 de point, soit près de 8 % à un mois, 8 1/8 % à 8 1/2 % à trois mois, 8 3/8 % à 8 1/2 % à six mois, et 8 5/8 % à 8 3/4 % à un an. De plus, les sorties de billets ont été plus abondantes à l'occasion des fêtes, et le volume de l'opération de refinancement du Trésor a été de 1,5 milliard de dollars après s'être gonflée de 2 milliards de dollars la semaine précédente, tous les augures croient à la poursuite du mouvement haussier et prévoient un taux de base de 8 % à 8,5 % d'ici la fin de l'année.

UNE VOLÉE DE BOIS VERT

Enquêtant sur les causes des difficultés financières de la société Voyer, antérieurement à la nomination d'un administrateur provisoire en juillet 1975, la Commission des opérations de Bourse (COB) vient de faire connaître ses conclusions et ses décisions. Elle n'y va pas de main morte !

En premier lieu, la Commission a constaté de graves irrégularités dans la tenue des comptes de la société, notamment des absences de provisions pour chantiers défectueux et filiales en situation délicate. Une prise en compte prudente des risques, conforme aux règles en vigueur, aurait dû faire apparaître une perte au titre de l'exercice 1972 (définitive de 7,4 millions de francs), une autre perte en 1973 (encadré de 5 millions de francs selon le bilan), et un déficit beaucoup plus important en 1974, année où il a bien fallu provisionner ces risques. En second lieu, la COB a relevé que des sommes d'un montant extrêmement élevé avaient été prélevées sur la trésorerie de la société de groupe Voyer, en particulier un montant dépassant 16 millions de francs, remis soit au directeur général de l'époque, M. Roger Beval, soit à des sociétés privées qui contrôlaient directement ou indirectement :

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du cuivre, de l'étain et du cacao

METALX. — Les cours du cuivre ont sensiblement progressé au Metal Exchange de Londres. L'accroissement des stocks mondiaux de métal (10 600 tonnes en avril) et des stocks londoniens qui s'élevaient à 520 000 tonnes (+ 1 500 tonnes) a été éclipsé par l'apparition de différents facteurs jouant en faveur de la hausse. Ainsi, la tension politique persistante en Afrique centrale, la menace d'une grève à la mine péruvienne de Toquepala, enfin, la décision du Japon de maintenir l'embargo sur ses exportations de métal raffiné, même si le G7 ou d'autres membres du C.I.E.P.C. représentent à un rythme normal leur production, ont constitué autant de stimulants pour le marché. Il est prévu par certains spécialistes une augmentation de 35 % de la consommation mondiale de métal raffiné durant la période 1976-1978, qui dépasserait alors 7 millions de tonnes. Quant à la production du monde occidental, elle pourrait, entre temps, augmenter de 30 %. La hausse des cours du métal rouge, d'ici à la fin de l'année, sera limitée, telles sont les prévisions formulées par les experts du C.I.E.P.C. En effet, la production mondiale continuera à être supérieure aux besoins de la consommation, car la reprise

économique ne s'effectuera, dans certains pays, qu'à un rythme lent. Les cours de l'étain ont atteint leurs meilleurs niveaux depuis septembre 1974 sur les places commerciales. Le jubilé de la livre sterling a provoqué un regain d'achats spéculatifs. Les cours ont même frôlé le pré-plafond de l'accord international. Le directeur du stock régulateur prévoit une poursuite de la flambée des prix. Les ventes de métal des pays membres de l'accord et de la Chine devraient être judicieusement absorbées, même si les quotas d'exportation étaient supprimés à la fin du premier semestre.

Sur le marché libre de Londres, les cours du platine ont atteint leur niveau le plus élevé depuis deux ans, à 89,20 livres l'once troy. Les producteurs de platine ont majoré leur prix de 2,75 livres pour tenir compte de la faiblesse de la monnaie britannique.

Les cours de l'argent ont sensiblement progressé à Londres, retrouvant leurs meilleurs niveaux depuis février 1974. Le disponible s'élève à 252,50 pence l'once troy contre 250 et le trois à 270,35 pence contre 258,50.

CAOUTCHOUC. — Reprise sensible des cours du naturel sur les places commerciales. La Chine pourrait procéder, prochainement, à des achats importants de gomme en Malaisie. La demande de différents pays s'accroît, notamment en provenance d'Europe occidentale.

DÉTERMINES. — Une hausse des cours du cacao sur les différents marchés. Les acheteurs ont procédé à d'importants achats de couverture par suite d'une dégradation de la disponibilité à court terme. Faibles variations des cours du sucre. Une firme privée des stocks mondiaux à 19 217 000 tonnes au 31 août prochain, chiffre en légère augmentation sur celui d'août y a un an.

Cours des principaux marchés

du 28 mai 1976

Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.  
METALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 828 (830) ; à trois mois, 828 (830) ; étain comptant, 4 322 (4 311), à trois mois, 4 448 (4 308) ; plomb, 273,25 (283) ; zinc, 435,50 (427).  
New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 69,50 (67,50) ; aluminium (lingots), inch. (44) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 82,85 (84-85) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 120-125 (110-120).  
Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 180 1/8 (1 143 1/8).

TEXILES. — New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 67,78 (66,45) ; octobre, 68,50 (66,40) ; laine suédois juillet, 177 (175), octobre, 178,50 (174,50).  
Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (péagine à 60), juillet, 215 (198) ; jute (en sterling par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (60).  
Roubaix (en francs par kilo) : laine, juillet, 22,30 (22,10).  
Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute, 490 (485).

CÉRÉALES. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : B.B.S. comptant, 54,80-50 (50,50).  
Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 218,50-219 (218,50).

DÉTERMINES. — New-York (en cents par lb) : cacao, juillet, 61,90 (61,80) ; septembre, 64,70 (61,80) ; sucre disp. (12,50) ; juillet 13,67 (14,20).

Londres (en livres par tonne) : sucre, août, 192 (195,25) ; octobre, 195,25 (195) ; café, juillet, 1 405 (1 427) ; septembre, 1 400 (1 450) ; cacao, juillet, 1 370 (1 325,50) ; septembre, 1 351 1/2 (1 057,50).  
Paris (en francs par quintal) : cacao, septembre, 535 (507) ; décembre, 523 (510) ; café, juillet, 1 190 (1 230) ; septembre, 1 194 (1 200) ; sucre (en francs par tonne) : juillet, 1 575 (1 590), août, 1 592 (1 590).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juillet 336 3/4 (345) ; septembre, 365 1/2 (352) ; maïs, juillet 281 (280,50) ; septembre, 281 (273).

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	24 mai	25 mai	26 mai	27 mai	28 mai
Totaux	80 100 828	61 196 785	64 418 012	—	46 784 340
Total	94 739 680	119 128 674	140 267 137	—	57 041 872
Comptant	62 004 642	48 821 785	40 383 880	—	29 174 202
R. et obl.	206 845 230	229 147 224	245 063 006	—	132 980 414

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)

Valeurs	27 mai	28 mai
France	97,5	97,5
Etranger	107,2	106,1

INDICES QUOTIDIENS DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

Indice gén.	73,6	73,4	74,2	—	74,7
-------------	------	------	------	---	------

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES (Hausse en %)

	28 mai 1976	29 mai 1976
Eso	62,50	+11,29
U.C.B.	251	+7,77
Comp. Entrepreneurs	212	+7,53
Catillon	227	+7,23
Labinal	191	+5,31
Pernod-Ricard	444	+5,21
Peugeot	435	+4,78
Force	445	+4,36
B.S.N.	445	+4,36
Imetal	118,20	+4,25

VALEURS ÉTRANGÈRES (Hausse en %)

	28 mai 1976	29 mai 1976
Imperial Chemical	29,30	+7,68
R.I.C.	16,20	+4,51
Phillips	32,10	+4,45
Ford Motors	261	+4,25
La Redoute	672	+4,16
Labo. Bellen	229	+4,09
Pharmacia	228	+3,83
J. Leclerc	228	+3,83
Dollfus-Mieg	37,15	+3,72
Mot. Leroy-Somer	329	+3,71
Valloire	194,10	+3,69
Knoll	289	+3,58
Lafrance	129	+3,39
Maisons Phénix	1940	+3,36



## Le substitut requiert quatre à six mois de prison avec sursis contre M. Jean Chapron

100-443887-100